# L'Anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire

H. Mercier-Vega, V. Griffuelhes

1978

# Table des matières

**partie L'ANARCHO-SYNDICALISME ET LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE 4**

**LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE UNE PRATIQUE QUI CHERCHE UNE DOCTRINE 5**

**FERNAND PELLOUTIER UNE PRATIQUE THEORISEE 7**

**AMSTERDAM 1907, OU LE DEBAT INTERNATIONAL 16**
1° MOTION CORNELISSEN-VOHRYZEK-MALATESTA . . . . . 23
2° MOTION R. FRIEDEBERG : . . . . . 23
3° MOTION DUNOIS , contresignée par Monatte, Fuss, Nacht, Ziélinska, Fabbri, K. Walter : . . . . . 24
4° MOTION NACHT-MONATTE, contresignée par Fuss, Dunois, Fabbri, Zélinska, et Karl Walter : . . . . 24

**SYNDICATS ET CONSEILS A TURIN (1919-1920) 26**
I RESOLUTION DU CONGRES NATIONAL DE L'UNIONE SINDACALE ITALIANA (PARME — DECEMBRE 1919) : . . . . . 27
II RAPPORT SUR LES « CONSEILS D'USINES ET D'ENTREPRISES » PRESENTE PAR MAURIZIO GARINO AU CONGRES DE L'UNION ANARCHISTE ITALIENNE (tenu à Bologne du 1er au 4 juillet 1920). 27

**LA PREMIERE APRES-GUERRE 31**

**UN MOUVEMENT QUI A SON HISTOIRE 37**

**LES NOUVELLES SOCIETES 39**

**LE PATRONAT ANONYME 41**

**L'ETAT PATRON 43**

**LES NOUVELLES CLASSES OUVRIERES 48**

**QUI DIRIGE LES SYNDICATS ? 54**

**CO-GESTION, AUTOGESTION 58**

**L'AVENIR AU PRESENT 63**

**V. GRIFFUELHES LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE 66**
CE QU'EST LE SYNDICALISME . . . . . 66
LE SILLON . . . . . 67
LE PARTI SOCIALISTE . . . . . 67
LE GOUVERNEMENT . . . . . 67
ACTION DIRECTE . . . . . 68

MOYENS DE LUTTE DIRECTE . . . . . 69
LA GREVE . . . . . 70
LE SABOTAGE . . . . . 71
LA GREVE GENERALE . . . . . 72
ACTION CONTRE INACTION . . . . . 74
VALEUR DU SYNDICALISME . . . . . 74

**AVANT-PROPOS DE 1909** **76**

# L'ANARCHO-SYNDICALISME ET LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

# LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE UNE PRATIQUE QUI CHERCHE UNE DOCTRINE

L'histoire des classes ouvrières, de leur mode de vie, de leur statut, de leur fonction ; celle des poussées ou des explosions de ces mêmes classes ; celle enfin des organisations et des idéologies qui s'efforcent ou affirment en exprimer les volontés, le rôle ou le destin, sont évidemment imbriquées, interdépendantes, mais elles ne sont pas identiques. Cette constatation banale est souvent oubliée dans les polémiques ou les affrontements entre les diverses écoles socialistes.

Chaque fraction a tendance à substituer à la société ouvrière complexe, intégrée dans une société globale en mouvement, une image, ou une formule, dont elle se sert pour construire ses hypothèses, justifier sa politique, tracer ses perspectives. Si bien que les débats se nourrissent de mots ou de schémas, parfois vrais à l'origine, parce que correspondant à un moment ou à un lieu déterminés de la mêlée sociale, mais qui finissent avec le temps, par ne plus être que des pièces de musée. Ce qui fait des discussions une bataille vaine, détachée des réalités, à peine humanisée par la nostalgie des anciens ou le besoin d'exaltation des nouveaux. Et l'extrême érudition finit par brouiller la connaissance des banalités du présent visible.

Même le syndicalisme révolutionnaire - ou syndicalisme libertaire, ou anarcho-syndicalisme - n'échappe pas à cette regrettable pratique. Et pourtant il n'est pas né bien net, défini et définitif. Il n'acquiert ses caractéristiques qu'après avoir passé par une série d'expériences, il est produit de ces expériences, et il ne cessera pas de prendre forme, d'acquérir son langage, de s'enrichir d'idées-forces et de méthodes d'action, d'être partiellement ou totalement absorbé par la société totale.

Dans son travail sur les Bourses du Travail et la C.G.T., publié aux environs de 1910, Paul Delesalle constate et prévoit ces naturelles transformations : « ce qui caractérise le mouvement syndicaliste français, c'est son évolution constante ». Dans une classe ouvrière produite par une société déterminée, les formes d'organisation sont multiples, de même que les idéologies qui habillent ou utilisent ces organisations sont diverses. Le syndicalisme révolutionnaire ne sort pas du cerveau d'un théoricien. Il est pratique qui cherche une doctrine pour se propager et se multiplier.

La variété des situations, des cas, des tentatives, se montre infiniment plus riche que les formulations les plus subtiles. Et tel qui avait raison en une conjoncture précise, se trouve dépassé, éliminé quand il s'accroche à ses vérités d'hier pour justifier ses errements d'aujourd'hui. Il nous apparaît donc bien inutile d'établir un modèle unique, et vénérable, d'un syndicalisme révolutionnaire qui, de 1890 à 1976, en Suède comme en Espagne, aux Etats-Unis comme au Japon, en Argentine comme en Italie, se serait manifesté suivant des canons identiques. Non plus que d'en figer les traits ou les objectifs présents. Ni même de l'opposer à des formes ou des conceptions d'organisation révolutionnaire présentées comme mieux enracinées dans les classes productrices et reflétant plus naturellement leurs intérêts ou leurs espoirs.

Ce serait oublier l'essentiel, à savoir la nature propre, conditionnée, multiple, normalement contradictoire, du syndicalisme révolutionnaire, pour la vaine commodité d'une querelle de mots. Alors qu'hier comme aujourd'hui nous fournissent un matériel humain et des situations sociales en abondance. La vie quotidienne des classes ouvrières, la vie exemplaire ou brisée des militants, les efforts renouvelés de cent types d'associations, dépassent les phraséologies de clans, même si l'expérience ou le spectacle sont parfois, souvent, décourageants ou désespérants. Car il manque à ces schémas de quoi expliquer la flamme dévorante qui animait et anime les agitateurs et les porteurs d'espoirs. Il n'est pas possible d'oublier que ce qui fait la valeur, et les faiblesses, des organisations, c'est aussi, pour beaucoup, ce qu'y apportent les militants.

Dans les pages qui suivent, il y aura abondance de documents d'époque et de citations, et peu d'observations ou de conclusions. Les textes, et les exposés, des animateurs et des orateurs sont éloquentes, reflètent les mille

et une faces des évolutions et des drames sociaux, illustrent la quête permanente des formes d'organisation et d'action. De l'exaltation certes, mais aussi du bon sens ; des envolées, avec le contrepoids des pieds collés à la glaise du quotidien. Des débats qui ouvrent, imaginent, préparent l'avenir, à partir du présent.

Ainsi le matériel qui correspond à la formation de la méthode syndicaliste révolutionnaire, pendant la période de passage du XIXe au XXe siècles ; et celui qui resitue la grande discussion du Congrès d'Amsterdam (1907) ; plus celui qui ressuscite l'expérience des conseils d'usine à Turin (1919-1920), permettra-t-il au lecteur d'échapper à la sécheresse - et aux fausses fièvres - des thèses stéréotypées. Plus quelques courts chapitres sur la société d'aujourd'hui et sur les problèmes qu'elle pose à ceux qui continuent à revendiquer le nom de syndicalistes révolutionnaires.

# FERNAND PELLOUTIER UNE PRATIQUE THEORISEE

Comment naissent les Bourses du Travail ? C'est, après une longue période de sommeil qui suit le lancement de l'idée, la pétition ouvrière adressée au Conseil Municipal de Paris, en 1875. Elle demande « l'étude de l'établissement… d'une Bourse du Travail… afin d'abriter les nombreux groupes d'ouvriers qui se réunissent chaque matin pour l'embauchage des travaux du port et autres ».

Ce n'est qu'en 1886 qu'un rapport favorable est déposé, puis adopté. Et, après l'ouverture d'un local officiel, provisoire (un ancien centre maçonnique), la Bourse du Travail de la rue du Château d'Eau est inaugurée en mai 1892. Dans la plupart des villes de province, d'autres Bourses s'ouvrent, principalement dans le Midi, mais aussi dans le Rhône, la Loire, l'Ouest. Si bien qu'un premier congrès, tenu à Saint Etienne (1892) réunit les représentants d'une dizaine de centres. Bien que ce soient des municipalités qui patronnent ces Bourses, les délégués s'affirment résolument « contre l'ingérence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux… qui s'est manifestée par la déclaration d'utilité publique… proposée par le gouvernement… pour nuire à leur développement ». Il y a en effet volonté de la part des autorités - elle caractérise la loi Waldeck-Rousseau - de faire entrer les organisations ouvrières dans la légalité, d'en désamorcer les tendances socialistes ou subversives.

Les fédérations professionnelles et les syndicats se multiplient, eux aussi. Encore qu'ils soient pour la plupart d'inspiration politique, rattachés à des fractions socialistes. C'est cependant sous le signe de l'organisation économique qu'à Nantes (1894) les deux Congrès (Bourses et Fédération des Syndicats) décident la fusion, contre la volonté des leaders politiques. Et en 1895, les statuts de la Confédération Générale du Travail commencent comme suit « Les éléments constituant la Confédération devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques ».

Dès lors fonctionnent, au sein d'une même organisation, les Bourses de Travail appelées par la suite Unions locales ou départementales, et les syndicats professionnels affiliés aux fédérations nationales de métier ou d'industrie. En 1900 il existe 57 Bourses et un millier de syndicats ; en 1908, plus de 150 Bourses et plus de 2000 syndicats.

Il y a, de la part de Fernand Pelloutier (1867-1901), qui sera l'organisateur tenace et dévoué, mais aussi l'homme qui mettra au clair une pensée syndicaliste révolutionnaire, la recherche d'une conception de société ouvrière qui constituerait en même temps une contre-société. Lui est parti d'une sorte de républicanisme anticlérical et socialisant, exprimé dans les colonnes d'un journal démocrate de Saint-Nazaire, soutenant et parfois inspirant un jeune avocat dont le nom est Aristide Briand. C'est l'époque de la création des chantiers navals de la Loire, avec la rapide concentration ouvrière, la venue vers la ville des paysans de la Brière, la naissance des premiers syndicats, les nouveaux problèmes de la croissance du port.

Les structures sociales sont en voie de mutation. Pelloutier voit peu à peu se profiler, à coups d'expérience, de lectures, d'enquêtes journalistiques, de désillusions électorales, les possibilités d'une classe ouvrière rendue consciente par l'effort de milliers d'activistes, et d'esprit conquérant, n'acceptant point de se laisser manipuler ou enchaîner par les pouvoirs. Un cheminement qui le conduira droit vers la pensée et les milieux libertaires.

Il brûle ses forces et use fièvreusement ses capacités pendant la dizaine d'années qu'un mal implacable - appelé à l'époque diathèse tuberculeuse et qu'un lupus facial dénonce - lui concède, pour imaginer, lancer, réaliser parfois, les structures d'une force prolétarienne, autonome et combattante. Avec tous les services dont elle a besoin : éducation, informations, statistiques, échanges, œuvres de solidarité et de soutien, éditions, liaisons internationales, organisations locales et nationales. A cela se mêlent ou s'ajoutent des idées apocalyptiques symbolisant, avec toujours des points de départ réels, la puissance d'intervention et les capacités propres de la classe ouvrière, comme la grève générale. Aussi, des prolongements pratiques de traditions compagnonniques, - comme le « viaticum » - des emprunts à des « inventions » étrangères comme le boycott. Par la suite, viendront

arrondir ce capital à la fois réaliste et porteur d'avenir, les apports surgis de l'imagination d'autres militants : le sou du soldat qui permet le maintien de la filiation et de la solidarité syndiqué-soldat, ou le sabotage, c'est-à-dire la lutte au sein même de la production pour défendre le consommateur et pénaliser le patron.

Il y a chez Pelloutier, comme chez des socialistes du type allemaniste, c'est-à-dire partisans de l'action directe et opposés aux méthodes parlementaires, ou encore chez les militants produits naturels des luttes ouvrières, une méfiance spontanée envers le centralisme, envers le parti pensant au lieu et place du prolétariat, du guesdisme pour tout dire. L'accord s'établit donc aisément avec nombre de compagnons anarchistes qui trouvent dans les syndicats un milieu privilégié pour leur propagande et un instrument de lutte révolutionnaire.

Le syndicalisme de la CGT de la dernière décennie du XIXe siècle et de la première décennie du XXe siècle est un confluent de tendances, un laboratoire pratique. Son esprit est d'indépendance et de combat, grâce surtout à ce qui sera désigné sous le nom de « minorités agissantes » - car les pressions extérieures et les phénomènes de bureaucratisation ou d'intégration ne sont pas négligeables - lors même qu'il ne refuse pas de bénéficier des dispositions légales ou de subventions officielles. Les batailles doivent se livrer sur tous les terrains, mais il s'agit d'une guerre. Du moins, pour ceux que Fritz Brupbacher appelait « les chefs de guerre ». Ainsi, quand Millerand propose d'aménager la loi de 1884 qui concerne les syndicats, en leur accordant le droit de commercer et de se présenter en justice, proposition soutenue par Jean Jaurès (bien plus souple, libéral et respectueux du syndicalisme libertaire que Jules Guesde), Pelloutier, au nom de la Bourse de Nevers, fait preuve de scepticisme non seulement pour les chants de sirène du pouvoir, mais aussi pour la facilité suivant laquelle la puissance ouvrière pourra être bâtie : *« Le prolétariat, dit le citoyen Jaurès, doit avoir confiance en lui-même. Bon conseil en vérité quand dans chaque syndicat il y a un militant pour neuf égoïstes, quand on sait que les syndicats les plus riches sont ceux qui pratiquent le moins le devoir de solidarité. Combien de syndicats consentiront à faire grève quand, ayant acquis des biens et engagé leurs capitaux dans des opérations commerciales, ils auront pris le goût de la propriété… ? ».*

Rage d'action, de création, équilibrée par une connaissance combien concrète des gens et des choses. Quand son « Ouvrier des Deux Mondes », une revue d'étude dont il voudrait doter le mouvement syndical, rencontre des difficultés financières, alors que travaux et collaborations sont tous volontairement bénévoles, il écrit : *« On goûte peu les lectures sérieuses en France, tant est profonde la paresse d'esprit nationale, et ceux-là même qui conseillent la foule et qui lui recommandent l'étude et la réflexion pour l'affranchissement économique sont les premiers à dédaigner tout effort intellectuel… ».*

Difficile donc d'enserrer Pelloutier dans le corset d'une doctrine immuable. Il cherche en permanence, à coups de pratiques. (Sans doute, ceux-là mêmes qui, par commodité, figent sa pensée pour s'en réclamer - de même que ceux qui partent en guerre contre lui - seront malheureux de se voir rappeler qu'en dépit de son internationalisme naturel, il était partisan de la défense nationale !).

Dans la société industrielle qui s'organise et se développe sous la conduite d'un capitalisme entreprenant et féroce, avec ses crises, ses scandales mais aussi sa production sans cesse croissante, la création des grands groupes comme le Comité des Forges ou le Consortium Textile, la montée des Banques de crédit, l'exportation des capitaux, l'heure impose aux révolutionnaires l'essai de modes d'action nouveaux, adaptés. Le remue-ménage d'idées, les utopies pseudo-scientifiques, les complots armés, les attentats de colère, de révolte et de défi, les généralités républicaines, tout cela est encore dans la trame du présent, mais appartient déjà au passé, en ce sens que la vie quotidienne nouvelle y est étrangère, qu'elle exige d'autres perspectives, d'autres issues, ou, si l'on penche vers le pessimisme, d'autres illusions.

Rien d'immuable dans cette recherche, à la fois volontariste, ambitieuse et fragile. Les adversaires socialistes de type jacobin ne se font pas faute de mettre en évidence les faiblesses et les ambiguïtés de leur concurrent dans le monde ouvrier, un concurrent terriblement craint.

Etienne Buisson, dans un petit livre édité par et dans les Cahiers de la Quinzaine de Charles Péguy - en 1907 -, ne se contente pas de livrer bataille sur le plan doctrinal ; il attaque au niveau des situations et des chiffres. On y trouve le terme d'anarcho-syndicalisme, qui ne se généralisera, et ne sera revendiqué, que bien plus tard, après la guerre de 14-18. Pas question pour lui de nier les frontières : *« Il est donc indispensable que le P.S. se rendant un compte exact de la valeur spécifique de chacune des écoles syndicalistes, prenne nettement parti, car s'il restait volontairement dans le vague, il pourrait un jour ou l'autre se trouver dans une situation difficile ou*

*dangereuse vis-à-vis de ceux qu'on pourrait appeler les syndicalistes politiques, qui poursuivent le même objet que lui : l'émancipation sociale des travailleurs, mais par des voies très différentes, souvent même opposées ».* Il réagit là, au sein du Parti Socialiste, contre les tendances conciliatrices de Jaurès, contre l'Humanité qui ouvre ses chroniques syndicales à Griffuelhes. Et Paul Faure attaque de son côté : *« … le parti socialiste serait blessé à mort si les travailleurs acceptaient jamais de déserter la lutte politique et que, affaiblir et amoindrir les forces politiques ouvrières, disciplinées et organisées dans notre parti, c'est poignarder dans le dos la classe ouvrière et c'est par suite, qu'on le veuille ou non, servir la classe capitaliste ».*

Merrheim leur a répondu d'avance, au Congrès d'Amiens (1906) : « … vous faites du syndicat un groupement inférieur, incapable d'agir par lui-même ; vous ne voulez pas qu'il sorte de la légalité pour que, sur le terrain politique, il ne puisse gêner votre action. Nous affirmons au contraire qu'il est un groupement de lutte intégrale, révolutionnaire, et qu'il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit que nous voulons voir sortir de nos luttes ».

Il reprend et précise ainsi la pensée de Pelloutier, exposée dans *Les Temps Nouveaux* - édités par Jean Grave -, en octobre 1895 : « Qu'est-ce qu'un syndicat ? Une association, d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tous fonctionnaires un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant, d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. Que sont-ils, ces hommes ? Des producteurs, ceux-là mêmes qui créent toute la richesse publique. Attendent-ils pour se réunir, se concerter, agir, l'agrément des lois ? Non, leur constitution légale n'est pour eux qu'un amusant moyen de faire de la propagande révolutionnaire avec la garantie du gouvernement, et d'ailleurs combien d'entre eux ne figurent pas et ne figureront jamais sur l'annuaire officiel des syndicats. Usent-ils du mécanisme parlementaire pour prendre leurs résolutions ? Pas davantage : ils discutent et l'opinion la plus répandue fait loi, mais une loi sans sanction, exécutée précisément parce qu'elle est subordonnée à l'acceptation individuelle - sauf, bien entendu, où il s'agit de résister au patronat. Enfin, s'ils nomment à chaque séance un président, un délégué à l'ordre, ce n'est plus que par l'effet de l'habitude, car une fois nommé, ce président est parfaitement oublié et oublie fréquemment lui-même la fonction dont ses camarades l'ont investi. Laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation, à la fois révolutionnaire et libertaire, qui pourra seule contre-balancer et arriver à détruire la néfaste influence des politiciens collectivistes.

« Supposons maintenant que, le jour où éclatera la révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats ; n'y aurait-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires elle-même, souverainement et par le libre consentement de ses membres ? Et ne serait-ce pas l'association libre des producteurs libres ? ». Même pensée exposée en 1896, dans le rapport présenté par Pelloutier au Congrès fédéral des Bourses, au nom du Comité fédéral : « La révolution sociale doit avoir pour objectif de supprimer la valeur d'échange, le capital qu'elle engendre, les institutions qu'elle crée. Nous partons de ce principe que l'œuvre révolutionnaire doit être de libérer les hommes, non seulement de toute autorité, mais encore de toute institution qui n'a pas essentiellement pour but le développement de la production. Par conséquent, nous ne pouvons imaginer la société future autrement que comme « l'association volontaire et libre des producteurs ». Or, quel est le rôle de ces associations ? Chacune d'elle a le soin d'une branche de la production… les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire. Connaissent en premier lieu le *rapport de la production à la consommation, les associations ouvrières utilisent les matériaux produits ou extraits par leurs membres. Connaissant également la quantité de produits qui leur manque et celle qu'elles ont en excédent, elles demandent ailleurs soit les associés dont elles ont besoin, soit les produits spéciaux que la nature a refusés à leur sol…*

*« La conséquence de ce nouvel état, de cette suppression des organes sociaux inutiles, de cette simplification des rouages nécessaires, c'est que l'homme produit mieux, davantege et plus rapidement, qu'il peut, par suite, consacrer de longues heures à son développement intellectuel, s'exonérer de plus en plus de la pénible main-d'œuvre et d'organiser son existence d'une façon plus conforme aux instructives aspirations vers le studieux repos. »*

Pour lutter « contre toute autorité », Pelloutier s'est appuyé sur des alliés naturels, les anarchistes, et il tente de rameuter tous ceux d'entre eux qui non seulement veulent s'opposer à la société d'exploitation, mais

s'efforcent de la remplacer par une société libertaire. C'est, aux derniers jours de 1899, sa fameuse « Lettre aux anarchistes » où il dénonce le désordre du camp politique et magnifie l'opportunité, le possible destin d'un syndicalisme de libres producteurs combattants.

*« Je serai bref : l'espace m'est mesuré, et d'ailleurs les paroles que je vais dire trouvent une illustration parfaite en la personne de propagandistes comme Malatesta, qui savent si bien unir à une passion révolutionnaire indomptable l'organisation méthodique du prolétariat. J'estime que le résultat du congrès socialiste nous trace de nouveaux devoirs. Nous avons jusqu'ici, nous anarchistes, mené ce que j'appellerai la propagande pratique (par opposition avec la propagande théorique de Grave) sans l'ombre d'une unité de vues. La plupart d'entre nous ont papillonné de méthode en méthode, sans grande réflexion préalable et sans esprit de suite, au hasard des circonstances. Tel qui le veille avait traité d'art, conférenciait aujourd'hui sur l'action économique et méditait pour le lendemain une campagne anti-militariste. Très peu, après s'être tracé systématiquement une règle de conduite, surent s'y tenir et, par la continuité de l'effort, obtenir dans une direction déterminée le maximum de résultats sensibles et précieux. Aussi, à notre propagande par l'écriture, qui est merveilleuse et dont nulle collectivité - si ce n'est la collectivité chrétienne à l'aube de notre ère - n'offre un pareil modèle, ne pouvons-nous opposer qu'une propagande agie des plus médiocres, et c'est d'autant plus regrettable que, par la solidité même de sa foi morale et économique - aussi éloignée du matérialisme marxiste que le naturalisme de Zola est éloigné de celui d'Armand Silvestre -, l'anarchiste a des ressources d'énergie et une ardeur prosélytique pour ainsi dire inépuisables. Ce que je demande donc, c'est non certes l'unité de pensée (telle même qu'elle pourrait résulter d'une conférence semblable à celle que nous tinmes à Londres en 1896), mais le choix ferme par chacun de nous, à la lumière de sa propre conscience, d'un mode particulier de propagande et la résolution non moins ferme d'y consacrer toute la force qui lui est départie.*

*« La caractéristique du congrès socialiste a été l'absence totale des syndicats ouvriers. Cette absence a frappé tout le monde, et moi-même, bien que connaissant l'horreur professée depuis longtemps par les syndicats à l'égard des secteurs politiques, j'ai été surpris, je l'avoue, du petit nombre qu'il y avait à ce « premier » congrès général du parti socialiste. Cette absence fut le résultat d'un état d'esprit où il entre assurément beaucoup de scepticisme (je ne dis pas d'indifférence) à l'endroit* de l'action parlementaire. Les syndicats ne croient plus que médiocrement à l'efficacité et, par conséquent, à l'utilité des réformes partielles, qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, et ils croient encore moins à la sincérité des parlementaires ; cela paraîtra particulièrement évident si l'on songe qu'après avoir témoigné, en termes parfois très chaleureux, leur reconnaissance pour les décrets du citoyen Millerand, ils ne crurent pourtant pas devoir se rendre au congrès où devait s'instruire le procès et s'opérer peut-être l'exécution du même citoyen Millerand.

« Mais ne nous leurrons pas : il entre aussi dans l'état d'esprit des syndicats, ou plutôt il y entrait encore la veille du congrès, la crainte, je pourrais même dire la certitude que, comme tous les congrès où les socialistes ont agité des problèmes et des passions politiques, celui-ci verrait naître entre les diverses fractions présentes, et à la suite de querelles abominables (qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué d'éclater), une nouvelle et irréparable rupture. On ne pouvait pas admettre qu'où se trouvaient et les « Torquemada en lorgnon » et l'aspirant fusilleur d'anarchistes, et Lafargue et Zévaès, il n'y eut pas tentatives de chantage, extorsion de votes, pratiques d'une délicatesse douteuse et, si cela ne suffisait pas, retraite en bon ordre. Or, contrairement à toutes les prévisions, le congrès de 1899 a réalisé, sinon l'union, au moins l'unité socialiste. Tel était devenu le désir de la foule de ne plus voir ses efforts pour l'émancipation contrariés, souvent brisés par les compétitions des chefs socialistes, que ceux-ci ont compris enfin la nécessité de se soumettre et se sont soumis. Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité du nombre - à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante. Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien.

« On objectera peut-être que l'unité née de ce congrès est artificielle et précaire. Je "ai cru, moi aussi, tout d'abord ; je ne le crois plus aujourd'hui. Sans doute, le Parti Ouvrier français, celui dont l'existence nous est si précieuse qu'il faudrait l'inventer, s'il n'existait pas, tant sa morgue et son outrecuidance rendent haïssable à la masse corporative le socialisme politique, le Parti ouvrier français a su se faire, dans le comité général du parti, une place enviable et il s'efforcera, nul ne le conteste, d'y régner en maître, jouant de sa force numérique et de ses menaces de scission, comme Jules Guérin naguère du dossier Félix Faure. Mais Jaurès se lassera bien un jour

d'être dupe ; mais tel et tel que je sais feront peut-être, quelque soir, sur le dos des guesdistes, un solennel 18 brumaire ; mais - et surtout - les fédérations départementales autonomes auxquelles guesdistes et blenquistes ont bien imprudemment accordé une grande place - finiront par absorber le comité général, après avoir émasculé, en les abandonnant, le P.O.F. et le P.S.R. dont elles sont aujourd'hui la substance. Il est vrai qu'alors le comité du Parti socialiste sera imprégné d'un esprit fédéraliste actuellement inconnu et qu'au lieu de trouver en lui la haine aveugle dont nous honorent les jacobins et les terroristes (en chambre), nous trouverons des gens sympathiques à la partie essentielle de notre doctrine : la libération intégrale de l'humanité. Mais le Parti socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire, paralysant l'énergie et l'esprit d'initiative que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives, renonçant à l'admirable activité qui, en dix années, les *a pourvues de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective, est-elle pour nous plaire ?*

*« Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci : proscrits du « Parti » parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.*

*« Accueillis, au contraire, à raison même de ces sentiments, par le « Parti » corporatif, qui nous a vus dévoués à l'œuvre économique, purs de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant impassible la besogne syndicale, obscure mais féconde.*

*« Eh bien ! cette situation, sachons la conserver ; et pour la conserver, consentons, ceux d'entre nous qui, à l'instar des collectivistes, considèrent l'agglomération syndicale et corporative d'un œil défiant, à respecter, et les autres, ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. Je ne propose, on le voit, ni une méthode nouvelle ni un assentiment unanime à cette méthode. Je crois seulement, en premier lieu, que, pour hâter la « révolution sociale » et faire que tout le prolétariat soit en état de tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant, de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme.*

*« Je demande, en second lieu, à ceux qui, comme nos camarades de l'Homme libre, pensent autrement que nous sur l'avenir des unions ouvrières, la neutralité bienveillante à laquelle nous avons droit, et toute la ténacité et toute l'ardeur dont ils sont capables à ceux qui admettent, dans des proportions diverses, l'utilité de l'organisation syndicale. Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste même le germe des groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. Devons-nous donc, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique ?*

*« Tel est le problème que je soumets à l'examen des camarades, avec l'espoir que ceux qui l'auront résolu dans le même sens que moi n'épargneront plus leur temps ni leurs forces pour aider à l'affranchissement des esprits et des corps. »*

Ce ne sont pourtant pas les arguments qui manquent à Buisson, quelques années plus tard, et pour en revenir à lui : *« Il est difficile d'estimer exactement les forces réelles des deux syndicalismes. Il n'y a pas de fédération d'ailleurs qui ne contienne à la fois des révolutionnaires et des réformistes. D'une manière générale cependant on peut dire avec exactitude que la plupart des grandes et anciennes organisations syndicales sont à tendances réformistes, tandis que les révolutionnaires n'ont encore pris la direction que des syndicats ou fédérations de création récente et peu importantes comme effectifs.*

*« Dans la C.G.T. même, nous avons du côté réformiste : les travailleurs des chemins de fer (47.700 adhérents), la Fédération du Livre (12.000), la Fédération du Textile (33.000), la Fédération des Mécaniciens (6000), les Etablissements civils de la guerre (manufactures d'armes), les Musiciens (petite organisation mais bien dirigée), les travailleurs de la Céramique, les travailleurs du Gaz et de l'Eclairage, les ouvriers et ouvrières des manufactures de Tabac (organisation très serrée qui englobe presque l'unanimité des travailleurs), la Fédération des transports (en particulier les omnibus de Paris très nettement réformistes), etc.*

*« Du côté révolutionnaire : la Fédération des ouvriers des ports (12.000 adhérents), la Fédération des Métallurgistes (10.000), la Fédération des ardoisiers (6000), la Fédération des orfèvres (2000), la Fédération des allumettiers (1500), la Fédération Lithographique française (1600), la Fédération du Bâtiment qui comprend les peintres, les serruriers, les menuisiers, les charpentiers, les terrassiers, la Fédération de la voiture, l'industrie de l'alimentation, les mouleurs sur bois, les travailleurs municipaux, les ouvriers de l'industrie du papier, de la chapellerie, etc. D'autres corporations ne peuvent être rangées dans l'une ou l'autre des catégories précédentes. Ce sont : les ouvriers des arsenaux de la marine (12.000 adhérents), les coiffeurs, les cuirs et peaux, la chaussure, les Postes, télégraphes et téléphones, etc.*

*« Enfin, en dehors même de la C.G.T., la Fédération des Mineurs comprend environ 90.000 cotisants réformistes contre 18.000 révolutionnaires, d'après les votes du dernier Congrès.*

*« … Je crois…. pouvoir conclure d'une manière indiscutable des chiffres ci-dessus que le nombre des syndiqués français à tendances réformistes est de beaucoup supérieur à celui des syndiqués révolutionnaires. Les dirigeants de la C.G.T. ne le contestent d'ailleurs même pas. Comment expliquer dans ces conditions que l'organisme ouvrier central, le bureau confédéral, soit entre les mains des révolutionnaires, c'est-à-dire de la minorité ? Tout simplement en raison du mode de représentation et de vote adopté dans les congrès de la C.G.T. Il n'y a aucune représentation proportionnelle. Au lieu que le nombre des voix attribuées à chaque organisation ait pour base le nombre des adhérents, chaque organisation a droit à un certain nombre de voix fixé arbitrairement il y a plusieurs années et qui ne correspond plus à son importance actuelle. C'est ainsi qu'au congrès d'Amiens certaines organisations disposaient d'une voix par 31 membres, tandis que d'autres n'avaient une voix que pour 3000 membres. »* Ce que cherche Buisson, c'est d'une part établir que l'orientation de la Confédération ne correspond pas à l'opinion de la majorité de ses membres. D'autre part il en conclut qu'une Confédération réformiste prendra une attitude de plus grande sympathie, et de normale collaboration avec des formations politiques qui s'efforcent de leur côté, et notamment au Parlement, de faire voter une législation sociale favorable aux intérêts des travailleurs. Pourtant, révolutionnaires et réformistes ont déclaré posséder un fonds commun, consacré précisément par la Charte d'Amiens. C'est leur défiance envers les jeux de la politique. La Charte d'Amiens - 1906 - a établi un modus vivendi entre révolutionnaires et réformistes - et il faut accorder à ces deux termes une signification d'époque - qui leur permet de cohabiter et de collaborer, tout en excluant les interventions politiques extérieures et en réaffirmant, toute question de tactique mise à part, leurs buts généraux, que les uns veulent poursuivre dans l'immédiat, que les autres conservent comme objectifs lointains. Que dit en effet la Charte :

*« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C.G.T. disant : « La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».*

*« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;*

*« Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :*

*« Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.*

*« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;*

*« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat des opinions qu'il professe au dehors.*

*« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »*

La position guesdiste était formulée par la motion défendue - au Congrès socialiste de Limoges - par la Fédération du Nord : *« Il y a lieu de pourvoir à ce que, selon les circonstances, l'action syndicale et l'action politique des travailleurs puissent se concerter et se combiner. A cet effet, la Confédération générale du travail devenue, par l'afflux de tous les syndicats, la représentation totale des organisations corporatives françaises, sera invitée à s'entendre avec le Conseil national du Parti socialiste (Section française de l'Internationale Ouvrière), soit sous forme de délégation permanente, soit par voie de délégation spéciale, au fur et à mesure des décisions à prendre. En cas de refus de la Confédération du Travail, cette entente nécessaire devra être poursuivie soit localement, soit entre le ou les Syndicats de chaque commune et la section du Parti, soit départementalement, entre les syndicats fédérés de chaque département et la Fédération départementale du Parti. »*

Quant à Guesde lui-même (Congrès socialiste de Nancy - août 1907), son idéal était celui des gros bataillons syndicaux d'Allemagne et d'Angleterre : *« Je lisais dernièrement dans un journal corporatif d'Allemagne que l'admirable Fédération des travailleurs en métaux - plus de 300.000 membres ! - avait, par la simple menace de la grève, fait diminuer de quatre heures et demie la semaine de travail, en même temps qu'elle faisait hausser de 2 marks et demi, je crois, le salaire hebdomadaire. Voilà de la véritable action syndicale, sérieuse, celle-là, pas tapageuse ; elle ne se donne pas comme devant transformer la société, mais pour ce qu'elle est et doit être ; elle fait les travailleurs plus libres, mieux armés pour leur affranchissement définitif, non pas en abandonnant ou en dédaignant le syndicat, mais en apportant à leur classe, sur le terrain politique, l'appui de leur mieux-être et de leur force accrue.*

*« Et quel inconvénient y a-t-il à ce que toute l'œuvre ouvrière ne s'accomplisse pas dans le même atelier, à ce que les travailleurs disposent de deux ateliers, l'atelier syndical pour la besogne quotidienne de défense et d'amélioration de ses conditions de vie et de lutte, et l'atelier ou le champ de bataille politique pour la reprise de la propriété au moyen de la prise de l'Etat ? ».*

Comme le dit Roger Hagnauer dans une excellente petite brochure consacrée, lors du cinquantenaire de la Charte, l'unité se fit contre le guesdisme à Amiens. Mais les termes mêmes du nouveau contrat officialisaient une sorte de syndicalisme se suffisant à lui-même, quelle que fut son orientation. Ce qui devait fournir au Congrès anarchiste d'Amsterdam - 1907 - le thème central d'un débat mémorable, et non encore clos. *immédiat, qui revêt la plus grande importance pour l'avenir du mouvement anarchiste et pour ses conséquences probables, et parce que sur cette question précise s'est manifestée la seule différence d'opinion sérieuse entre les congressistes, les uns donnant à l'organisation ouvrière et à la grève générale une importance excessive et les considérant comme si elles étaient presque égales à l'anarchisme et à la révolution, les autres insistant sur la conception intégrale de l'anarchisme et ne voulant considérer le syndicalisme que comme un moyen puissant mais aussi plein de périls, pour poursuivre la réalisation de la révolution anarchiste ».*

Nombre de militants, plongés dans les luttes sociales, avides de formes et de méthodes d'action révolutionnaires, tiennent à évaluer exactement le sens qu'ils attribuent à leur action syndicale. Ainsi Vohryzek, délégué du mouvement anarchiste de Bohême : *« Nous sommes syndicalistes. Mais le syndicalisme n'est pour nous qu'un moyen d'action et non une fin. Nous y voyons un instrument de propagande anarchiste. C'est grâce à lui que nous avons réussi à nous implanter fortement parmi les tisserands et les mineurs du Nord de la Bohême, dont les syndicats sont sous notre influence directe. La plupart de ces syndicats sont doublés d'un groupe anarchiste où entrent les ouvriers les plus instruits et les plus conscients ».* Il y a là des combattants de toutes origines, les uns déjà connus par leurs activités publiques, d'autres qui laisseront un nom dans l'histoire du mouvement ouvrier : Emma Goldman, liée aux propagandes et aux luttes des Etats-Unis comme de la Russie ; Rudolf Rocker, qui est l'organisateur des syndicats de la population ouvrière juive de l'East End de Londres ; Domela Nieuwenhuis, leader socialiste rallié aux conceptions libertaires, l'essayiste et activiste Luigi Fabbri, etc.

Le débat sera dur, mais mené entre hommes qui se respectent et s'estiment. Ainsi, Malatesta, dans un texte publié par Les Temps Nouveaux, résumera les débats, sans rancœur, ni « paternalisme » (à 53 ans, il est le doyen du Congrès). *Sur ces questions ainsi exposées par Monette et par moi, s'engagea une discussion très intéressante, quoique un peu étouffée par le manque de temps et la nécessité assommentante des traductions en plusieurs langues. On conclut en proposant plusieurs résolutions, mais il ne paraît pas que les différences de tendance aient été heureusement définies ; il faut même beaucoup de pénétration pour en découvrir, et en effet la plupart des congressistes n'en découvrirent pas du tout et votèrent également les différentes résolutions.*

*« Cela n'empêche que deux tendances bien réelles se sont manifestées, quoique la différence existe plus dans le développement futur qu'on prévoit, que dans les intentions actuelles des personnes.*

*« Je suis convaincu en effet que Monette et le groupe des « jeunes » sont aussi sincèrement et foncièrement anarchistes et révolutionnaires que n'importe quelle « vieille barbe ». Ils regretteraient avec nous les défaillances qui se produiraient parmi les fonctionnaires syndicalistes ; seulement ils les attribuent à des faiblesses individuelles. C'est là l'erreur ; s'il s'agissait de fautes imputables à des individus, le mal ne serait pas grand : les faibles disparaissent bientôt et les traîtres sont bientôt connus et mis dans l'impuissance de nuire.*

*« Mais ce qui rend le mal sérieux, c'est qu'il dépend des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires syndicalistes se trouvent. J'engage nos amis les anarchistes syndicalistes à y réfléchir, et à étudier les positions respectives du socialiste qui devient député et de l'anarchiste qui devient fonctionnaire de syndicat ; peut-être la comparaison ne sera pas inutile ».*

Il vaut mieux laisser la parole aux défenseurs des deux thèses divergentes : Pierre Monatte, qui n'a alors que 26 ans, mais est déjà entièrement plongé dans l'expérience de la C.G.T., et Errico Malatesta, vétéran des insurrections et des pérégrinations révolutionnaires. Tout au plus pouvons-nous ajouter, pour souligner la relativité des positions et rappeler leur étroite dépendance des conjonctures sociales, que Malatesta exprime - avant la lettre évidemment - une opinion « léniniste » sur la valeur limitée (« trade-unioniste ») des syndicats, et que Monatte, qui place toute sa confiance, toute sa foi en un syndicalisme qui se suffit à lui-même et suffit aussi pour déboucher sur la révolution sociale, entrera - certes pour peu de temps - au Parti communiste, après la première guerre mondiale.

Mais voici l'essentiel des débats, tels qu'ils ont été présentés (compte-rendu analytique) dans la Publication Sociale de Delesalle (Paris 1908) :

Pierre Monatte. — *Mon désir n'est pas tant de vous donner un exposé théorique du syndicalisme révolutionnaire que de vous le montrer à l'œuvre et, ainsi de faire parler les faits. Le syndicalisme révolutionnaire, à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière, s'est affirmé moins par des théories que par des actes, et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher.*

*Il faudrait être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de commun entre l'anarchisme et le syndicalisme. Tous les deux poursuivent l'extirpation complète du capitalisme et du salariat par le moyen de la révolution sociale. Le syndicalisme, qui est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier, a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières : d'autre part, les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe. Ainsi donc, syndicalisme et anarchisme ont réagi l'un sur l'autre, pour le plus grand bien de l'un et de l'autre.*

*C'est en France, dans les cadres de la Confédération générale du travail, que les idées syndicalistes révolutionnaires ont pris naissance et se sont développées. La Confédération occupe une place absolument à part dans le mouvement ouvrier international. C'est la seule organisation qui tout en se déclarant nettement révolutionnaire, soit sans attaches aucune avec les partis politiques, même les plus avancés. Dans la plupart des autres pays que la France, la social-démocratie joue les premiers rôles. En France, la C.G.T. laisse loin derrière elle, par la force numérique autant que par l'influence exercée, le Parti socialiste : elle prétend représenter seule la classe ouvrière, et elle a repoussé hautement toutes les avances qui lui ont été faites depuis quelques années. L'autonomie a fait sa force et elle entend demeurer autonome.*

*Cette prétention de la C.G.T., son refus de traiter avec les partis, lui a valu de la part d'adversaires exaspérés, le qualificatif d'anarchiste. Aucun cependant n'est plus faux. La C.G.T., vaste groupement de syndicats et d'unions ouvrières, n'a pas de doctrine officielle. Mais toutes les doctrines y sont représentées et y jouissent d'une tolérance égale. Il y a dans le comité confédéral un certain nombre d'anarchistes ; ils s'y rencontrent et y collaborent avec des*

*socialistes dont la grande majorité - il convient de le noter au passage - n'est pas moins hostile que ne le sont les anarchistes à toute idée d'entente entre les syndicats et le parti socialiste.*

# AMSTERDAM 1907, OU LE DEBAT INTERNATIONAL

Où en est le syndicalisme révolutionnaire en 1907, sur le plan international ? A mesure qu'il s'affirme, prend place et présente un visage original, il attire d'une part une fraction importante du mouvement libertaire, dont il apparaît comme un courant mais d'autre part il se voit critiqué, dénoncé, repoussé, exclu par les organisations socialistes et social-démocrates.

La IIe Internationale s'est formée en 1889, bien que proclamée simultanément par les blanquistes-marxistes et par les « possibilistes » (la 1re avait pratiquement cessé d'exister à partir de 1877, tuée par l'expulsion des « fédéralistes » bakouniniens par le vote des « autoritaires » marxistes). Elle a délibérément écarté tout ce qui est anti-autoritaire ; elle n'admet que les organisations syndicales reconnaissant l'importance de l'action politique.

Fin 1907 se tient le Congrès socialiste international à Stuttgart, où doivent être discutés les rapports entre partis et syndicats. Il existe quasi-unanimité pour trancher le problème au détriment de ce qui subsiste, au sein des partis socialistes et des syndicats affiliés, comme tendances opposées à la conquête politique de l'Etat, thèse favorite des Bebel, Liebknecht et Troelstra. Il n'y a guère que les Français, partagés entre les opinions de Guesde, Vaillant et Lagardelle, qui hésitent à se prononcer unanimement et définitivement. Ce que dira la résolution votée à Stuttgart est net : *« Le Parti mène principalement la lutte prolétarienne sur le terrain politique, tandis que les syndicats la mènent principalement sur le terrain économique… Chacune des deux organisations a un champ déterminé par sa nature même, terrain sur lequel elles déterminent leur action de façon entièrement autonome. Mais il y a un domaine toujours croissant de la lutte de classe prolétarienne où l'on ne peut obtenir de résultat que si les deux organisations travaillent ensemble et d'accord… Le Congrès déclare qu'il est de l'intérêt de la classe ouvrière que dans tous les pays des rapports intimes s'établissent entre le Parti et les syndicats et soient entretenus d'une façon constante ».*

Au Congrès anarchiste d'Amsterdam, le même problème sera discuté, mais sous un autre angle. Il ne s'agit plus de parti-guide et de syndicats-remorques ; il est question de syndicats au rôle indispensable, mais dont le caractère révolutionnaire n'est ni spontané, ni garanti. Ce sera le thème essentiel des débats - à côté de questions comme l'antimilitarisme, le néo-malthusianisme, les situations nationales, la lutte révolutionnaire en Russie, etc… -. C'est ce que reconnaît Malatesta dans sa préface au compte-rendu des travaux publiés aux Etats-Unis (*Resoconto generale del Congresso Internazionale Anarchico di Amsterdam* - Paterson - New Jersey - Libreria sociologica - 1907) : *« Ce fut certainement la discussion la plus importante du Congrès, et c'est bien naturel, car il s'agissait d'une question d'intérêt pratique et*

*La structure de la C.G.T. mérite d'être connue. A la différence de celle de tant d'autres organisations ouvrières, elle n'est ni centralisatrice ni autoritaire. Le comité confédéral n'est pas, comme l'imaginent les gouvernants et les reporters des journaux bourgeois, un comité directeur, unissant dans ses mains le législatif et l'exécutif : il est dépourvu de toute autorité. La C.G.T. se gouverne de bas en haut : le syndicat n'a pas d'autre maître que lui-même ; il est libre d'agir ou de ne pas agir ; aucune volonté extérieure à lui-même n'entravera ou ne déchaînera jamais son activité.*

*A la base donc de la Confédération est le syndicat. Mais celui-ci n'adhère pas directement à la Confédération ; il ne peut le faire que par l'intermédiaire de sa fédération corporative, d'une part, de sa Bourse du travail, d'autre part. C'est l'union des fédérations entre elles et l'union des bourses qui constituent la Confédération.*

*La vie confédérale est coordonnée par le comité confédéral formé à fois par les délégués des bourses et par ceux des fédérations. A côté de lui fonctionnent des commissions prises dans son sein. Ce sont la commission du journal (La Voix du Peuple), la commission de contrôle, aux attributions financières, la commission des grèves et de la grève générale.*

*Le congrès est, pour le règlement des affaires collectives, le seul souverain. Tout syndicat, si faible soit-il, a le droit de s'y faire représenter par un délégué qu'il choisit lui-même.*

*Le budget de la Confédération est des plus modiques. Il ne dépasse pas 30.000 francs par an. L'agitation continue qui a abouti au large mouvement de mai 1906 pour la conquête de la journée de 8 heures n'a pas absorbé plus de 60.000 francs. Un chiffre aussi mesquin a fait jadis, quand il a été divulgué, l'étonnement des journalistes. Quoi ! c'est avec quelques milliers de francs, que la Confédération avait pu entretenir, durant des mois et des mois, une agitation ouvrière intense ! - C'est que le syndicalisme français, s'il est pauvre d'argent, est riche d'énergie, de dévouement, d'enthousiasme, et ce sont là des richesses dont on ne risque pas de devenir l'esclave.*

*Ce n'est pas sans effort ni sans longueur de temps que le mouvement ouvrier français est devenu ce que nous le voyons aujourd'hui. Il a passé depuis trente-cinq ans - depuis la Commune de Paris - par de multiples phases. L'idée de faire du prolétariat, organisé en « sociétés de résistance », l'agent de la révolution sociale, fut l'idée mère l'idée fondamentale de la grande Association internationale des travailleurs fondée à Londres en 1864. La devise de l'Internationale était, vous vous en souvenez : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, - et c'est encore notre devise, à nous tous, partisans de l'action directe et adversaires du parlementarisme. Les idées d'autonomie et de fédération si en honneur parmi nous, ont inspiré jadis tous ceux qui dans l'Internationale se sont cabrés devant les abus de pouvoir du conseil général et, après le congrès de La Haye, ont adopté ouvertement le parti de Bakounine. Bien mieux, l'idée de la grève générale elle-même, si populaire aujourd'hui, est une idée de l'Internationale qui, la première, a compris la puissance qui est en elle.*

*La défaite de la Commune déchaîna en France une réaction terrible. Le mouvement ouvrier en fut arrêté net, ses militants ayant été assassinés ou contraints de passer à l'étranger. Il se reconstitua pourtant, au bout de quelques années, faible et timide tout d'abord ; il devait s'enhardir plus tard. Un premier congrès eut lieu à Paris en 1876 : l'esprit pacifique des coopérateurs et des mutualistes y domina d'un bout à l'autre. Au congrès suivant, des socialistes élevèrent la voix ; ils parlèrent d'abolition du salariat. A Marseille (1879) enfin, les nouveaux venus triomphèrent et donnèrent au congrès un caractère socialiste et révolutionnaire des plus marqués. Mais bientôt des dissidences se firent jour entre socialistes d'écoles et de tendances différentes. Au Havre, les anarchistes se retirèrent, laissant malheureusement le champ libre aux partisans des programmes minimums et de la conquête des pouvoirs. Restés seuls, les collectivistes n'arrivèrent pas à s'entendre. La lutte entre Guesde et Brousse déchira le parti ouvrier naissant, pour aboutir à une scission complète.*

*Cependant, il arriva que ni guesdistes ni broussistes (desquels se détachèrent plus tard les allemanistes) ne purent bientôt plus parler au nom du prolétariat. Celui-ci, justement indifférent aux querelles des écoles, avait reformé ses unions, qu'il appelait, d'un nom nouveau, des syndicats. Abandonné à lui-même, à l'abri, à cause de sa faiblesse même, des jalousies des coteries rivales, le mouvement syndical acquit peu à peu de la force et de la confiance. Il grandit. La Fédération des Bourses se constitua en 1892, la Confédération générale du travail, qui dès l'origine, eut soin d'affirmer sa neutralité politique, en 1895. Entre temps un congrès ouvrier de 1894 (à Nantes) avait voté le principe de la grève générale révolutionnaire.*

*C'est vers cette époque que nombre d'anarchistes, s'apercevant enfin que la philosophie ne suffit pas pour faire la révolution, entrèrent dans un mouvement ouvrier qui faisait naître, chez ceux qui savaient observer, les plus belles espérances. Fernand Pelloutier fut l'homme qui incarna le mieux, à cette époque, cette évolution des anarchistes.*

*Tous les congrès qui suivirent accentuèrent plus encore le divorce entre la classe ouvrière organisée et la politique. A Toulouse, en 1897, nos camarades Delesalle et Pouget firent adopter les tactiques dites du boycottage et du sabotage. En 1900, la Voix du Peuple fut fondée, avec Pouget pour principal rédacteur. Le C.G.T., sortant de la difficile période des débuts, attestait tous les jours davantage sa force grandissante. Elle devenait une puissance avec laquelle le gouvernement d'une part, les partis socialistes de l'autre devaient désormais compter.*

*De la part du premier, soutenu par tous les socialistes réformistes, le mouvement nouveau eut alors à subir un terrible assaut. Millerand, devenu ministre, essaya de gouvernementaliser les syndicats, de faire de chaque Bourse une succursale de son ministère. Des agents à sa solde travaillaient pour lui dans les organisations. On essaya de corrompre les militants fidèles. Le danger était grand. Il fut conjuré, grâce à l'entente qui intervint alors entre toutes les fractions révolutionnaires, entre anarchistes, guesdistes et blanquistes. Cette entente s'est maintenue, le danger passé. La Confédération - fortifiée depuis 1902 par l'entrée dans son sein de la Fédération des Bourses, par quoi fut réalisée l'unité ouvrière - puis aujourd'hui se force en elle ; et c'est de cette entente qu'est né le syndicalisme*

*révolutionnaire, la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale.*

*Mais - et j'appelle sur ce point, dont l'importance est extrême, toute l'attention de nos camarades non français - ni la réalisation de l'unité ouvrière, ni la coalition des révolutionnaires n'auraient pu, à elles seules, amener la C. G. T. à son degré actuel de prospérité et d'influence, si nous n'étions restés fidèles, dans la pratique syndicale, à ce principe fondamental qui exclut en fait les syndicats d'opinion : un seul syndicat par profession et par ville. La conséquence de ce principe, c'est la neutralisation politique du syndicat, lequel ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier. Au syndicat, les divergences d'opinion, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan ; moyennant quoi, l'entente est possible. Dans la vie pratique, les intérêts priment les idées : or toutes les querelles entre les écoles et les sectes ne feront pas que les ouvriers, du fait même qu'ils sont tous pareillement assujettis à la loi du salariat, n'aient des intérêts identiques. Et voilà le secret de l'entente qui s'est établie entre eux, qui fait la force du syndicalisme et qui lui a permis, l'année dernière, au Congrès d'Amiens, d'affirmer fièrement qu'il se suffisait à lui-même.*

*Je serais gravement incomplet si je ne vous montrais les moyens sur lesquels le syndicalisme révolutionnaire compte pour arriver à l'émancipation de la classe ouvrière.*

*Ces moyens se résument en deux mots : action directe. Qu'est-ce que l'action directe ?*

*Longtemps, sous l'influence des écoles socialistes et principalement de l'école guesdiste, les ouvriers s'en remirent à l'Etat du soin de faire aboutir leurs revendications. Qu'on se rappelle ces cortèges de travailleurs, en tête desquels marchaient des députés socialistes, allant porter aux pouvoirs publics les cahiers du quatrième Etat I - Cette manière d'agir ayant entraîné de lourdes déceptions, on en est venu peu à peu à penser que les ouvriers n'obtiendraient jamais que les réformes qu'ils seraient capables d'imposer par eux-mêmes ; autrement dit, que la maxime de l'Internationale que je citais tout à l'heure, devait être entendue et appliquée de la manière la plus stricte.*

*Agir par soi-même, ne compter que sur soi-même, voilà ce que c'est que l'action directe. Celle-ci, cela va sans dire, revêt les formes les plus diverses.*

*Sa forme principale, ou mieux se forme la plus éclatante, c'est la grève. Arme à double tranchant, disait-on d'elle naguère : arme solide et bien trempée, disons-nous et qui, maniée avec habileté par le travailleur, peut atteindre au cœur le patronat. C'est par la grève que la masse ouvrière entre dans la lutte de classe et se familiarise avec les notions qui s'en dégagent ; c'est par la grève qu'elle fait son éducation révolutionnaire, qu'elle mesure sa force propre et celle de son ennemi, le capitalisme, qu'elle prend confiance en son pouvoir, qu'elle apprend l'audace.*

*Le sabotage n'a pas une valeur beaucoup moindre. On le formule ainsi : A nauvaise paye, mauvais travail. Comme la grève, il a été employé de tout temps, mais c'est seulement depuis quelques années qu'il a acquis une signification vraiment révolutionnaire. Les résultats produits par le sabotage sont déjà considérables. Là où la grève s'était montrée impuissante, il a réussi à briser la résistance patronale. Un exemple récent est celui qui a été donné à la suite de la grève et de la défaite des maçons parisiens en 1906 : les maçons rentrèrent aux chantiers avec la résolution de faire au patronat une paix plus terrible pour lui que la guerre : et, d'un accord unanime et tacite, on commença par ralentir la production quotidienne ; comme par hasard, des sacs de plâtre ou de ciment se trouvaient* gâchés, etc., etc. Cette guerre se continue encore à l'heure actuelle et, je le répète, les résultats ont été excellents. Non seulement le patronat a très souvent cédé, mais de cette campagne de plusieurs mois, l'ouvrier maçon est sorti plus conscient, plus indépendant, plus révolté.

Mais si je considère le syndicalisme dans son ensemble, sans m'arrêter davantage à ses manifestations particulières, quelle apogée n'en devrai-je pas faire ! - L'esprit révolutionnaire en France se mourait, s'alanguissait tout au moins, d'année en année. Le révolutionnaire de Guesde, par exemple, n'était plus que verbal ou, pis encore, électoral et parlementaire ; le révolutionnarisme de Jaurès allait, lui, beaucoup plus loin : il était tout simplement, et d'ailleurs très franchement, ministériel et gouvernemental. Quant aux anarchistes, leur révolutionnarisme s'était réfugié superbement dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique. Parmi tant de défaillances, par l'effet même de ces défaillances, le syndicalisme est né ; l'esprit révolutionnaire s'est ranimé, s'est renouvelé à son contact, et la bourgeoisie, pour la première fois depuis que la dynamite anarchiste avait tu sa voix grandiose, la bourgeoisie a tremblé !

Eh bien, il importe que l'expérience syndicaliste du prolétariat français profite aux prolétaires de tous les pays. Et c'est la tâche des anarchistes de faire que cette expérience se recommence partout où il y a une classe ouvrière

un travail d'émancipation. A ce syndicalisme d'opinion qui a produit, en Russie par exemple, des syndicats anarchistes, en Belgique et en Allemagne, des syndicats chrétiens et des syndicats social-démocratiques, il appartient aux anarchistes d'opposer un syndicalisme à la manière française, un syndicalisme neutre ou, plus exactement, indépendant. De même qu'il n'y a qu'une classe ouvrière, il faut qu'il n'y ait plus, dans chaque métier et dans chaque ville, qu'une organisation ouvrière, qu'un unique syndicat. A cette condition seule, la lutte de classe - cessant d'être entravée à tout instant par les chamailleries des écoles ou des sectes rivales - pourra se développer dans toute son ampleur et donner son maximum d'effet.

Le syndicalisme, a proclamé le Congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant ; sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation. Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ?

Le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école de volonté, d'énergie, de pensée féconde. Il ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles. Que tous les anarchistes viennent donc au syndicalisme ; leur œuvre en sera plus féconde, leurs coups contre le régime social plus décisifs.

Comme toute œuvre humaine, le mouvement syndical n'est pas dénué d'imperfections et loin de les cacher, je crois qu'il est utile de les avoir toujours présentes à l'esprit afin de réagir contre elles.

La plus importante c'est la tendance des individus à s'en remettre du soin de lutter à leur syndicat, à leur Fédération, à la Confédération, à faire appel à la force collective alors que leur énergie individuelle aurait suffi. Nous pouvons, nous anarchistes, en faisant constamment appel à la volonté de l'individu, à son initiative et à son audace réagir vigoureusement contre cette néfaste tendance au recours continuel, pour les petites comme pour les grandes choses, aux forces collectives.

Le fonctionnarisme syndical, aussi, soulève de vives critiques, qui, d'ailleurs, sont souvent justifiées. Le fait peut se produire, et se produit, que des militants n'occupent plus leurs fonctions pour batailler au nom de leurs idées, mais parce qu'il y a là un gagne-pain assuré. Il ne faut pourtant pas en déduire que les organisations syndicales doivent se passer de tous permanents. Nombre d'organisations ne peuvent s'en passer. Il y a là une nécessité dont les défauts peuvent se corriger par un esprit de critique toujours en éveil.

Christian Cornélissen. — Je ne crois pas que des anarchistes puissent désapprouver en rien le discours de Monatte. Toutefois, il faut convenir que celui-ci a trop uniquement parlé en militant syndicaliste et que, de notre point de vue anarchiste, son discours aurait besoin d'être complété.

Anarchistes, c'est notre devoir de soutenir et le syndicalisme et l'action directe, mais à une condition : c'est qu'ils soient révolutionnaires dans leur but, c'est qu'ils ne cessent pas de viser à la transformation de la société actuelle en une société communiste et libertaire.

Ne nous dissimulons pas que le syndicalisme d'une part, l'action directe de l'autre, ne sont pas toujours et forcément révolutionnaires. On peut les employer aussi dans un but conservateur, voire réactionnaire. Ainsi les diamentaires d'Amsterdam et d'Anvers ont grandement amélioré leurs conditions de travail sans recourir aux moyens parlementaires, par la seule pratique de l'action syndicale directe. Or que voit-on ? Les diamentaires ont fait de leur corporation une sorte de caste fermée, autour de laquelle ils ont élevé une vraie muraille chinoise. Ils ont restreint le nombre des apprentis et s'opposent à ce que d'anciens diamentaires retournent à leur métier abandonné. Nous ne pouvons cependant approuver ces pratiques !

Elles ne sont d'ailleurs pas spéciales à la Hollande. En Angleterre, aux Etats-Unis, les trade-unions, elles aussi, ont largement pratiqué l'action directe. Par l'action directe, elles ont créé à leurs adhérents une condition privilégiée ; elles empêchent les ouvriers étrangers de travailler même lorsque ces ouvriers sont des syndiqués ; composées d'ouvriers « qualifiés », enfin, on les a vues parfois s'opposer aux mouvements tentés par les manœuvres, les « non-qualifiés ». Nous ne pouvons approuver cela.

De même, quand les types de France et de Suisse refusent de travailler avec les femmes, nous ne pouvons les approuver. Si actuellement, une guerre menace entre les Etats-Unis et le Japon, la faute n'en est pas aux capitalistes et bourgeois américains ; ceux-ci auraient même plus de profit à exploiter les ouvriers japonais que

les ouvriers américains. Non, ce seraient les ouvriers américains eux-mêmes qui auraient déchaîné la guerre en s'opposant violemment à l'importation de la main-d'œuvre japonaise.

Il y a enfin certaines formes d'action directe que nous ne devons pas cesser de combattre : par exemple, celles qui s'opposent à l'introduction du machinisme (linotype, élévateurs), c'est-à-dire au perfectionnement de la production par le perfectionnement de l'outillage.

*Je me réserve de formuler ces idées dans une motion qui dira quelles formes de syndicalisme et d'action directe, peuvent soutenir les anarchistes.*

Errico Malatesta. — *Je tiens à déclarer tout de suite que je ne développerai ici que les parties de ma pensée sur lesquelles je suis en désaccord avec les précédents orateurs, et tout particulièrement avec Monette. Agir autrement serait vous infliger de ces répétitions oiseuses qu'on peut se permettre dans les meetings, quand on parle pour un public d'adversaires ou d'indifférents. Mais ici nous sommes entre camarades, et certes aucun d'entre vous, en m'entendant critiquer ce qu'il y a de criticable dans le syndicalisme, ne sera tenté de me prendre pour un ennemi de l'organisation et de l'action des travailleurs ; ou alors celui-là me connaîtra bien mal !*

*La conclusion à laquelle en est venu Monette, c'est que le syndicalisme est un moyen nécessaire et suffisant de révolution sociale. En d'autres termes, Monette a déclaré que le syndicalisme se suffit à lui-même. Et voilà, selon moi, une doctrine radicalement fausse. Combattre cette doctrine sera l'objet de ce discours.*

*Le syndicalisme, ou plus exactement le mouvement ouvrier (le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre) le mouvement ouvrier, dis-je, a toujours trouvé en moi un défenseur résolu, mais non aveugle. C'est que je voyais en lui un terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire, en même temps qu'un point de contact entre les masses et nous. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. On me doit cette justice que je n'ai jamais été de ces anarchistes intellectuels qui, lorsque la vieille Internationale eut été dissoute, se sont bénévolement enfermés dans le tour d'ivoire de la pure spéculation ; que je n'ai cessé de combattre, partout où je la rencontrais, en Italie, en France, en Angleterre et ailleurs, cette attitude d'isolement hautain, ni de pousser de nouveau les compagnons dans cette voie que les syndicalistes, oublient un passé glorieux, appellent nouvelle, mais qu'avaient déjà entrevue et suivie, dans l'Internationale, les premiers anarchistes.*

*Je veux, aujourd'hui comme hier, que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument neutres.*

*Donc je suis pour la participation la plus active possible au mouvement ouvrier. Mais je le suis avant tout dans l'intérêt de notre propagande dont le champ se trouverait ainsi considérablement élargi. Seulement cette participation ne peut équivaloir en rien à une renonciation à nos plus chères idées. Au syndicat, nous devons rester des anarchistes, dans toute la force et toute l'ampleur de ce terme. Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen, - le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but,* et même je n'en voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes, ou plus simplement nos autres moyens de propagande et d'agitation.

Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

Or, même s'il se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire, le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible - et encore ! - que l'amélioration des conditions de travail. Je n'en chercherai d'autre preuve que celle qui nous est offerte par les grandes unions nord-américaines. Après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical, aux temps où elles étaient encore faibles, ces unions sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des organisations nettement conservatrices, uniquement occupées à faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine et beaucoup moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons fiétri par le social-démocratie ! Or ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le

syndicalisme, ou plutôt qui ne compte pour lui que comme obstacle, nous ne pouvons pas l'oublier, nous autres anarchistes, et nous devons le défendre parce qu'il est le pire des souffrants.

Je le répète : il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières. D'abord pour y faire de la propagande anarchiste ; ensuite parce que c'est le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production ; nous devons y aller enfin pour réagir énergiquement contre cet état d'esprit détestable qui incline les syndicats à ne défendre que des intérêts particuliers.

L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe. C'est la conception selon laquelle les intérêts économiques de tous les ouvriers - de la classe ouvrière - seraient solidaires, la conception selon laquelle il suffit que des travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat.

La réalité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers, comme les bourgeois, comme tout le monde, subissent cette loi de concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété privée et qui ne s'éteindra qu'avec celui-ci. Il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêts de classes. Au sein de la « classe » ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. Et l'on voit parfois qu'économiquement et moralement certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat. Cornélissen nous a fourni des exemples de ce fait pris en Hollande même. Il y en a d'autres. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, très souvent, dans les grèves, les ouvriers emploient la violence… contre la police ou les patrons ? Non pas : contre les kroumirs qui pourtant sont des exploités comme eux et même plus disgraciés encore, tandis que les véritables ennemis de l'ouvrier, les seuls obstacles à l'égalité sociale, ce sont les policiers et les patrons.

*Cependant, parmi les prolétaires, la solidarité morale est possible, à défaut de la solidarité économique. Les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaîtront pas, mais elle naîtra du jour où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal. Or c'est le rôle des anarchistes d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale, - au risque de nuire à ces « avantages immédiats » dont nous les voyons aujourd'hui si friends.*

*Que l'action syndicale comporte des dangers, c'est ce qu'il ne faut plus songer à nier. Le plus grand de ces dangers est certainement, dans l'acceptation par le militant de fonctions syndicales, surtout quand celles-ci sont rémunérées. Règle générale : l'anarchiste qui accepte d'être le fonctionnaire permanent et salarié d'un syndical est perdu pour la propagande, perdu pour l'anarchisme ! Il devient désormais l'obligé de ceux qui le rétribuent et, comme ceux-ci ne sont pas anarchistes, le fonctionnaire salarié placé désormais entre sa conscience et son intérêt, ou bien suivra sa conscience et perdra son poste, ou bien suivra son intérêt et alors, adieu l'anarchisme !*

*Le fonctionnaire est dans le mouvement ouvrier un danger qui n'est comparable qu'au parlementarisme : l'un et l'autre mènent à la corruption et de la corruption à la mort, il n'y a pas loin !*

*Et maintenant, passons à la grève générale. Pour moi, j'en accepte le principe que je propage tant que je puis depuis des années. La grève générale m'a toujours paru un moyen excellent pour ouvrir la révolution sociale. Toutefois gardons-nous bien de tomber dans l'illusion néfaste qu'avec la grève générale, l'insurrection armée devient une superfétation.*

*On prétend qu'en arrêtant brutalement la production, les ouvriers en quelques jours affameront la bourgeoisie qui, crevant de faim, sera bien obligée de capituler. Je ne puis concevoir absurdité plus grande. Les premiers à crever de faim, en temps de grève générale, ce ne seraient pas les bourgeois qui disposent de tous les produits accumulés, mais les ouvriers qui n'ont que leur travail pour vivre.*

*La grève générale telle qu'on nous la décrit d'avance est une pure utopie. Ou bien l'ouvrier, crevant de faim après trois jours de grève, rentrera à l'atelier, la tête basse, et nous compterons une défaite de plus. Ou bien, il voudra s'emparer des produits de vive force. Qui trouvera-t-il devant lui pour l'en empêcher ? Des soldats, des gendarmes, sinon les bourgeois eux-mêmes, et alors il faudra bien que la question se résolve à coups de fusils et de bombes. Ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort.*

*Préparons-nous donc à cette insurrection inévitable, au lieu de nous borner à préconiser la grève générale, comme une panacée s'appliquant à tous les maux. Qu'on n'objecte pas que le gouvernement est armé jusqu'aux dents et sera toujours plus fort que les révoltés. A Barcelone, en 1902, la troupe n'était pas nombreuse. Mais on n'était pas préparé à la lutte armée et les ouvriers, ne comprenant pas que le pouvoir politique était le véritable adversaire, envoyaient des délégués au gouverneur pour lui demander de faire céder les patrons.*

*D'ailleurs la grève générale, même réduite à ce qu'elle est réellement, est encore une de ces armes à double tranchant qu'il ne faut employer qu'avec beaucoup de prudence. Le service des subsistances ne saurait admettre de suspension prolongée. Il faudra donc s'emparer par la force des moyens d'approvisionnement, et cela tout de suite, sans attendre que la grève se soit développée en insurrection.*

*Ce n'est donc pas tant à cesser le travail qu'il faut inviter les ouvriers ; c'est bien plutôt à le continuer pour leur propre compte. Faute de quoi, la grève générale se transformerait vite en famine générale, même si l'on avait été assez énergiques pour s'emparer dès l'abord de tous les produits accumulés dans les magasins. Au fond l'idée de grève générale a sa source dans une croyance entre toutes erronée : c'est la croyance qu'avec les produits accumulés par la bourgeoisie, l'humanité pourrait consommer, sans produire, pendant je ne sais combien de mois ou d'années. Cette croyance a inspiré les auteurs de deux brochures de propagande publiées il y a une vingtaine d'années : Les Produits de la Terre et les Produits de l'Industrie, et ces brochures ont fait, à mon avis, plus de bien que de mal. La société actuelle n'est pas aussi riche qu'on le croit. Kropotkine a montré quelque part qu'à supposer un brusque arrêt de production, l'Angleterre n'aurait que pour un mois de vivres ; Londres n'en aurait que pour trois jours. Je sais bien qu'il y a le phénomène bien connu de surproduction. Mais toute surproduction a son correctif immédiat dans la crise qui ramène bientôt l'ordre dans l'industrie. La surproduction n'est jamais que temporaire et relative.*

*Il faut maintenant conclure. Je déplorais jadis que les compagnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujourd'hui je déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement. Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des moyens. L'anarchie est le but. La révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous donc de tout moyen d'action unilatéral et simpliste. Le syndicalisme, moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui veille un effort : l'Anarchie !*

*Pierre Monatte. — En écoutant ce soir Malatesta adresser d'après critiques aux conceptions révolutionnaires nouvelles, j'ai cru entendre sonner la voix d'un passé lointain. A ces conceptions nouvelles dont le réalisme brutal l'effraie, Malatesta n'a fait qu'opposer en somme, les vieilles idées du blanquisme qui se flattait de renouveler le monde par le moyen d'une insurrection armée triomphante.*

*D'autre part, on a beaucoup reproché ce soir aux syndicalistes révolutionnaires qui sont ici de sacrifier délibérément l'anarchisme et la révolution au syndicalisme et à la grève générale. Eh bien, je vous le déclare, notre anarchisme vaut le vôtre et nous n'entendons pas plus que vous mettre notre drapeau dans notre poche. Comme tout le monde ici, l'anarchie est notre but final. Seulement, parce que les temps sont changés, nous avons modifié aussi notre conception du mouvement et de la révolution. Celle-ci ne peut plus être faite au moule de Quarante-huit. Quant au syndicalisme, si sa pratique a pu, en certains pays engendrer des erreurs et des déviations, l'expérience est là qui nous empêchera d'y retomber. Si, au lieu de critiquer de haut les vices du passé, présents ou même futurs du syndicalisme, les anarchistes se mêlaient plus intimement à son action, les dangers que le syndicalisme peut recéler, seraient à tout jamais conjurés !*

Que les opinions ne soient pas tranchées, et qu'un grand nombre de participants entendent adapter leur action aux conditions et aux réalités sociales, tenir compte du caractère des organisations syndicales et des milieux ouvriers avec lesquels ils auront à travailler, se trouve confirmé par le fait que les motions, nuancées, qui leur sont présentées, et qui s'opposent sur des points importants, ont toutes été adoptées. En voici les textes :

## 1° MOTION CORNELISSEN-VOHRYZEK-MALATESTA [1]

*Le Congrès Anarchiste International considère les syndicats à la fois comme des organisations de combat dans la lutte de classe en vue de l'amélioration des conditions de travail et comme des unions de producteurs pouvant servir à la transformation de la société capitaliste en une société communiste anarchiste.*

*Aussi le Congrès, en admettant la nécessité éventuelle de la création de groupements syndicalistes révolutionnaires particuliers, recommande aux camarades de soutenir les organisations syndicales générales où ont accès tous les ouvriers d'une même catégorie.*

*Mais le Congrès considère comme la tâche des anarchistes de constituer dans ces organisations l'élément révolutionnaire et de propager et de soutenir seulement telles formes et manifestations d'« action directe » (grèves, boycottage, sabotage, etc.) qui portent en elles-mêmes un caractère révolutionnaire et vont dans le sens de la transformation de la société.*

*Les anarchistes considèrent le mouvement syndicaliste et la grève générale comme de puissants moyens révolutionnaires, mais non comme des succédanés de la Révolution.*

*Ils recommandent d'autre part aux camarades, dans le cas de la proclamation d'une grève générale en vue de la conquête du pouvoir, de se mettre en grève, mais les invite en même temps à exciter les syndicats sous leur influence à faire alors entendre leurs revendications économiques.*

*Les anarchistes pensent que la destruction de la société capitaliste et autoritaire peut se réaliser seulement par l'insurrection armée et l'expropriation violente et que l'emploi de la grève plus ou moins générale et le mouvement syndicaliste ne doivent pas faire oublier les moyens plus directs de lutte contre la force militaire des gouvernements.*

Cette motion qui porte, outre les signatures de ses auteurs, celles des camarades Wilquet, Emma Goldman, de Marmande, Rogdaëff et Knotek, est approuvée par 33 voix contre 10.

## 2° MOTION R. FRIEDEBERG :

*La lutte des classes et l'émancipation du prolétariat ne sont pas identiques avec les idées et les aspirations de l'anarchisme, qui tend - par dessus les aspirations immédiates des classes - à la délivrance économique et morale de la personnalité humaine, à un milieu exempt d'autorité, et non pas à un pouvoir nouveau, celui de la majorité sur la minorité.*

*L'anarchisme considère toutefois l'abolition de l'oppression des classes, la suppression de la dépendance économique de la majorité des êtres humains, comme une étape absolument nécessaire et essentielle dans la voie vers le but final. L'anarchisme doit toutefois s'opposer à ce que la lutte pour l'émancipation du prolétariat se poursuive par des moyens qui contredisent l'idée de l'anarchisme et sont un obstacle (2) au but précis de ce mouvement. Il s'oppose, partant, à engager cette lutte par le moyen préconisé par le socialisme marxiste, c'est-à-dire par le parlementarisme et par un mouvement syndical corporatif ayant uniquement en vue l'amélioration des conditions du prolétariat, - ces deux moyens ne pouvant que favoriser le développement d'une nouvelle bureaucratie, d'une autorité intellectuelle patentée ou non, et nous conduire à l'oppression de la minorité. Les moyens anarchistes pour la suppression de l'oppression de classe ne peuvent être que ceux qui découlent directement de l'affirmation de la personnalité individuelle : « l'action directe » et « le non-consentement de l'individu » - c'est-à-dire l'individualisme actif et passif, soit d'une seule personne, soit d'une masse pénétrée d'une volonté collective.*

*Le Congrès Communiste Libertaire repousse par conséquent la grève pour les droits politiques (Politischer Massenstreik) dont le but est inacceptable pour l'anarchisme, mais reconnaît dans la grève générale économique révolutionnaire, c'est-à-dire dans le refus du travail de tout le prolétariat comme classe, le moyen apte à désorganiser la structure économique de la société actuelle et à émanciper le prolétariat de l'oppression du salariat. - Pour la réalisation de cette grève générale, la pénétration des syndicats par l'idéal anarchique doit être considérée comme indispensable. Un mouvement syndicaliste pénétré de l'esprit anarchiste, peut, au moyen d'une grève générale*

1. Les trois premiers paragraphes de cette motion commune sont de Cornélissen ; le cinquième de Vohryzek, le quatrième et le sixième de Malatesta.

*révolutionnaire, détruire l'oppression de classe et ouvrir la voie au but final de l'anarchisme : l'avènement d'une société exempte de toute autorité.*

Cette motion est approuvée par 36 voix contre 6.

## 3° MOTION DUNOIS , contresignée par Monatte, Fuss, Nacht, Ziélinska, Fabbri, K. Walter :

*Les anarchistes réunis à Amsterdam du 26 au 31 août 1907,*

*Considérant que le régime économique et juridique actuel est caractérisé par l'exploitation et l'asservissement de la masse des producteurs, et détermine, entre ceux-ci et les bénéficiaires du régime actuel, un antagonisme d'intérêts absolument irréductible qui donne naissance à la lutte de classe ;*

*Que l'organisation syndicale, solidarisant les résistances et les révoltes sur le terrain économique, sans préoccupations doctrinaires, est l'organe spécifique et fondamental de cette lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et toutes les institutions bourgeoises ;*

*Qu'il importe qu'un esprit révolutionnaire toujours plus audacieux oriente les efforts de l'organisation syndicale dans la voie de l'expropriation capitaliste et de la suppression de tout pouvoir ;*

*Que l'expropriation et la prise de possession collective des instruments et des produits du travail ne pouvant être accomplies que par les travailleurs eux-mêmes, le syndicat est appelé à se transformer en groupe producteur, et se trouve être dans la société actuelle le germe vivant de la société de demain ;*

*Engagent les camarades de tous les pays, sans perdre de vue que l'action anarchiste n'est pas toute entière contenue dans les limites du syndicat, à participer activement au mouvement autonome de la classe ouvrière et à développer dans les organisations syndicales les idées de révolte, d'initiative individuelle et de solidarité qui sont l'essence de l'anarchisme.*

Cette motion fut approuvée par 28 voix contre 7. Comme elle était muette sur la grève générale elle fut complétée par la motion suivante :

## 4° MOTION NACHT-MONATTE, contresignée par Fuss, Dunois, Fabbri, Zélinska, et Karl Walter :

*Les anarchistes réunis à Amsterdam du 26 au 31 août 1907, déclarent tenir la grève générale expropriatrice pour un remarquable stimulant de l'organisation et de l'esprit de révolte dans la société actuelle et pour la forme sous laquelle peut s'accomplir l'émancipation du prolétariat.*

*La grève générale ne peut être confondue avec la grève générale politique (Politischer Massenstreik) qui n'est autre chose qu'une tentative des politiciens pour détourner la grève générale de ses fins économiques et révolutionnaires.*

*Par des grèves généralisées à des localités, à des régions, à des professions entières, on soulèvera progressivement la classe ouvrière et on l'entraînera vers la grève générale expropriatrice qui comprendra la destruction de la société actuelle et l'expropriation des moyens de production et des produits.*

Cette motion recueillit 25 voix et, par conséquent, fut approuvée elle aussi.

Le lecteur s'étonnera peut-être que ces quatre motions aient pu, malgré leurs évidentes contradictions, être toutes adoptées. Il y a là, en effet un manquement aux usages parlementaires, mais un manquement voulu. Il ne convenait pas que l'opinion de la majorité étouffât ou parut étouffer celle de la minorité. La majorité a donc pensé qu'il fallait voter successivement par *pour* et par *contre*, sur chacune des motions déposées. Or toutes les quatre ont recueilli une majorité de *pour*. Par conséquent toutes les quatre ont été approuvées. [2]

2. Nous détachons de la courte préface mise par le *Bureau International* en tête des Résolutions du Congrès d'Amsterdam, les lignes suivantes qui confirment ce que nous venons de dire : « Pour ceux qui sont habitués à considérer les Congrès comme des corps législatifs qui dictent aux membres du parti la doctrine officielle et la conduite à suivre, il peut paraître étrange qu'on ait pris sur les mêmes questions plusieurs résolutions plus ou moins différentes. Mais pour les camarades, cela n'aura rien que de très naturel ».

« Le Congrès d'Amsterdam, étant un congrès d'anarchistes, n'avait pu, et ne pouvait pas, avoir la prétention de faire la loi aux autres : il voulait seulement exprimer les opinions des camarades intervenus et des groupes représentés, et proposer ces opinions à la discussion et, possiblement, à l'approbation de tous les anarchistes ».

# SYNDICATS ET CONSEILS A TURIN (1919-1920)

Les deux documents qui suivent illustrent la recherche, de la part des militants ouvriers, du type d'organisation la plus souple, la plus directe, la plus « participante », la moins bureaucratique possible. Rien de théorique dans les débats tenus au cœur même de la bourrasque révolutionnaire, mais une volonté de mise en ordre et d'évaluation des données de la situation.

On s'aperçoit combien les mêmes mots peuvent couvrir des phénomènes portant en eux des signes différents, masquer des devenirs contradictoires en pure logique. Ainsi, les « commissions internes ». Elles sont nées, rappelle Robert Paris, dans une des notes de sa remarquable introduction au tome I des Ecrits Politiques d'Antonio Gramsci, à l'époque de la grève générale de 1904 : *« Il s'agissait d'organismes spontanés, sans existence légale, qui se constituaient et se défaisaient selon les besoins de la lutte ; des comités de grève ou des comités d'action plutôt que des comités d'entreprise. Les questions de salaires et d'horaires demeurant du seul ressort des syndicats, dans les périodes de calme leurs compétences étaient extrêmement limitées et se bornaient, au maximum, à veiller à la bonne application des contrats conclus avec le patronat.*

*« Dès le 27 octobre 1906, la signature d'un accord entre la FIOM (Fédération de la Métallurgie) et la direction de l'entreprise turinoise Itala aboutit, pour la première fois, à la reconnaissance d'un de ces comités. Contemporaines et produits du développement de l'industrie automobile et de la croissance du prolétariat turinois, les commissioni interne commencèrent dès lors d'apparaître tantôt comme les instruments privilégiés d'une politique contractuelle (en 1913, par exemple), tantôt, comme au cours des années 1911-1912, comme l'expression d'une tendance spontanée à la gestion directe ».*

La meilleure et la pire des choses donc, variable au gré de la combativité des travailleurs, mais aussi de la capacité organisationnelle et de l'agilité capitalistes, des conditions économiques générales, et encore, à un autre stade, du pouvoir d'intervention des forces de répression. Ainsi se trouve rétabli le sens que les militants ouvriers révolutionnaires donnent à leur propre définition : être syndicaliste révolutionnaire ne signifie pas être anti-conseilliste, et les conseillistes ne refusent pas tout rôle positif au syndicat. Question de conjoncture, de possibilités, de climat social, de degré de préhension sur l'évènement. (Dans le mouvement des conseils, on note le rôle important de Pietro Ferrero, secrétaire de la FIOM de Turin, anarchiste, et de Maurizio Garino, un autre ouvrier métallurgiste, libertaire, syndiqué bien sûr).

S'inscrivent dans le tumulte des années 19 à 22 les problèmes vrais : le degré de combativité ouvrière, lui-même dépendant des dangers ou des espoirs offerts par un avenir qu'il faut forger contre la société présente, avec des outils qui ne sont pas et ne peuvent être précis ; le rapport de forces en termes sociaux mais aussi comme équation militaire ; les formes d'organisations nouvelles.

En une période où certaines tendances cherchent encore leur propre définition (le manifeste lancé en mars 1920 pour que se tienne un Congrès des Conseils d'usines, est signé par la section socialiste de Turin, le Comité d'étude des Conseils d'usine de Turin, l'Ordine Nuovo - une revue qui, avec Gramsci, reflète une tendance socialiste qui participera à la création du PC italien - et le Groupe libertaire de Turin), il est à noter que le double destin des conseils est mis en discussion : ou élément, d'une nouvelle société anti-étatique, ou instrument de conquête ou de construction d'un Etat.

Enfin, et c'est là sans doute une des « variables » essentielles, alors que, après coup, les sèches polémiques à base de formules l'escamotent, on retiendra que la dimension des entreprises ne pose pas de problème, alors qu'elle détermine - mais cela ne deviendra évident que par la suite, jusqu'au stade industriel présent - les limites, entre possible et impossible, de la gestion ouvrière.

Voilà de quoi on discute, mais en usine et dans les locaux ouvriers, à Turin, en ces années 1919 et 1920, dans cette ville de 500.000 habitants, dont la population laborieuse a poussé comme champignon dans et autour de la FIAT : 50 ouvriers en 1899, 50.000 en 1919. Plus les sous-traitants. Une ville dont la population est antimilitariste,

même pendant la guerre. En août 1917, elle est descendue dans la rue pour manifester son défaitisme. Elle a payé cher sa haine de la guerre : 500 tués lors de la répression, des centaines de travailleurs expédiés sur le front, des milliers d'emprisonnés.

## I RESOLUTION DU CONGRES NATIONAL DE L'UNIONE SINDACALE ITALIANA (PARME — DECEMBRE 1919) :

*« Le Congrès salue tout pas en avant du prolétariat et des forces politiques vers la conception pure du socialisme, déniant toute capacité destructrice et reconstructrice à l'institution historique, typique de la démocratie bourgeoise, qu'est le Parlement, cœur de l'Etat ; considère la conception soviétiste de la reconstruction sociale comme étant à l'opposé de l'Etat et déclare que toute superposition à la fonction autonome et libre des soviets de toute la classe productrice, unie dans l'action défensive contre la menace de retour réactionnaire et par les nécessités de l'administration de la future gestion sociale, est considérée par le prolétariat comme un attentat au développement de la révolution et à la réalisation de l'égalité dans la liberté ;*

*« Affirme pour ces motifs toute sa sympathie et ses encouragements aux initiatives prolétariennes, comme les Conseils d'usine, qui tendent à transférer à la masse ouvrière toutes les capacités d'initiative révolutionnaire et de reconstruction de la vie sociale, mais en mettant en garde les travailleurs contre toute possible déviation due à l'escamotage réformiste de la nature révolutionnaire de semblables initiatives, contrairement donc aux inventions d'avant-garde de la partie la meilleure du prolétariat ;*

*« Invite spécialement cette partie du prolétariat à prendre en considération la nécessité de préparer les forces d'attaque classiste et révolutionnaire, sans lesquelles la prise en charge de la gestion sociale par le prolétariat ne sera jamais possible ».*

*Quels sont les dangers de déviation des Conseils d'usine ?*

*« a) qu'ils soient ramenés au rôle de simples commissions internes, en vue du bon fonctionnement de l'entreprise, de l'accroissement bourgeois de la production, de la liquidation des conflits intérieurs, etc.*

*b) que soit intervertie la logique du processus révolutionnaire, à savoir qu'une préalable mise en forme de la future forme de gestion sociale serait insuffisante pour faire tomber le régime actuel ;*

*c) qu'il serait oublié que l'usine appartient au patron qu'il y a un Etat - le gendarme - qui la protège ;*

*d) qu'on tombe dans l'erreur de croire que la question de forme résoudra le problème du contenu de la valeur idéale d'un mouvement déterminé ».*

## II RAPPORT SUR LES « CONSEILS D'USINES ET D'ENTREPRISES » PRESENTE PAR MAURIZIO GARINO AU CONGRES DE L'UNION ANARCHISTE ITALIENNE (tenu à Bologne du 1er au 4 juillet 1920).

*Le problème des Conseils d'usines et d'entreprises revêt en ce moment une importance particulière pour le mouvement communiste anarchiste.*

*« Produit de profondes raisons sociales, il s'est imposé rapidement à l'attention des organisations politiques et économiques de la classe ouvrière, prenant l'allure d'un facteur de première importance.*

*« Surgi à l'origine dans quelques centres industriels où l'existence d'établissements de grandes dimensions avaient créé des conditions très favorables, il s'est propagé dans plusieurs localités, et actuellement les tentatives de créer des Conseils sont nombreuses, et cela dans les conditions et les ambiances les plus diverses. Sans doute, le chemin de ce nouvel organisme s'est tracé malgré des obstacles sérieux. L'ambiance même dans laquelle la première expérience s'est développée, a offert… des facilités, a ensuite, pour différentes raisons, suscité des résistances tenaces. La plupart, dès le début, se sont manifestées dans le camp syndical, mais ont été surmontées avec vigueur par les organisés eux-mêmes.*

*« Des résistances dures ont été opposées par les industriels, lesquels dès qu'ils acquirent la certitude que les Conseils, comme nous l'entendions, avaient une signification révolutionnaire et non de collaboration, mirent à profit une situation qui nous était défavorable pour livrer bataille avec l'intention de les étouffer. Malgré cela, les*

*Conseils se consolident aujourd'hui, attirant dans leur orbite de nombreux éléments et acquèrent chaque jour de plus grandes sympathies au sein du prolétariat. Il est donc opportun de notre part d'examiner cet important problème, non seulement pour éclairer et préciser notre position, mais aussi pour nous préparer à défendre le cas échéant ces Conseils contre de possibles déviations, que des organisations et des hommes de droite pourraient leur imposer.*

*« La conviction de nous trouver finalement à la veille d'une transformation sociale, laquelle si elle ne nous mènera pas à la réalisation intégrale des buts essentiels de la revendication anarchiste, ouvrira certainement la voie à de plus grandes conquêtes, est essentielle pour affronter les problèmes des Conseils.*

*« La nécessité de forger, dans la recherche des possibilités du moment, des armes mieux adaptées au soutien de la poussée révolutionnaire, nous a conduit à favoriser la naissance de ces nouveaux organismes, excellents instruments : d'abord pour l'action immédiate, ensuite pour garantir la continuité de la production pendant la période insurrectionnelle, et enfin pour représenter les possibles cellules de la gestion communiste. Le Conseil d'usine est un organisme en soi.*

*« Il groupe tous les producteurs du bras et du cerveau sur le lieu même du travail. Etant associé aux différentes phases de la production, il donne la garantie de connaître tout le processus de production et possède donc les qualités suffisantes pour assumer l'éventuelle gestion débarrassée de son caractère capitaliste, rejetant hors du système productif tous les éléments parasites.*

*« De plus, comme moyen de lutte immédiat, révolutionnaire, le Conseil est parfaitement adapté, dans la mesure où il n'est pas influencé par des éléments non communistes. Ainsi se substitue à la mentalité de salarié la conscience du producteur, marquant le mouvement ouvrier d'un net sentiment expropriateur. Une des qualités importantes du Conseil compris comme moyen de lutte révolutionnaire, est précisément celle-là.*

*« Il porte la lutte de classes sur son terrain naturel, et la féconde d'une grande volonté de conquête.*

*« L'ascendant que la machine a sur l'ouvrier est immense ; donnez-lui la sensation tangible que la machine, sur laquelle il passe grande partie de sa vie, et à laquelle il est lié indissolublement, doit et peut lui appartenir, et vous le verrez, même s'il ne se considère pas d'esprit subversif, réclamer ses droits sur celle-là.*

*« On a confondu le Conseil d'usine avec le Soviet. Il faut donc répéter que si le premier rassemble tous les producteurs sur le lieu de travail, dans le but de gérer les moyens de production, le second est l'organe politique, au moyen duquel les communistes autoritaires entendent exercer leur pouvoir. Le Conseil, dans notre conception, devrait être le travail librement associé et coordonné pour produire les vivres et les objets nécessaires à la communauté. Loin de nous l'intention de dicter a priori une quelconque forme fixe de l'institution, qui devra demain établir les rapports entre gens. Cette œuvre, nous la laissons à la révolution sociale, laquelle ouvrira aussi la voie sans se préoccuper des schémas dessinés par tel ou tel parti.*

*« Mais, étant convaincus que la production, loin de diminuer doit augmenter dès le lendemain immédiat de l'insurrection, et que nous croyons absurde dans la situation actuelle de détruire et de désorganiser les grandes manufactures industrielles, dans lesquelles sont installés les systèmes les plus profitables et les plus rapides de production, nous entendons nous protéger contre toute surprise en organisant dès à présent la libre fédération des Conseils ; laquelle suivant les besoins créera des bureaux techniques et de statistiques, établissant un réseau de rapports utiles entre les diverses communautés qui auront tout intérêt à s'entendre pour une œuvre d'appuis mutuels.*

*« Nous avons fait allusion ci-dessus aux Soviets. Il serait bon d'établir quels sont les rapports que les Conseils d'usine devraient avoir, d'après les communistes autoritaires, avec semblables organes. Sans revenir sur les raisons pour lesquelles nous ne pensons pas pouvoir accepter le système des Soviets et leurs fonctions, tels qu'ils sont voulus par les socialistes, et consacrés par la Troisième Internationale. Retenons que le Soviet politique sera subi, mais qu'il ne doit en aucune façon s'immiscer dans les activités des Conseils d'usine. En cela nous sommes décidément opposés à ce que des superstructures politiques doivent créer des organismes de production ou les placer dans l'orbite de l'Etat, même si cet Etat est socialiste.*

*« Pour les communistes autoritaires, les Conseils d'usine devraient former partie intégrante des éléments constituant les Soviets. En d'autres termes : le Conseil nommerait ses propres représentants au Soviet de la ville, de la province, etc..., lesquels, unis aux représentants des Conseils des autres éléments productifs, assureraient les fonctions des actuels Conseils municipaux, provinciaux, etc..., afin de se substituer au parlement (expression des diverses classes sociales, représentants nationaux des seuls entrepreneurs) par le Commissariat central des Soviets, et le gouvernement actuel par le Conseil des Commissaires du Peuple.*

*« Il est évident qu'en considérant comme premier élément de représentation au Soviet le Conseil d'usine ou d'entreprise, les communistes autoritaires lui attribuent un mandat politique et jettent ainsi les bases d'une soi-disant dictature du prolétariat au beau milieu d'un organe qui, par sa nature même, doit demeurer étranger à toute fonction gouvernementale. Une nature qui, d'après nous, fait du Conseil un organisme directement antiétatique.*

*« Le but des Conseils, tel qu'il est voulu par nos cousins, est donc substantiellement différent de celui que nous proposons. Alors que nous cherchons à abattre tout pouvoir et que nous acceptons le Conseil comme organisme anti-étatique, eux tentent d'y introduire les bases du nouvel Etat, inévitablement centralisateur et autoritaire, établissant sa fonction dans le jeu de la hiérarchie représentative des divers échelons des Soviets.*

*« Nous disions par ailleurs dans ce rapport que lors de la naissance des Conseils, des obstacles surgirent de la part des organismes syndicaux préexistants. Il est bon de s'y attarder car ces résistances étaient motivées par de profondes raisons d'ordre général et syndical.*

*« Les vieilles organisations économiques à système centralisé (confédérations), et de ce fait leurs dirigeants, virent dans l'institution des Conseils (tels que nous les concevions) un grave danger, et même un péril de mort pour les syndicalistes.*

*« La lutte que les organisés durent soutenir pour faire une brèche dans la vieille mentalité syndicale fut âpre. La victoire qu'ils remportèrent correspondait aux exigences de la masse ouvrière, lasse désormais d'une discipline qui n'était pas toujours nécessaire et aspirant à une plus grande liberté d'action. La transformation de ces organisations fut le premier souci des créateurs de Conseils, lesquels, par l'intermédiaire du syndicat réussirent à en faciliter le développement. L'innovation résidait dans le fait de donner comme base délibérative au syndicat l'assemblée des commissaires de secteur, lesquels, bien qu'organisés, étaient élus - suivant la proportion de un pour trente ouvriers - par tous les travailleurs indistinctement, qu'ils fussent organisés ou non, répartis dans les divers ateliers et par catégories. Il est facile de comprendre que du point de vue des organisations (syndicales) semblable système ne pouvait être accepté, car les non-organisés seraient intervenus sur les directions syndicales.*

*« Ces dernières s'efforçaient donc de limiter la désignation des commissaires aux seuls organisés. Cependant, le système choisi par nous parvenait à confondre pour un moment le Conseil d'usine et le syndicat, et il représentait l'unique modus vivendi qui sauvegardait l'esprit des Conseils d'usine, même en ce qui concerne leur structure, et qui éliminait dans la période d'action d'inacceptables contrastes, plutôt funestes, entre Conseils et syndicat, leur fournissant une seule base délibérative.*

*« Par contre, en excluant les non organisés du droit de vote, on en arrivait à créer un nouvel appendice des syndicats existants. Le contraste entre les raisons d'être des Conseils et la thèse soutenue par ces autres éléments, était évident, et si cette dernière thèse était admise elle aurait complètement dénaturé ces (nouveaux) organismes.*

*« Une autre thèse, soutenue par les socialistes centristes, est l'élection des Conseils par tous les travailleurs, lesquels ont droit à désigner les commissaires ; mais les écartant de la direction syndicale, et en les admettant seulement comme des organes consultatifs, en les chargeant de tâches syndicales déterminées dans les ateliers, en attendant que, toujours sous la direction des syndicats, il leur soit remis la gestion des entreprises. Mais cette thèse ne correspond à l'esprit des Conseils, du fait qu'elle les soumet à des organismes auxquels, bien qu'aujourd'hui ayant quelques points de contact, ils ne peuvent admettre en aucune façon d'être soumis, leur raison d'être se fondant exclusivement sur l'unanimité des producteurs, et pour des buts en partie profondément différents de ceux en faveur desquels agissent les syndicats.*

*« L'accusation de vouloir tuer les syndicats a été portée en diverses occasions. Nous admettons que l'action du syndicat est en partie absorbée par le Conseil, mais nous avons la conviction que ce dernier exerce une influence féconde sur le syndicat, dans la mesure où il le rapproche des vibrations de la masse, le plaçant en de meilleures conditions pour interpréter ses besoins de plus près.*

*« C'est ainsi que nous reconnaissons implicitement que les syndicats ont encore aujourd'hui de nombreuses raisons d'exister, et qu'ils exercent encore des fonctions nécessaires. Mais nous leur nions cependant la possibilité d'aller au delà (ceci s'entendant de façon non absolue) de la défense des intérêts des travailleurs comme salariés, et de créer, ainsi que cela s'obtient avec une relative facilité des Conseils, une claire conscience communiste et expropriatrice.*

*« Admettons cependant qu'aujourd'hui le Conseil a un terrain commun avec les syndicats.*

*« Ces derniers, organes de tutelle pour la défense des intérêts ouvriers en tant que salariés, entraînent ceux-ci à reconnaître des pactes et des accords définis au nom de la collectivité, non pas d'une seule, mais de plusieurs usines. Le pouvoir du syndicat s'étend donc sur de vastes groupements d'ateliers et, particulièrement aujourd'hui où la tendance est de créer de grands syndicats d'industrie, se développe jusqu'à couvrir les catégories les plus marginales, pénètre dans les usines et confie le plus souvent aux Conseils le contrôle de l'application et du respect des accords de travail, conseils composés presque toujours par les mêmes adhérents à l'organisation syndicale.*

*« Sur ce terrain le Conseil est obligé en fait d'épauler le syndicat (dire qu'il ne le fera pas officiellement est un sophisme) sauf dans le cas où de telles fonctions seraient considérées comme tâche essentielle, ce qui, comme nous l'avons déjà dit, correspondrait à dénaturer son essence.*

*« D'ailleurs, de telles fonctions, que les Conseils acceptèrent à contrecœur, a donné à penser qu'elles n'étaient rien d'autre que la continuation des anciennes Commissions Internes. Par contre, on a pu vérifier maintes fois le fait que dans certaines localités les Commissions internes exerçaient de nombreuses fonctions et avaient réuni déjà diverses catégories sur la base de syndicats d'industrie, si bien que leur structure était presque identique… à celle des Conseils d'usine.*

*« La comparaison pourrait se limiter à une observation superficielle, mais si nous voulons au contraire l'approfondir, nous découvrirons que, en plus des raisons déjà énoncées, il existe une différence nette et substantielle, non seulement pour la façon dont les Conseils sont conçus par nous, mais aussi de la manière dont ils sont proposés par les communistes autoritaires.*

*« Actuellement les diverses thèses tendent à se limiter à deux conceptions fondamentales : le Conseil comme organe anti-étatique et le Conseil comme organe de pouvoir. Dans l'application pratique, les partisans de l'une et l'autre se rassemblent au maximum autour de leurs conceptions fondamentales.*

*« Pour les rapports entre Conseils et Syndicats, les éléments socialistes, des centristes aux communistes, en ligne générale s'entendent sur une plateforme (congrès syndical de Turin - motion Tasca) qui, tout en laissant aux Conseils la possibilité de se développer, garantit, par la création de Conseils généraux formés avec les comités exécutifs des Conseils d'usine des entreprises où les travailleurs sont à 75% organisés, et de commissions spéciales nommées par les seuls organisés quand ils sont moins de 75%, au syndicat l'influence sur les éléments non organisés. La tentative du professeur Tasca, correspond croyons-nous, à ceux qui ont accepté la motion que j'ai signalée dans l'intention de s'en servir comme base pour les prochaines discussions du Congrès socialiste, c'est-à-dire de se rassembler sur les concepts élaborés par la Troisième Internationale (thèse Zinoviev), lesquels d'après Tasca représentaient la voie intermédiaire entre les thèses anarchistes et réformistes.*

*« Pour ce qui nous concerne, ayant eu l'occasion de nous trouver au congrès (syndical) et d'avoir participé aux discussions, nous avons présenté une motion sur le thème, en accord avec nos conceptions, et qui, approuvée par le congrès anarchiste du Piémont, vous est présentée pour examen.*

*« Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé le problème ; nous vous avons seulement présenté le matériel qui se trouve à notre disposition et qui est le fruit de la dure expérience des premiers Conseils en Italie, depuis leur naissance jusqu'à aujourd'hui.*

*« Nous vous avons donc, en synthèse et objectivement, analysé quelques-unes des principales thèses.*

*« En conclusion, nous considérons qu'il est désirable que de la part des anarchistes communistes, soit favorisée la création et l'extension de ces instruments de lutte et de conquête sans pour autant en faire l'unique champ d'action et de propagande, et, comme par le passé, de ne pas s'enfermer dans l'étroit cercle syndical, et de continuer à développer notre activité principale sur le terrain politique.*

*« Ainsi, sans excessives illusions sur les vertus des Conseils d'usine qui ne sont évidemment pas thaumaturgiques, nous vous invitons à féconder d'esprit anarchiste ces nouveaux organismes des plus utiles pour les objectifs de la révolution, et si nous savons les faire nôtres, pour les buts du communisme anti-autoritaire ».*

# LA PREMIERE APRES-GUERRE

La première guerre mondiale n'a pas donné l'occasion au syndicalisme révolutionnaire d'affronter bourgeoisies et pouvoirs européens et de démontrer que les classes ouvrières étaient décidées à mettre à profit les graves crises qu'un conflit international armé provoquait dans tous les régimes. Il n'y eut que des courages individuels et des prises de position minoritaires ; individus en France et en Allemagne, minorités en Italie et aux Etats-Unis. Par contre, les mobilisations signifièrent pour nombre d'organisations se réclamant de la classe ouvrière et qui se morfondaient dans l'opposition ou en marge de la vie officielle, la grande opportunité pour se faire intégrer dans le système.

Même les effroyables saignées ne provoquèrent pas la révolte générale. Il fallut attendre les désastres militaires, la décomposition des appareils d'Etat, l'effondrement naturel du tsarisme en Russie et de la monarchie en Allemagne, pour voir se poser le problème d'une forme de pouvoir nouvelle. Rancœurs, frustrations, haines accumulées ne firent pas du prolétariat, en grande partie sous les armes, la puissance offensive se manifestant sur le terrain des classes. Là où les grandes organisations syndicales subsistaient, l'esprit de conquête fut absent, et les quelques bataillons révolutionnaires décidés combattirent en desesperados, avec déjà le goût du tragique, le sentiment de l'inévitable défaite. Spartakistes de Bavière et de la Ruhr, conseillistes hongrois, insurgés de Lithuanie, terroristes bulgares, paysans d'Ukraine, métallurgistes piémontais et ligures. Peu de chose en comparaison avec les bureaucraties existantes ou en formation, heureuses et fières d'être enfin admises à la table des gouvernants et des administrateurs publics. Aux Etats-Unis, la guerre permit de liquider les I.W.W. et d'installer définitivement l'A.F.L. comme partenaire de prédilection.

Le destin de la révolution russe, marquée dès les premiers mois par le caractère monopoliste du parti bolchevik, l'élimination de toutes les tendances ouvrières non soumises à la nouvelle orthodoxie, allait contribuer non pas à aider moralement et matériellement les débris ou les pousses révolutionnaires d'Europe et d'Amérique, mais à les briser en les dénaturant.

Si la Fédération Syndicale Internationale, dite Internationale d'Amsterdam, rassemble rapidement les mouvements ouvriers sous la bannière réformiste et social-démocrate, l'Internationale Syndicale Rouge ne cherche qu'à cueillir des sympathisants, des ralliés et des clients dans les organisations syndicalistes de formation libertaire, et à les transformer en deux voyages à Moscou et trois congrès, en inconditionnels de la politique pourtant changeante du pouvoir soviétique et de ses succursales politiques ou syndicalistes. Le récit de ces tentatives de captation des courants ou fédérations syndicalistes révolutionnaires est déprimant, tant il est mécanique et répétitif. Pestana pour l'Espagne, Borghi pour l'Italie, tant d'autres pour la France, les Etats-Unis, reviennent d'Union Soviétique avec le doute ou le refus pour cette sorte de recrutement à modèle unique.

L'I.S.R. ne disposera que de dupes ou de fonctionnaires, les premières finissant tôt ou tard par être exclues, injuriées, abattues ; les seconds fournissant le matériel indispensable au triomphe du stalinisme. Mais ces efforts de mise au pas, soutenus sans tenir compte des réalités nationales, coûteront cher, en hommes et en espérances, et contribueront à affaiblir davantage des troupes révolutionnaires battant en retraite presque partout.

Le temps n'est plus à l'assaut, ni même à ses préparatifs. Il est, dans le meilleur des cas, et pour les meilleurs des militants, repli sur les besognes quotidiennes, entretien de certaines règles morales, attente d'un renouveau.

Entre la F.S.I. et l'I.S.R., et après deux ou trois années de vaines tentatives et de pourparlers trompeurs pour trouver un terrain d'entente minimum avec la nouvelle internationale, plus riche en organisateurs qu'en organisations, qui se proclame révolutionnaire, un important secteur syndicaliste révolutionnaire se résoud à créer une Internationale propre. Ce sera l'A.I.T. - Association Internationale des Travailleurs - ainsi baptisée pour perpétuer l'esprit et les buts de la Première Internationale.

Elle est fondée à Berlin, lors d'un congrès qui se tient du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. Y participent les délégués de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine (FORA), qui groupe à l'époque quelque 200.000

travailleurs ; la section chilienne des I.W.W. ; les noyaux syndicalistes du Danemark et de Norvège, ainsi que la Sveriges Arbetares Centralorganisation (SAC) de Suède ; la Freie Arbeiter Union Deutschlands (FAUD), avec ses 120.000 membres ; l'Unione Sindacale Italiana, qui annonce un demi million d'affiliés ; le Secrétariat National du Travail (N.A.S.) de Hollande ; les Comités de Défense Syndicalistes Révolutionnaires de France, encore membres à l'époque de la toute nouvelle C.G.T.U. déjà ralliée à l'I.S.R. ; avec en plus, pour le côté français, la Fédération du Bâtiment et les Jeunesses Syndicalistes de la Seine. Les représentants de la C.G.T. portugaise, de la C.N.T. d'Espagne, de la C.G.T. du Mexique adhèrent, mais leurs représentants n'ont pu, pour des motifs divers, atteindre Berlin.

La déclaration de principe qu'émet le congrès est une affirmation quasi doctrinale, lourde, sans cette flamme qui brûle les activistes impatients, et ne définit pas de tactique pour naviguer dans la confuse situation d'après guerre.

En voici quelques extraits :

*« Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social, et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines, sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à un quelconque pouvoir ou parti politique. Il dresse contre la politique de l'Etat et des partis l'organisation économique du travail, contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas par conséquent pour but la conquête des pouvoirs politiques mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'Etat, celle de la « dictature du prolétariat » y comprise, ne peut en aucun cas être instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.*

*« La double tâche du syndicalisme révolutionnaire s'entend comme suit : d'un côté il poursuit la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration économique, sociale et intellectuelle de la classe ouvrière dans le cadre de la société actuelle. D'autre part, son but final est de porter les masses à la gestion indépendante de la production de tous les secteurs de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique reposant, de la base au sommet, sur le producteur, ne peut être réglée par des décrets gouvernementaux, mais uniquement par l'action commune de tous les travailleurs, manuels et intellectuels, dans chaque branche d'industrie, par la gestion des usines par les producteurs eux-mêmes, sous une forme telle que chaque ensemble, entreprise ou branche industrielle soit un membre autonome de l'organisation économique générale, et puisse se développer systématiquement suivant un plan déterminé, et sur la base d'accords mutuels de production et de distribution, dans l'intérêt de toute la communauté.*

*« Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts : l'abolition du monopole économique et de la domination de l'Etat. Les moyens de lutte sont la grève, le boycott, le sabotage, etc. L'action directe trouve son expression la plus profonde dans la grève générale qui doit être, simultanément, pour les syndicalistes révolutionnaires, le prélude à la révolution sociale.*

*« Ennemis de toute violence organisée par les soins de tout gouvernement, les syndicalistes n'oublient pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se produiront pas sans affrontements sérieux. Ils reconnaissent donc la violence comme moyen de défense contre les méthodes de violence des classes dominantes, dans la lutte pour l'expropriation des moyens de production et de la terre, par le peuple révolutionnaire. De même que cette expropriation ne peut être commencée et menée à bonne fin que par les organisations économiques révolutionnaires des travailleurs, la défense de la révolution doit également demeurer aux mains de ces organismes économiques et non dans celles d'une organisation militaire, ou de toute autre œuvrant en dehors de ces organismes démocratiques ».*

En dehors des organisations présentes ou représentées, il existait un grand nombre de syndicats ou de fédérations autonomes, proches ou se réclamant de l'anarcho-syndicalisme. Ainsi en Uruguay, en Bolivie, aux Etats-Unis. A l'époque, l'ensemble de ces organisations représentait un nombre de membres plus importants que celui contrôlé par l'I.S.R. (Mais cette dernière avait pour l'épauler, et la conditionner, un Etat, aux dimensions d'empire). C'était évidemment un ensemble disparate, en ce sens que certaines centrales, comme en Espagne, étaient illégales, d'autres menacées, comme en Italie, par la montée d'une dictature anti-ouvrière, ou encore étaient minoritaires par rapport aux mastodontes réformistes, comme en Suède.

Aussi grave était le fait que certaines luttaient dans des pays où les lois sociales établissaient un coupe-feu protégeant la société contre la menace d'incendie révolutionnaire, alors que d'autres agissaient dans des sociétés qui découvraient progressivement l'industrialisation et dont les couches dominantes ne prenaient en considération les problèmes sociaux que pour déclencher la répression. Et aussi, dans une partie de l'Europe exsangue et en ruine, la reprise économique ouvrait des perspectives d'améliorations matérielles, auxquelles les travailleurs aspiraient. Car ce sont les conditions sociales, politiques, parfois géographiques, bien plus que les affirmations ou les convictions doctrinales qui commandent, du moins dans la vie des nations. La Confédération espagnole va donc poursuivre son combat, avec parfois des allures et des accents d'épopée, alors que la C.G.T.S.R. française, issue de multiples scissions, et fruit d'un repli, voisin du constat d'échec, verra ses militants, anxieusement agrippés aux vérités d'antan, entretenir entre convaincus solidaires, des espoirs sans cesse rejetés par le quotidien. Seuls résisteront des noyaux professionnels tenaces, animés par une morale propre, comme dans le bâtiment parisien et lyonnais, ou dans les cuirs et peaux de Limoges, ou la métallurgie de la Loire, ou chez les ardoisiers de Trélazé. Des centaines d'autres militants, en réalité fort proches de leurs frères-concurrents de la C.G.T.S.R., préféreront agir au sein de sections syndicales dites réformistes, ou dans celles que le Parti communiste est parvenu à coloniser. Deux phénomènes marquent ces efforts : c'est d'une part le renouvellement des courants syndicalistes révolutionnaires par d'innombrables oppositionnels communistes, sans cesse rejetés ou démissionnaires du Parti ; et d'autre part, le glissement des organisations économiques ouvrières, malgré la survivance des vocabulaires anciens, vers la négociation, l'officialisation, l'intégration.

Il ne s'agit pas là de trahison. Ce serait une explication trop facile, et elle ne vaudrait que pour des individus. C'est une forme d'organisation de la société, un nouveau style dans les rapports entre classes, une plus grande souplesse de l'Etat dans son rôle de mainteneur d'équilibre, qui permettent de comprendre le déclin du syndicalisme révolutionnaire, comme doctrine et comme pratique de la classe ouvrière.

De ce point de vue, la thèse offerte par le sociologue libertaire argentin Jorge Solomonoff, apparaît solide (*Ideologias del Movimiento obrero y conflicto social.* Buenos Aires 1971) : *Evidemment, les définitions idéologiques de la réalité, les normes d'action et les objectifs proposés par l'anarchisme - qui furent acceptés par la grande majorité du mouvement ouvrier organisé - contribuèrent à poser les revendications des salariés en fonction de conceptions combattant le système établi comme un tout. Par cette forme de rationalisation idéologique du conflit social, l'anarchisme contribua en même temps à écarter, chez les travailleurs, tout genre de relations institutionnelles avec les pouvoirs d'Etat. Un autre facteur important pour situer historiquement l'anarchisme dans ce contexte correspond au fait que, cette tendance ne disposant pas d'une organisation de type parti, son action politique s'identifiait en fait avec l'action syndicale. Il en résulte que la quasi totalité de son élite dirigeante fut constituée par des membres de la classe ouvrière. C'est dans cette particularité que se trouve sans doute en grande partie l'explication… d'un contact facile et direct avec les bases, et aussi de l'éclipse idéologique de l'anarchisme qui correspondit aux changements ultérieurs dans l'organisation sociale.*

*« L'analyse objective de la situation sociale argentine dans les décennies finales du XIXe siècle et les premières du siècle présent permet de vérifier que les strates salariées urbaines… ne disposaient pour leurs revendications d'autre voie efficace que celle de l'action directe, voire de l'action violente. A partir de cette situation initiale, les masses laborieuses eurent à opter entre deux types de constructions théoriques définissant les buts et les moyens d'action. L'une, représentée par le parti socialiste, proposait un système de conciliation entre des intérêts sectoriels opposés, sous la tutelle d'un Etat arbitre. Proposition qui était repoussée par les groupes dominants pour être subversive par rapport à leurs intérêts et leur position sociale, et dont les secteurs ouvriers découvrirent à travers de leur expérience quotidienne le caractère inadapté pour la réalisation de leurs aspirations. Pendant cette période, la version locale de la social-démocratie parlementaire ne rencontra d'échos que dans certains groupes ouverts des couches moyennes, lesquels fournirent par ailleurs le personnel dirigeant du parti.*

*« L'anarchisme, sous sa forme anarcho-syndicaliste plus particulièrement, offrait aux secteurs les plus actifs du prolétariat un cadre favorisant l'action qui correspondait à l'état réel des relations sociales de cette époque et en ces lieux.*

*« L'examen des facteurs économiques, sociaux et politiques de la conjoncture historique argentine… explique les variables qui interviennent dans le phénomène étudié et fournit le contexte historique à notre hypothèse en ce qui concerne le fait que les orientations idéologiques et les modes d'action qui prévalent au sein de l'organisation*

*ouvrière en un moment donné constituent fondamentalement une réponse à la situation objective déterminée par le rapport, inséparable, de la disponibilité des moyens de production, des éléments matériels et des constructions idéologiques au moyen desquelles les acteurs sociaux définissent leurs intérêts et règlent leurs conflits. Cette définition doit tenir compte des degrés de liberté dont disposent les divers groupes qui manifestent leurs oppositions dans le cadre de la situation décrite. Pour cet aspect du problème, il apparaît évident que l'ample indépendance dont disposait… l'oligarchie, permit à celle-ci de déterminer les liens suivant lesquels le pays s'incorpora à la structure politico-économique universelle ». C'est-à-dire que « la négation d'une possible communauté d'intérêts entre la bourgeoisie nationale naissante et le prolétariat devient manifeste quand le prolétariat rejette totalement toute mesure protectionniste en faveur de l'industrie locale. Une telle position concorde paradoxalement avec la politique économique de l'oligarchie, mais elle comportait, dans les conditions sociales prévalentes une vision réaliste des conséquences que dans l'immédiat ce genre de mesures aurait pu entraîner pour les possibilités d'existence du prolétariat ».*

En réalité le prolétariat de cette époque, dans cette conjoncture, dispute à la bourgeoisie non encore formée la succession de l'oligarchie. Solomonoff insiste sur le fait que *« l'exclusion de secteurs sociaux d'un système global de décision et d'action, a comme nécessaire contrepartie le rejet de toute solidarité avec les groupes dominants ou avec ceux qui apparaissent comme tels dans l'expérience quotidienne des dominés ».*

Sans doute avons-nous ici, appliquée au cas argentin, l'explication, valable aussi pour d'autres pays, du caractère conquérant de l'avant-garde ouvrière. Exclue de toute participation, la classe ouvrière n'a d'autre issue que d'exiger la totalité du contrôle sur l'économie et se considérer elle-même comme société naturelle, l'autre société, officielle, n'existant que par l'exploitation, la force, la contrainte. C'est le total refus de l'oligarchie qui explique et justifie la totale revendication prolétarienne. Mais que viennent des mesures favorisant une meilleure - quoique fondamentalement injuste - répartition du revenu national, et la majeure partie de l'effort ouvrier va se porter sur l'exploitation des possibilités d'intégration.

Contrairement aux phraséologies enrobant la volonté révolutionnaire, l'immense majorité du prolétariat, dans une société où le capitalisme est moteur, organisateur et témoigne d'une extraordinaire capacité d'adaptation, aspire non pas à s'emparer de cette société ou d'y substituer une contre-société dont il serait la substance, mais bien à être reconnu comme partie prenante, admise, reconnue. Cela semble évident en 1936, où la grande vague de grèves avec occupation des entreprises ne prend en aucun moment une allure révolutionnaire. Pas plus que l'énorme poussée du Congress of Industrial Organization, porteuse des revendications des nouvelles couches ouvrières de la grande industrie centralisée, nord-américaine, ne prend l'allure, quelle que soit la violence qui parfois affleure, d'un mouvement subversif. En réalité, les couches prolétariennes les plus exploitées, les plus méconnues, exigent leur admission, et le plus souvent l'obtiennent. Sans pour autant que la société en soit fondamentalement modifiée dans ses mécanismes d'exploitation.

Le cas espagnol est certes différent. A la fois par le type d'organisation ouvrière qui intervient dans la mêlée sociale : fédéraliste, multiple, impulsée par une infinité de cellules de base, sections syndicales, syndicats, comités de quartiers, éléments municipaux, enracinée dans la vie et la coutume ouvrière et paysanne, mais aussi, évidemment, par le type de société marquée à la fois par la géographie et les structures d'exploitation et de pouvoir. Dans la perspective de succession à la « vieille Espagne » - oligarchie terrienne et minière, Eglise plus soucieuse d'administration des biens que d'évangélisation, Etat centralisé et limité aux tâches de répression et de collecte d'impôts - bourgeoisie limitée aux provinces périphériques et prolétariat à la fois industriel et paysan sont encore en compétition. De vastes propriétés que l'on peut collectiviser, des régions rurales où les communautés surgissent aisément, des usines de dimensions petites ou moyennes, dont le personnel connaît le fonctionnement. L'échec final de 1939 ne se devra pas à la prise en main de l'économie par une classe ouvrière et par une paysannerie pauvre ou sans terre, l'une et l'autre organisées et entraînées à prendre des responsabilités immédiates sur le plan local et régional. C'est sur les terrains de la guerre - nationale et internationale -, c'est par l'intervention des facteurs extérieurs - et paradoxalement davantage dans le camp « républicain » que dans le magma franquiste - que l'effondrement deviendra inévitable. Face à l'effort d'organisation syndicaliste libertaire, un véritable mur de classe - républicains petits et moyens bourgeois, mais aussi appareils politiques, embryons de la nouvelle classe d'Etat - se créera, rassemblant, par dessus et au delà des masques idéologiques, toutes les fractions sociales, du passé et d'avenir, qui craignent une révolution authentique, et l'émergence d'une

société de véritable participation, de démocratie sociale vraie. Un mur qui sera étayé, cimenté par l'intervention soviétique, qui ne voit dans l'Espagne qu'un pion à jouer sur le grand damier de la politique internationale. Un mur dont quelques briques se nommeront par ailleurs les nouveaux messieurs des nouveaux appareils de la CNT et de la FAI, tant il est vrai que les phénomènes de bureaucratisation n'épargnent pas les organisations à statuts anti-bureaucratiques, la seule garantie étant l'intérêt et le courage des membres et militants à pratiquer effectivement la règle du ni dieu ni maître.

L'effort à contre courant des syndicalistes révolutionnaires ne s'en manifeste pas moins, dans les pays fortement industrialisés. Mais il porte sur le maintien ou la création d'un camp ouvrier organisé qui soit indépendant, à l'abri des tutelles politiques, échappant aux grandes manœuvres de politique internationale, pratiquant un combat défensif et ne conservant des perspectives révolutionnaires qu'une sorte de refus de s'intégrer. Ainsi les petites équipes du Réveil Syndicaliste en Belgique, résistant à la totale politisation de la Commission Syndicale étroitement liée au Parti Ouvrier Belge, s'ingéniant à susciter ou à favoriser les révoltes de base, à la fois contre les appareils syndicaux et contre une bourgeoisie particulièrement dure. Cela au début des années 30. Bataille inégale, car les règles de la centrale belge sont tranchantes. Suivant la « motion Corneille Mertens », toute attaque publique du P.O.B. - socialiste - entraîne l'expulsion du syndiqué. C'est donc une véritable guérilla, avec de temps à autre des appels à la grève, - et des grèves - malgré ou contre l'appareil syndical, qui est menée.

Situation différente mais aussi désespérée, pour les Cercles Syndicalistes Lutte de Classe, dont l'organe s'intitule aussi Réveil Syndicaliste, en France, en 1938 et 1939. Ces militants, venus des groupes anarchistes d'usine et de nombreux petits noyaux de communistes d'opposition, ont à mener un combat difficile, coincés entre les réformistes de l'école Jouhaux et les staliniens de la cuvée Thorez. La lucidité est alors un luxe, et les conséquences dans les entreprises ou services se paient souvent par le renvoi.

Ici aussi, il faut se méfier des formules qui ont servi à caractériser ces formes de maintien d'un esprit et d'action syndicaliste révolutionnaire, et plus particulièrement de celle qui résume ces formes par une volonté de « redressement syndical ». Nul semble-t-il n'a jamais entretenu l'illusion que la Commission Syndicale de Belgique ou la C.G.T. « unitaire » de France, pouvaient, dans la décennie 30, être « redressée ». Ce qui était évident, c'est que les militants se battaient, là où il était possible de se faire entendre : sur le lieu du travail et dans les assemblées syndicales.

La conclusion d'une étude « sur le tas », publiée aussitôt après le conflit du printemps 1938, où l'on vit un mouvement parti de la base dans les boites de métallurgie s'opposer au retour à la semaine de 45 heures être torpillé par réformistes et staliniens unis dans les besoins de la Défense nationale, est significative (« Quand les grévistes ne dirigent pas leur grève », Charles Ridel in *La Révolution Prolétarienne - Mai 1938*) : *« Remarquons… que le syndicalisme qui faisait trembler la bourgeoisie en 1936, fait aujourd'hui antichambre dans les ministères et recherche les meilleures méthodes de participation à la défense nationale. Les deux ans de colonisation, les dizaines d'années de réformisme portent leurs fruits.*

*« Quel fut le prix de la grève ? Quels furent les termes du marchandage ? Certaines garanties de la part de Deladier au sujet du pacte franco-russe ? Des promesses pour l'Espagne ? Des garanties pour que le néo-pacte de Stresa ne se transforme en nouveau pacte à quatre au grand dommage de l'U.R.S.S. ? Le renforcement des mesures contre les étrangers « blancs » ou non orthodoxes ?*

*« La diplomatie secrète qui a cours dans le mouvement ouvrier ne nous permet pas de le savoir à coup sûr. Encore une fois, ce qui nous importe, c'est de savoir que la grève n'appartint pas aux grévistes et que leur mouvement fut négocié par des éléments syndicalement irresponsables.*

*« Pour montrer à quel degré le patriotisme est devenu de mode chez les « purs », il* est bon de dire qu'une proposition du camarade Lemire, tendant à ajouter à une résolution sur la paix un paragraphe saluant les métallurgistes antifascistes allemands en lutte contre Hitler, fut rejeté par tous les « antifascistes » bellicistes de la IIIe Internationale.

« … Dans tous les milieux, dans toutes les tendances, le découragement sévit.

« Il faut s'attendre à une baisse importante des effectifs. Certains parlent de 20%. Ces défections comprendront non seulement les ouvriers hésitants et sans tradition syndicale, qui cherchent surtout à conserver un emploi

somme toute stable et relativement bien rémunéré, mais aussi de bons éléments syndicalistes qui ne peuvent plus respirer l'atmosphère d'un syndicalisme de caserne.

« Les « professionnels » du P.S.F. et les divers comités patronaux, sans devenir des organisations numériquement importantes, ont cependant gagné en influence, en spéculant sur la fatigue et surtout sur l'anticommunisme sans contre-partie révolutionnaire. Ils mordent principalement sur les employés et techniciens.

« La C.G.T.S.R. qui possède quelques adhérents dans plusieurs usines, ne joue pas un rôle actif, sauf en certaines occasions précises comme la chasse aux jaunes chez Citroën. Boycottée sévèrement par les dirigeants locaux, desservie par ses fautes sectaires, elle recueillera cependant un certain nombre de militants dégoûtés, mais pas dans une proportion telle que ses sections puissent prendre figure de syndicats.

« Quant aux minoritaires, leur influence a grandi au cours du mouvement, grâce à leur combativité et à leurs positions nettes. Mais eux-mêmes en arrivent à douter du redressement régulier et patient de la Fédération des Métaux où la démocratie ouvrière est bafouée. La lutte ne se mène pas à armes égales. Des facteurs extérieurs, incontrôlables, pèsent sur la vie syndicale. L'adversaire du syndicalisme se trouve être le syndicat lui-même, le syndicat bureaucratisé, intégré à l'appareil, instrument aveugle aux mains d'un comité supérieur inaccessible.

« Les syndicalistes révolutionnaires sentent combien la plupart des syndicats sont devenus des pions sur l'échiquier politique, à côté d'autres pièces comme Ce Soir, à côté d'organisations comme le Parti Camille-Pelletan, comme les radicaux stalinisés, à côté d'entreprises comme France-Navigation, ou encore comme le Guépéou français.

« La question se pose brutalement. Pour lutter dans les syndicats, il faut qu'il y ait encore des syndicats, c'est-à-dire des organisations de travailleurs se régissant par les décisions des seuls adhérents. Si les syndicats existants répondent à cette définition, la lutte des minoritaires peut se poursuivre, le libre jeu de la démocratie peut les faire triompher. Sinon, bonne ou mauvaise, l'idée de la scission fera son chemin… ». Car le facteur nouveau, dans la vie syndicale d'une C.G.T. réunifiée - grâce surtout à la circonstancielle conjonction des positions du PC et de la bourgeoisie française pour le réarmement de la Nation -, c'est le poids de la machine communiste, étroitement dépendante des décisions prises en Union Soviétique sur le plan des relations internationales.

Le stalinisme n'est pas une doctrine, c'est une technique policière s'exerçant au physique et au moral. Au physique, par la menace, les coups, les assassinats. Au moral par l'usage de tous les procédés de chantage, de double jeu, d'intoxication. A la C.G.T., dans les usines, la machine politique du P.C. s'est emparée d'un grand nombre de leviers de commande, et la démocratie ouvrière est devenue une farce. Le cri de l'instituteur Serret au Congrès de Nantes, en 1938, est celui d'un révolutionnaire sous la meule : *« Nous ne serons pas les Sénégalais de Staline »*.

Et avec une Allemagne vidée de ses impressionnants partis social-démocrate et communiste par un national-socialisme organisé suivant les procédés d'un totalitarisme technocratique et dans un esprit moyen-âgeux ; avec une Italie où les fanfaronnades de Mussolini couvrent une répression méthodique, l'entre deux guerres n'offre guère d'illusions ni même d'espoirs aux combattants de la société de libres producteurs. Pas même en Argentine, où dès 1930 les Forces Armées commencent à concevoir leur futur rôle d'appareil de gouvernement, avec, pour, et bientôt sans, l'oligarchie régnante, et où la FORA va perdre son élan, donc sa puissance, face à un pouvoir qui se veut nationaliste et mobilisateur. Ni moins encore au Japon, où le militarisme triomphe et place l'économie, classe ouvrière comprise, sous sa botte.

La dernière, la seule compagne du syndicalisme libertaire, c'est la classe ouvrière, dans sa complexe vérité, inépuisable chapeau de prestidigitateur.

# UN MOUVEMENT QUI A SON HISTOIRE

Les livres d'histoire du mouvement ouvrier ressemblent trop souvent aux livres d'histoire scolaire, en ce sens que les réalités complexes sont fréquemment remplacées par des schémas simplifiés à l'extrême, qui permettent de justifier les prises de position des éditeurs, qu'ils soient d'Etat, de parti, partisans ou tout banalement commerçants.

Il convient assez peu en effet, aux historiens de parti, et aux partis, qu'ils soient socialistes, communistes ou entre deux chaises, de rappeler à leurs adhérents que, par exemple, le Premier Mai est une date étroitement associée aux combats que livrèrent les travailleurs nord-américains dans le dernier quart du siècle dernier, et dont un des épisodes les plus tragiques fut la pendaison des ouvriers anarchistes.

Et pourtant la naissance, la formation du mouvement ouvrier ne peut être détachée des activités et initiatives des travailleurs libertaires, qui voulaient que la classe ouvrière fut consciente, conquérante, libre. On retrouve cette volonté d'organisation, de combat, de préparation au futur dans la plupart des pays en voie d'industrialisation, dès la fin du XIXe siècle. C'est dans les pays latins qu'elle se manifeste le plus vigoureusement et qu'elle se maintient au travers d'une série d'expériences souvent douloureuses.

En Espagne, en raison notamment du caractère compartimenté des régions, le fédéralisme, le refus de se plier aux ordres du pouvoir central, le goût des organisations se gérant elles-mêmes, caractérisent les débuts et le développement du mouvement ouvrier. Grèves, insurrections, répressions, maintien des noyaux militants dans la clandestinité, lois anti-ouvrières, arrestations, terrorisme et contre-terrorisme forment un cycle qui se renouvelle sans cesse et donne finalement naissance à la Confédération Nationale du Travail - C.N.T. - qui incarnera pendant des décennies le prolétariat combattant. Jusqu'à la guerre civile de 1936, déclenchée par les forces économiques réactionnaires et les cadres de l'armée, mais provoquant une réaction ouvrière triomphante dans les provinces industrielles et dans les régions agricoles à tradition révolutionnaire.

Et c'est alors une démonstration des capacités d'organisation et de gestion des syndicats, des sections d'entreprises, des unions locales et des fédérations d'industrie. En 24 heures, pour prendre l'exemple de Barcelone, des villes et des villages de Catalogne et du Levant, les transports se remettent à fonctionner, les usines à tourner. Le ravitaillement est aussitôt assuré, et cela par les organisations ouvrières où se dévouaient des milliers de militants de base, habitués à prendre des initiatives et à compter sur eux-mêmes en toutes circonstances et non pas à attendre des ordres venus d'en haut.

Dans les diverses centrales italiennes, l'influence, les méthodes d'action directe, les objectifs libertaires, sont également présents. C'est plus particulièrement le cas de l'Union Syndicale Italienne (U.S.I.), mais les diverses grandes fédérations autonomes en sont également, à des degrés divers, imprégnées. Les travailleurs des carrières de marbre de la région de Carrare imposeront, en 1920, la journée des 6 heures. Mouvements revendicatifs, presse nombreuse et agile, participation active et fréquemment décisive pendant la période d'occupation des usines en 1920, les syndicalistes libertaires italiens seront finalement écrasés. Non sans combats et ripostes, mais finalement acculés à l'isolement tant par le patronat que par les services de répression, la magistrature, les groupes armés du fascisme tolérés par le pouvoir, alimentés par les caisses noires des industriels, la pusillanimité des socialistes.

Minoritaires, comme en Suède ou en Hollande, ayant parfois à résister à l'énorme bureaucratie des syndicats fortement centralisés, comme en Allemagne et en Belgique, ou imprégnant l'ensemble des courants ouvriers d'un certain nombre de coutumes (la défiance envers les partis politiques, le refus du fonctionnariat syndical, le rejet des interventions et des contrôles de l'Etat, une constante pratique de la démocratie intérieure, la confiance dans les capacités créatrices du prolétariat) comme en France, en Argentine, en Uruguay, ou encore ouvrant le chemin aux grandes organisations réformistes par une action d'avant-garde, comme aux Etats-Unis, les syndicalistes

révolutionnaires sont inséparables des luttes prolétariennes quand ils n'en sont pas les seuls animateurs, et cela depuis plus d'un siècle.

Il s'agit d'un long et pénible effort, mené en général dans l'anonymat, dont il ne reste ni monuments ni culte, mais une certaine souvenance et, parfois enfoui dans l'inconscient, une légende indéfiniment renouvelée.

Car, insistons sur ce point, il n'est pas question de faire dépendre le comportement et l'action ouvriers d'une théorie anarcho-syndicaliste, mais bien de constater que ce qui, dans la classe ouvrière, tend à exprimer une conscience autonome, un désir d'émancipation, un effort d'organisation, un but de société libre et fraternelle, se retrouve dans le syndicalisme révolutionnaire, et que celui-ci n'a d'autre raison d'exister que de maintenir, développer, faire aboutir cette volonté.

Les « gros bras » venus de toutes les régions d'Europe et qui formèrent le prolétariat des Etats-Unis - mineurs, bûcherons, marins, gars du bâtiment -, créèrent les I.W.W. - **Industrial Workers of the World** - Ouvriers Industriels du Monde. Ils menèrent des luttes titanesques, furent pratiquement annihilés au cours de la guerre de 14-18, car ils demeurèrent fidèles à leurs convictions internationalistes. Ils étaient l'Internationale, et le nationalisme, c'est-à-dire l'Etat et la volonté de puissance, la défense des hiérarchies d'argent et de pouvoir, ne pouvait les tolérer. Leurs militants détenus, condamnés, parfois massacrés, leurs journaux interdits, leurs locaux fermés, les polices officielles et privées continuellement à leurs trousses, ils semblèrent disparaître, du moins en surface. Et de fait, le prolétariat nord-américain se transformait, ramassait les avantages de la croissance industrielle, sous forme de salaires et de meilleures conditions de travail. Jusqu'à la grande crise de 1929, où les armées de chômeurs se formèrent en interminables files aux portes de l'usine et attendirent le droit d'être repris en laisse. Et c'est en partie l'esprit des I.W.W. qui reparaît quand, face à la vieille **American Federation of Labor - l'A.F.L.**, centrale déjà fonctionnarisée, respectueuse de la propriété privée, et groupant les corporations les mieux protégées, se forme le **Congress of Industrial Organisations - C.I.O.** - qui rassemble les non qualifiés, les non protégés, et aussi les nouvelles catégories industrielles, et fait sentir le poids, avec la reprise des activités économiques, par de grandes grèves avec occupation, du prolétariat neuf. Une brève renaissance de l'espoir en une société socialiste.

Un phénomène semblable se manifeste dans les pays d'Amérique latine, et singulièrement en Argentine et en Uruguay, où des courants syndicalistes libertaires s'affirment dès la fin du siècle dernier et font des prolétariats immigrés des forces révolutionnaires agressives. Jusqu'aux années 20, on peut voir dans les diverses centrales, mais plus spécialement dans la **F.O.R.A.** (Fédération Régionale Ouvrière Argentine), une véritable contre-société qui dispose de la plupart des rouages d'un appareil de production, de distribution, de vie culturelle. Alors qu'un grand nombre de travailleurs immigrés, qui représentent parfois la majorité de la population active, ne possèdent aucun droit de citoyenneté, et n'existent que comme main-d'œuvre pour les propriétaires terriens, le patronat et l'Etat, les organisations ouvrières imposent la présence et l'influence de ces populations dans la vie publique du pays.

Il faudra l'arrêt de l'immigration, l'apparition du grand mouvement migratoire des provinces de l'intérieur vers les villes de la côte et du « littoral » fluvial, plus particulièrement vers Buenos-Aires, puis la prise du pouvoir par les Forces Armées et l'étatisation du mouvement syndical sous couvert de « justicialisme », pour briser la puissance ouvrière.

Les exemples de luttes, d'auto-organisation, d'expériences diverses, de création d'une culture propre ne manquent pas, aussi bien en Australie qu'au Japon, au Mexique qu'en Bulgarie. Il y a là une véritable chevauchée, pas toujours inscrite dans les livres ou illustrée par des plaques commémoratives, mais qui se garde dans les mémoires ouvrières. De quoi entretenir une profonde tradition et nourrir l'espérance, ou du moins une maintenance.

Mais l'exaltation de ces milliers et dizaines de milliers de militants, de toutes régions, et toutes origines, créant au travers de la tragédie de la révolution industrielle et du triomphe de la bourgeoisie capitaliste comme du renforcement des disciplines d'Etat, une société ouvrière qui cherche ses règles de fonctionnement et esquissent ses perspectives, n'est pas suffisante pour conserver ou rendre force au prolétariat conscient. Rappeler les combats et les sacrifices, exalter les guerres sociales du passé pourrait se transformer en une sorte de rituel, alors que c'est la prise sur le présent et la création du futur à partir d'aujourd'hui qui doivent préoccuper le travailleur. Ici et maintenant.

# LES NOUVELLES SOCIETES

Ce qui était l'objectif et l'espoir des mouvements ouvriers combatifs et conquérants hier, peut-il encore être poursuivi aujourd'hui ? Autrement dit, ce qui semblait être à la portée de la main : une société de producteurs libres, est-il encore accessible, ou est-ce un songe appartenant au passé ?

La mine aux mineurs - non pas en propriété corporative, mais, en termes de gestion, au service des besoins publics -, l'usine administrée par ceux qui y travaillent, la terre à ceux qui la cultivent, sont-elles des formules qui appartiennent au musée des souvenirs ?

Remarquons tout d'abord que la relative simplicité des formes de production industrielle rendait les projets ouvriers praticables, réalistes. Les entreprises, dans leur immense majorité, étaient de dimensions « visibles », en ce sens qu'elles employaient des personnels de quelques centaines, rarement de plusieurs milliers de salariés. Par ailleurs, les procédés de fabrication étaient relativement simples, et leur modification était lente. Il n'était donc nullement absurde que les travailleurs de la chaussure conçoivent le renvoi du patron, la modification d'un type de production - conçue essentiellement pour le profit, l'exploitation de la main-d'œuvre et d'économies réalisées au détriment de la qualité des matières utilisées -, et son remplacement par une administration collective, avec organisation du travail par équipes, et une fabrication visant la satisfaction de l'utilisateur.

Pour le plus grand nombre de manufactures et usines, il en allait de même. La plupart des travailleurs pouvaient parfaitement envisager cette solution, et l'appliquer.

Mais une économie dont le développement est mu par la concurrence commerciale, a tendance à favoriser la centralisation et à conduire au gigantisme. L'extrême division du travail, la complexité des services de conception, d'administration, de production, de publicité, de financement, de prospection des marchés, provoquent l'émiettement des responsabilités des participants, de plus en plus réduits à leur stricte spécialité, alors qu'augmentent, en nombre et en influence, les organes de direction et de coordination. Dans les grands complexes industriels, voire dans les entreprises où travaillent des dizaines de milliers de salariés, rares sont les femmes ou les hommes qui conservent une exacte évaluation de leur rôle, et moins encore une connaissance, même générale, de la marche de l'usine où ils sont employés.

Cette tendance à la transformation du travailleur en un rouage d'une immense machine dont le fonctionnement lui échappe, est encore accélérée et accentuée par divers phénomènes qui relèvent pour la plupart de la guerre économique que se livrent les nations, les blocs de nations, et aussi les monstres industrialo-financiers dont les dimensions dépassent le cadre national.

En effet, la guerre permanente entre centres de production, pour la conquête ou la conservation des marchés, leur extension, fait que le simple marché national ne suffit plus pour déterminer les dimensions de l'entreprise. Très rapidement, le centre producteur national, sous peine de disparaître, ou bien doit se donner des proportions internationales, de façon à trouver des débouchés suffisants pour développer sa production, éliminer la concurrence, ou bien se résigner à entrer comme associé ou comme dépendant dans un groupe disposant déjà des moyens financiers et des réseaux de services indispensables à la lutte sur le plan international. Disons que telle firme d'automobiles italienne ou bien se montre capable de tenir tête partout dans le monde à tel groupe de producteurs d'automobiles nord-américains, ou bien doit s'allier pour créer une force capable de s'imposer mondialement. La troisième solution est de se résoudre à ne plus être qu'une pièce d'un dispositif de l'ancien adversaire et de continuer à exister en acceptant sa loi.

Un autre phénomène, qui correspond sans doute à l'aspect financier du premier, est celui qui couvre la naissance de groupes internationaux qui disposent de capitaux considérables et s'ingénient à placer ces capitaux en ne tenant compte que de leur rentabilité maximum, sans se soucier ni de la nature de la production, ni de l'emplacement du centre de production, ni de la couleur politique du régime ou du pouvoir, si ce n'est par rapport aux bénéfices prévisibles. Il devient pratiquement impossible de savoir si l'origine de ces capitaux est

nord-américaine, japonaise, ouest-allemande, arabe, suédoise, sud-africaine, française ou italienne. Il s'agit d'argent sans odeur ni drapeau.

Et, tout aussi important, il y a le fait que cet argent n'a plus d'Etat derrière lui pour le protéger. Cet argent est déjà en mesure d'échapper ou de s'opposer, ou de s'imposer à une volonté nationale et de briser ou de contourner les règles économiques édictées par une législation d'un pays déterminé. Mieux, dans la mesure où il préfère s'investir dans le pays le plus accueillant, c'est-à-dire qui offre le plus d'avantages aux chercheurs de bénéfices, il pénalise l'Etat qui défend ses prérogatives et sa souveraineté.

Bien des changements dans les types de société, dans le fonctionnement des entreprises, dans la nature du travail se sont donc produits et ont profondément bouleversé les rapports entre patrons et salariés, tout en transformant la composition intérieure de la classe ouvrière.

Ce sont ces modifications que nous voudrions examiner, car il serait vain de conserver un vocabulaire, des espérances, et des formes de lutte nées et grandies dans des circonstances bien déterminées, alors que le présent serait totalement autre et exigerait pour être compris de nouveaux mots, et pour être modifié, de nouvelles méthodes. Doivent être remplacées, des structures qui eussent été inimaginables il y a seulement un demi-siècle.

Les patrons sont-ils ce qu'ils étaient au siècle dernier ? Les travailleurs forment-ils une classe semblable à celle du début de l'industrialisation ? Les formes d'exploitation ont-elles été fondamentalement changées ? L'Etat est-il la machine à réprimer d'autrefois ?

# LE PATRONAT ANONYME

Pendant les grandes grèves de 1936, les travailleurs français qui occupaient les usines connaissaient souvent encore le patron, qui était propriétaire de l'entreprise et qui la dirigeait en personne. Ce qui leur permettait de lui promettre de le pendre, s'il ne leur accordait pas satisfaction.

Depuis, l'usine appartenant à un homme, à une famille, et gérée par un individu ou un groupe familial, a tendance à disparaître, devient de plus en plus rare. Même si en apparence la fabrique ou l'atelier semble encore être le bien personnel d'un patron, il est fréquent qu'elle dépende en fait d'un groupe financier ou d'une entente industrielle, si bien que sa conduite se trouve obligatoirement inscrite dans des limites données, comme s'il s'agissait d'une branche d'un grand ensemble, d'une succursale d'un plus vaste complexe.

En effet, pour vendre plus facilement, il faut fabriquer en grand nombre, ce qui n'est possible que par la modernisation de l'outillage et des machines, ce qui à son tour demande des capitaux de plus en plus importants, en général supérieurs aux ressources ou aux possibilités de crédits d'une entreprise de type individuel ou familial. Pour affronter des concurrents qui pratiquent la même course à l'organisation, à la production en masse et à la conquête des marchés, il faut donc s'allier à d'autres fabriquants, créer des centres d'achats de matières premières communs, participer à la mise en place de grands systèmes de recherches et d'études, de vastes dispositifs pour la prospection des marchés internationaux.

Ce développement et cette technification ne sont plus de proportions locales, ni même régionales. Elles s'imposent à l'échelle nationale et internationale. Et le financement de ces organisations de plus en plus compliquées ne peut plus être attendu de patrimoines familiaux. Il relève de grandes banques - certaines nationalisées - ou de groupes bancaires, lesquels arrivent rapidement à jouer le rôle de coordinateurs, d'animateurs, de contrôleurs, de participants à pouvoir de décision majeur.

Les sociétés de production prennent de plus en plus la forme de sociétés anonymes dont le capital appartient encore, en partie, souvent minoritaire en pourcentage, à l'ancien propriétaire, promu directeur général, c'est-à-dire encore premier personnage chez lui, mais en fait subordonné à des décisions prises à un échelon supérieur. Progressivement, les héritiers deviennent actionnaires, sont désignés à des postes de commande, par cooptation, fréquemment par solidarité de groupe ou de classe, mais aussi parce que certains d'entre eux, surtout les jeunes, se spécialisent et deviennent, en suivant des carrières universitaires, en passant par les grandes écoles, des techniciens de valeur. Apparemment le P.D.G., le Président Directeur Général, est l'homme qui commande, et en fait il possède une autorité réelle sur le secteur qu'il dirige. Mais il devient aussi d'une certaine façon un salarié, en ce sens qu'il peut être renvoyé par un conseil d'administration qu'il ne peut toujours manipuler, et qui lui-même dépend de groupes financiers qui font la pluie ou le beau temps, en avançant ou en coupant les crédits.

Il n'y a pas à verser des larmes sur le sort de ceux qui sont frappés, par incapacité ou pour raison de surnombre. Ils sont généralement recasés et conservés dans des postes honorifiques mais bien rétribués. Par rapport au chiffre d'affaires, la solidarité de clan ne coûte pas tellement cher aux finances d'une entreprise. Ce qui est important à retenir c'est que le patron de droit divin, le capitaine d'industrie, a tendance à s'effacer au profit d'organismes de gestion dont les membres sont interchangeables, et qui sont plutôt des gestionnaires ou des hauts-commis que des bêtes de combat.

Alors que partie des hommes - et des femmes - qui formaient l'ancien patronat à tendance à se fondre dans le secteur des techniciens et des administrateurs (même s'ils conservent des capitaux dans l'affaire), une autre catégorie y pénètre, et elle vient en quelque sorte « d'en bas ». Ce sont les produits des grandes écoles, parfois des self made men, c'est-à-dire des gens sortis du rang. De la mêlée agitant les couches inférieures, où ambitieux et voraces cherchent à s'élever, des hommes se détachent, qui jouent des coudes, travaillent dur, mettent à profit les opportunités. Ils seront promus à l'occasion d'une vacance ou d'une carence dans le personnel supérieur.

Tout un monde se crée ainsi, plus nombreux que les anciennes strates de possédants, où le compte en banque n'est pas nécessairement le facteur le plus important, ou celui qui est pris le premier en considération. C'est parfois le diplôme, ou le cran, ou tout simplement l'habileté qui favorisent la promotion. Un monde de cadres dirigeants, à traitements élevés, avec avantages divers : voiture et chauffeur de service, frais de représentations, voyages d'affaires ou de prestige. Des solidarités se nouent, parfois à base d'appartenance à une grande école - Polytechnique, Centrale, Mines, Hautes Etudes Commerciales -, parfois par alliances familiales ou amicales. Un milieu qui connaît évidemment ses luttes et ses haines, ses coups de Jarnac et ses éliminations, mais un milieu solidaire quand il s'agit de défense collective, de défense, par exemple, contre « ceux d'en bas ».

Pour le salarié, pour l'ouvrier professionnel, pour le manœuvre, pour l'employé, il y a là un changement capital. Il n'y a plus un patron, mais des directeurs - commercial, technique, de vente, financier, etc… -. Les revendications ne se heurtent plus à un « non » patronal, personnel, qui pouvait s'expliquer par une volonté de pouvoir, ou par des servitudes économiques de circonstance, mais à un « non » déterminé par des machines calculatrices, décidé par une IBM, une Bull ou une Burroughs. Ou à un « oui » limité par des perspectives immédiates, dans le cadre d'un système dont le fonctionnement et l'orientation générale échappent en fait aux dirigeants locaux.

La marche de l'usine, du service, n'est plus connaissable pour un salarié de base, même bon observateur. Car l'usine est elle-même partie d'un tout, partie visible d'un tout inconnu. Si bien que la tentation conquérante d'une expropriation ouvrière, de la mainmise par le personnel sur les moyens de production, ceux qui sont à portée de main, devient plus difficile à imaginer.

Simultanément, à la hiérarchisation de l'entreprise et au passage à l'anonymat des bénéficiaires privés, ou peut-être comme préalable, se fait évidente la mutation profonde que subit la production. Du moins dans les secteurs essentiels de la grande industrie. Le compagnon du faubourg Saint-Antoine savait en gros quelle était l'origine des bois qu'il travaillait - chêne, hêtre, teck, « fruitiers », acajous divers -. Aujourd'hui la fabrique de meubles utilise presque autant de matières synthétiques que de bois. Et ceux qui travaillent, le plus souvent à la machine, ces matières, n'en connaissent ni la composition, ni les procédés de fabrication. Ce n'est là qu'un exemple qui permet de comprendre la différence, le changement. Mais dans l'industrie chimique, celle qui utilise les sous-produits du pétrole, ou des matières d'origine agricole, l'ouvrier manuel n'a plus la moindre idée du processus d'élaboration ni même du destin final du produit. Il sert la machine, abaisse des manettes, suit des aiguilles sur des appareils de contrôle, enfourne ou fait couler, fait cuire ou démoule, sans en connaître le pourquoi.

Le pourquoi est du domaine d'une autre catégorie de salariés, qui elle aussi possède sa hiérarchie, et qui a ses manœuvres du cerveau - ingénieurs qui répètent des années durant le même genre de calcul ou de mise au point -, ses contremaîtres, responsables d'un bureau ou d'un service, ses directeurs, planifiant, suant, se trompant ou réussissant au niveau supérieur, mais salariés eux aussi, en fin de compte. Donc se bagarrant, parfois se crevant, pour tenir le coup, éviter le renvoi, arrachant des tranches de salaires juteux quand ils se savent indispensables, mis au rebut quand leur esprit de lutte ou leur capacité d'initiative faiblissent.

Alors le copain syndicaliste, qui a parfois suivi et vécu cette révolution personnellement, de boîte en boîte, parfois dans la même grande exploitation, se gratte la tête, et se demande si son espoir appartient au passé, comme sa jeunesse, ou s'il s'agit de nouvelles difficultés à affronter qui laissent l'espoir intact.

# L'ETAT PATRON

A peu près seuls dans le mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires - et en cela ils témoignaient de leur solide filiation libertaire - ont toujours mis en garde les travailleurs contre le danger que représentait l'Etat, sous ses diverses apparences et en ses diverses fonctions.

Contrairement aux partis politiques qui en général préconisaient, et préconisent, d'utiliser l'appareil d'Etat pour remplacer les classes dominantes - oligarchie, bourgeoisie - et de confier à l'Etat la propriété des usines, ateliers, entreprises, services publics, après avoir exproprié les individus, groupements et sociétés qui les possèdent. Les syndicalistes libertaires ont préféré la gestion directe par les travailleurs, et sur cette base la construction d'organisations de plus en plus étoffées, pour assurer la production, les échanges, et régler les problèmes de la distribution. La plupart des partis, tout en se réclamant de la classe ouvrière et en promettant que leurs tactiques permettraient d'aboutir à la création d'une société de travailleurs, sans appareil d'Etat, ont préconisé la conquête de l'Etat, source et garantie de pouvoir, à partir duquel l'œuvre révolutionnaire pourrait être planifiée.

Les anarcho-syndicalistes, poursuivant en cela une tendance constante de la pratique ouvrière et des essais de théorisation qui l'accompagnaient - Bakounine, Proudhon, Malatesta -, affirmaient que si l'on voulait bâtir une société de travailleurs libres, il fallait commencer par ébaucher cette société, à partir d'organisations syndicales, de comités d'usines, de coopératives, par l'apprentissage des méthodes de démocratie et de fédéralisme, éliminant la bureaucratie ou empêchant sa création, rendant inutile le centralisme toujours associé à l'oppression, qu'elle fut monarchique, jacobine, impériale ou, plus tard fasciste.

L'Etat était instrument aux mains des privilégiés, outil destiné à maintenir les exploités dans leur situation d'infériorité, pour les mater en cas de révolte, pour les contraindre à la production, ou les mobiliser pour la guerre. L'Etat était police, armée, tribunal, prison, impôts. Croire que cette machine pouvait être mise au service de la révolution prolétarienne et assurer son triomphe, en plaçant à la tête de ses services des dirigeants bien intentionnés semblait illusoire et lourd de périls.

L'expérience démontra hélas que ces craintes étaient fondées. L'Etat reconstruit par les bolcheviks dans la douleur et le sacrifice plaça finalement la Russie sous la poigne d'un Staline que ses admirateurs d'hier n'osent même plus reconnaître. Des dizaines de millions de travailleurs, ouvriers et paysans, intellectuels, opposants vrais ou supposés moururent dans des camps de concentration, où ils servaient de main d'œuvre presque gratuite, jusqu'à épuisement de leurs forces physiques, jusqu'à leur mort. Sous une forme moins brutale, d'autres expériences de contrôle, de conquête ou d'occupation du pouvoir d'État - en Allemagne, en pays de l'Est européen, en régions « sous-développées » passées à l'état de nations indépendantes, en Amérique latine - ont abouti soit au maintien de l'exploitation capitaliste, sans modification profonde de la condition ouvrière, soit à son remplacement par des formes d'exploitation plus systématiques, mais en aucune époque, en aucun lieu ces expériences n'ont donné naissance à une société pouvant être présentée comme gérée par et pour les travailleurs. Par contre, la montée d'une classe dirigeante nouvelle, se confondant avec le pouvoir et les administrations d'État est devenue évidente.

Or là aussi, accompagnant les prévisions et les ultérieures vérifications des libertaires, il y a lieu de reconnaître que l'Etat d'hier s'est transformé, et que sa nature s'est modifiée. En bref, il n'est plus seulement et essentiellement instrument, mais aussi, et de plus en plus, moteur.

Sur le plan économique, il a pris l'initiative, dans de nombreux pays, de grands travaux qui ont fourni l'infrastructure indispensable au développement industriel et à la formation d'une société moderne. Réseaux routiers, mise en valeur des ressources hydroélectriques, inventaire et exploitation des mines et hydrocarbures, organisation d'un système portuaire sont des réalisations qui ont permis l'essor économique, caractérisé fina-

lement par une relative abondance des produits et par un renouvellement rapide et constant des moyens de production.

Cela, bien souvent à partir de projets dont l'opinion publique n'a été informée qu'après coup, et dont l'adoption et la réalisation n'ont que rarement fait l'objet de débats publics ou parlementaires. C'est ainsi que les Plans français d'après guerre (celle de 39-45) n'ont jamais été examinés par la Chambre ou le Sénat. C'est l'œuvre de techniciens de haut niveau ou, si l'on préfère ce mot, de technocrates.

Phénomène qui trouve son pendant dans une série de mesures qui donnent aux grandes administrations publiques des pouvoirs et une présence qui en font des facteurs décisifs de la vie économique. On a trop tendance à oublier que l'électricité, le gaz, les chemins de fer, une grande partie du circuit bancaire et de crédit, voire d'entreprises importantes comme Renault, sont du domaine public. C'est-à-dire, théoriquement, propriété de tous. En fait, gérées par un personnel qui ne relève pas du capitalisme classique.

Bien entendu, là où une bourgeoisie active se manifeste, et qu'elle dispose directement ou indirectement des grands moyens d'information, de pression et de manipulation politiques, le secteur étatisé correspond fréquemment à des activités utiles à cette même bourgeoisie. Les services publics seront à la disposition des intérêts privés et répondront en grande partie à leurs besoins. On verra même des services comme les P.T.T. perdre leur équilibre et leur efficacité parce que employés exagérément pour les campagnes publicitaires ou les besoins des entreprises commerciales.

Mais ce serait une erreur de ne voir dans le secteur économique d'État qu'un simple instrument manipulé par le patronat et par les établissements financiers privés. Une relative autonomie le protège et, plus encore, ses cadres dirigeants possèdent des vues et recherchent des orientations qui ne correspondent pas nécessairement avec celles de la bourgeoisie possédante. Le pouvoir gestionnaire des grands commis d'Etat, le poids des administrations techniques, une certaine volonté de puissance de la part des cadres « publics » se manifestent en dehors et parfois contre le « laisser faire » et l'expansion brouillonne des capitalistes d'ancien style. Cette tendance à l'indépendance se couvre de formules idéologiques, les unes que l'on a coutume de classer à droite, les autres plus communément désignées comme appartenant à la gauche et qui, au nom d'un socialisme réduit à l'étatisation de l'économie, cherchent à donner à une classe dirigeante basant son autorité sur la fonction, un rôle décisif.

Des exemples illustrant ces tendances peuvent être aisément trouvés en France, dans toute l'Europe Occidentale, dans les nations récemment émancipées politiquement d'Afrique ou du Moyen Orient, comme dans les républiques latino-américaines. Mais il faut se méfier des généralisations hâtives, car chaque phénomène possède des caractéristiques propres.

Si, en Europe de l'Ouest la prolifération des « cols blancs » suit le développement économique et la marche vers une société industrielle ou post-industrielle, dans les pays dits neufs, la classe des intellectuels cherchant le pouvoir ou en dispersant précède la révolution industrielle, et dans son combat pour se maintenir ou gagner un rôle dirigeant voit dans l'Etat son appareil de puissance, le lieu de rassemblement et de distribution de ses diverses composantes et, sur le plan des « idées », son justificatif.

De même, il faut prendre garde à classer trop rapidement des mouvements ou des formes de pouvoir au gré des étiquettes anciennes. Mieux vaut les apprécier par rapport à leurs actes, et notamment par rapport à ceux qui touchent les problèmes de hiérarchie sociale, du statut des travailleurs, de leur participation effective, responsable, à l'organisation de la société dans laquelle ils vivent. Si l'on suit ce critère, et non la jonglerie des propagandes, des surprises nous attendent.

Où classer le « péronisme », appelé aussi « justicialisme », et qui, après avoir mis au pas les mouvements ouvriers d'action directe, a dressé un appareil ouvrier « vertical », commandé par en haut, avec affiliation obligatoire et cotisations retenues sur la feuille de paie, seul à bénéficier de la reconnaissance légale, disposant d'une armée de fonctionnaires syndicaux dépendant du pouvoir plus que de leurs mandants ? Ce qui mettra tout le monde d'accord, c'est qu'il s'agit de la main-mise par l'Etat sur la puissance ouvrière, par le truchement de la C.G.T. argentine. Ce n'est pas par hasard qu'un leader péroniste comme Taccone, dirigeant du puissant syndicat de l'Energie - Luz y Fuerza - a survécu à tous les changements de régime - et ce fut un véritable défilé, de 1955 à 1974 - et est devenu le « patron » d'une des grandes entreprises hydroélectriques, propriété d'Etat. Leader ouvrier ou membre à part entière de la nouvelle classe ?

Que dire du régime nassérien, révolutionnaire certes, en ce sens qu'il a balayé la ploutocratie égyptienne et rompu les liens avec l'impérialisme britannique. Socialiste Fasciste ? Sa machine militaire, qui maintient une solidarité de corps, n'est-elle pas plutôt l'expression résumée de des « disponibles » - ni grands propriétaires, ni capitalistes, ni prolétaires - qui forment la classe dirigeante nouvelle ?

Dans quel cadre inscrire le phénomène que constitue la Junta militaire péruvienne, anti-oligarchique, anti-impérialiste, à la recherche frénétique d'une base populaire, se faisant conseiller par des militants socialistes révolutionnaires, d'anciens chefs de guerrilla, des théoriciens de formation marxistes ? Ou encore comment qualifier la nature d'un certain nombre de républiques africaines, où les « évolués », nantis de diplômes ou sortis des rangs de l'armée - coloniale et colonialiste - représentent la catégorie sociale dominante, sans pour autant perdre entièrement leurs liens de solidarité ethnique ou tribale ?

La seule caractéristique commune porte sur l'essentiel : un pouvoir exécutif fort, basé sur le glaive le plus souvent, disposant d'un « domaine socialisé » prépondérant. Pour tous, le grand problème est de trouver un système de mobilisation de la main d'œuvre, et d'asseoir le régime sur un corps discipliné de gérants et d'administrateurs. Il est significatif par exemple que le général Mobutu, Président du Zaïre, ex-Congo belge, rapporte de son voyage en Chine une seule leçon : « Quelle extraordinaire méthode d'encadrement des travailleurs ! Quelle magnifique organisation de la production ! ».

Nous avons donc ainsi, confluant vers un même type de structure de société, bien que les niveaux de vie, les capacités productives, le revenu national accusent des différences énormes, divers courants qui débouchent tous sur un Etat-propriétaire, entrepreneur et gestionnaire, sur un Etat-classe.

Dans les sociétés industrielles ou post-industrielles, un secteur tertiaire - fonctionnaires, cols blancs, managers - s'impose comme l'organisateur de la production, comme l'animateur de la guerre économique - qui est la condition du développement -, comme le rassembleur de main d'œuvre, et tend à éliminer ou à réduire l'influence des groupes privés privilégiés.

Dans les entreprises d'une certaine taille, l'administrateur et le technicien ont tendance à vouloir supplanter le patron traditionnel, propriétaire et animateur personnel de la manufacture ou de l'usine.

D'autre part, les exigences de la concurrence sur le plan international font que les exportateurs demandent à l'Etat aide, protection, crédits, facilités diverses.

Progressivement l'ampleur des centres de production, la complexité des fabrications, l'importance que prennent certaines industries dans la vie nationale poussent l'Etat à intervenir quand les intérêts privés manquent de souffle ou, par incompétence ou par manque de moyens financiers suffisants, mettent en péril des branches industrielles essentielles.

Ces diverses poussées contribuent à donner à l'Etat une importance et des prérogatives accrues, en même temps que son personnel s'accroît et que ses administrations managériales recrutent le même type de cadres que celui dont s'entourent les secteurs capitalistes classiques.

Il y a plus. La spécialisation de plus en plus poussée du salarié manuel, le caractère interchangeable des éléments de main d'œuvre - le meilleur élément étant celui qui s'adapte en un temps minimum à toute nouvelle technique de production, à tout nouveau type de machine, et qui accepte de changer de lieu de travail sans obstacle - entraîne chez le travailleur un besoin accru de sécurité, de garanties légales, de protection, soit par la législation sociale, soit par des organisations syndicales, elles-mêmes bien introduites, sinon intégrées, dans les services de l'Etat.

Sur le plan politique, la plupart des combats, campagnes, élections ou assauts directs visent quasi exclusivement la conquête de l'Etat. Le soin autrefois apporté à la création des groupes et cellules de base, comme forces motrices de la vie du parti, a tendance à disparaître, au bénéfice de ces mêmes organisations de base considérées comme des machines à répéter et à reproduire. Les grands partis cherchent certes à s'implanter dans tous les milieux et en tous lieux, mais ce n'est point tant pour donner vie à ces foyers que pour s'en servir comme caisses de résonance pour leur propagande et comme troupes pour la manœuvre.

Ainsi donc, en dépit de la longue tradition bourgeoise qui fait de l'Etat un policier, un juge, un militaire et un collecteur d'impôts, la tendance marquante de notre époque, même dans les sociétés classées comme typiquement « libre entreprise », est d'enrichir l'appareil d'Etat de fonctions nouvelles, celles de détenteur

de moyens de production, de créateur de complexes industriels, de planificateur des activités économiques nationales étant les plus marquantes.

Le sens et l'importance de la mutation sont en grande partie masquées par le poids du passé, la persistance et le renouvellement de l'initiative privée, le maintien d'un important secteur de bourgeoisie commerçante, petite et grande, et aussi par la tradition d'action directe de certaines catégories de travailleurs. La diversité des organisations syndicales entretient l'illusion d'un possible choix entre les méthodes et les objectifs, ainsi que la coloration révolutionnaire que les partis de gauche donnent à leur programme de renforcement de l'Etat. Du moins dans les pays d'Europe occidentale.

Une fois encore, il suffit de constater les différences qui existent entre les buts que pouvait - audacieusement mais logiquement - se donner un mouvement ouvrier au début du XIXe siècle : expropriation générale, pouvoir économique aux syndicats, abolition de l'Etat-gendarme - et ceux des organisations qui se réclament - par habitude, tactique ou paresse mentale - de la classe ouvrière, présentent actuellement : nationalisations, le pouvoir réel aux organismes de type technocratique, l'Etat grand patron.

Pour ce qui est des nations dites du Tiers-Monde, c'est-à-dire toutes celles qui n'ont pas réalisé leur révolution industrielle ou réuni les conditions du « décollage », le phénomène est évident.

Ce renforcement des pouvoirs et des fonctions de l'Etat, cette cristallisation d'une classe dirigeante nouvelle par et dans l'Etat soulève des problèmes qui sont évidemment d'une nature nouvelle. Des problèmes qui peuvent être classés en deux grandes catégories : ceux qui découlent de la résistance, des réactions des « bases » manipulées, mobilisées, de plus en plus anonymes et transformées en simples objets. Et ceux qui sont posés par la supériorité des moyens, et le caractère a-national de certains grands groupements industriels et financiers, par rapport aux capacités limitées des Etats de petite et moyenne dimensions.

En d'autres termes, la mise au pas, ou la mise en condition de la masse de main d'œuvre salariée par une classe-Etat qui dépend des dimensions et des ressources du territoire national, apparaît déjà comme insuffisante, quelles que soient la vigueur et l'efficiences des méthodes employées. Car la capacité, les moyens, le comportement des sociétés multi ou pluri-nationales - ou la politique des Super-Grands - rendent ces mesures de mobilisation à proprement parler ridicules. Autrement dit, l'ère du nationalisme, malgré l'effervescence des passions nationalistes de par le monde, est dépassée.

Pendant plusieurs siècles, les grandes compagnies commerciales, puis les sociétés qui vendaient au loin une production déjà élaborée, en échange de matières premières ou de produits naturels, ont bénéficié de l'appui, de la complicité, du soutien, de la protection de l'Etat. Compagnies hollandaises en Amérique et en Extrême Orient, compagnies anglaises en Inde et sur le Nouveau Continent, compagnies portugaises, françaises, danoises, toutes avaient un Etat derrière elles. Aujourd'hui, il demeure des traces de cette époque. Mais depuis peu il s'est produit un changement fondamental dans les relations entre mastodontes financiers et commerciaux d'une part, clients et fournisseurs d'autre part. Un changement qui est de nature.

Plusieurs groupes d'investissements financiers opèrent à partir de capitaux sans patrie. Lesquels cherchent à se placer dans les conditions les meilleures, sans autres soucis que celui du plus haut rendement et celui de la sécurité maximum. Avec un parfait dédain pour les théories portant sur la « libre entreprise » et sa défense. Ou sur l'utilité pour l'humanité des productions qu'ils suscitent ou favorisent. Il s'agit d'argent, de gros argent, qui cherche à faire des petits.

Ce ne sera plus le système ancien qui consistait, pour un capitaliste, à fonder une entreprise à Java ou au Pérou, et dont la propriété reviendrait à ses héritiers, passant de génération en génération. Désormais, c'est la vente d'une usine, clé sur la porte, à un groupe local, si possible garanti par l'Etat, et bien mieux à l'Etat lui-même, si bien qu'il n'y aura aucune nécessité de nationaliser l'entreprise. Ce qui doit être payé, c'est le crédit, la construction, la technologie, le savoir-faire. D'où un contrat qui ne laisse que peu de points obscurs ou qu'une marge d'interprétation très limitée, à l'un ou à l'autre des signataires.

Ce qui est nouveau, c'est que ces compagnies financières ne sont plus estampillées par un Etat, mais sont ou s'estiment suffisamment puissantes pour se passer d'un Etat qui serait leur répondant et garant. Par contre, leur agilité dans le choix du lieu et du type d'entreprise les place dans une position de supériorité par rapport à l'Etat-client. Si les autorités tunisiennes ne sont pas intéressées par les termes d'un projet, le gouvernement espagnol sera peut-être enchanté de bénéficier d'une implantation qui signifiera activité et utilisation de main

d'œuvre. Ou le régime grec, ou l'Etat belge. Question de marchés, de transports, de proximité des matières premières.

Découverte récente aussi, sur un autre plan, de l'incapacité des entreprises moyennes, limitées à un marché national, à résister aux assauts d'une société multinationale disposant de tous les services qui lui permettent de voir grand et loin, internationalement, et de dépasser en capacité technique, en effort de recherche, en trouvailles de pointe. C'est rapidement l'absorption, plus ou moins déguisée. Ou plus simplement l'interpénétration des diverses compagnies, se partageant les marchés, s'unissant pour financer les tâches d'intérêt commun, se groupant pour mieux se défendre, et toujours perdant - partiellement ou totalement - leur caractère national, et se dégageant de leur dépendance envers l'Etat sur le territoire duquel elles fonctionnent.

Même les empires ne peuvent toujours résister à la pression de l'internationalisation, encore qu'ils veillent, par nécessité d'autodéfense - par instinct de conservation de leur classe dirigeante - à ce que l'Etat coordinateur ne se dilue et ne s'affaiblisse par relâchement de la discipline. Que signifie l'Europe unie, si ce n'est la conséquence d'une commune constatation de chacun des pays : l'insuffisance de leur territoire, leur relative faiblesse par rapport aux Grands.

L'autre résistance, qui ne va pas encore jusqu'à l'essai de dépassement, c'est la classe ouvrière qui l'offre. Rarement de façon consciente, plutôt passivement que par volonté de combat. Elle ne retrouve ses espoirs, elle ne ressuscite ses utopies qu'en périodes de grande crise, quand le ronronnement du quotidien se trouve rompu et quand l'absurdité de sa condition, et de son acceptation, apparaissent évidentes.

Plus prosaïquement, mais avec une efficacité qui assure un minimum d'humanité, et garantit à l'individu comme au groupe d'atelier une certaine indépendance, en même temps qu'une relative capacité de marchandage, se manifeste la lutte incessante pour réduire la productivité. Autrement dit, en dehors des accords, contrats ou règlements, ou malgré eux, le travailleur s'efforce de ne fournir que le minimum d'effort en échange du maximum de salaire. Forme primitive, mais essentielle, du combat, et qui, en pratique, tend à rétablir un certain équilibre entre exigences du donneur de travail et rendement du preneur. Cela comme loi non écrite du comportement de l'exploité.

# LES NOUVELLES CLASSES OUVRIERES

Dans le langage des propagandistes politiques, l'image du travailleur d'antan est toujours évoquée. Il est encore et toujours question de prolétaire sous-alimenté, brisé par la fatigue, habitant un taudis, menacé par le chômage et la maladie. Alors que cette évocation ne correspond plus qu'à un secteur seulement du monde du travail. Du moins dans les pays industrialisés. Car bien sûr la transformation de la société, les nouvelles techniques de production, la distribution des tâches sur le plan international ont profondément modifié et diversifié ce qu'était autrefois la classe ouvrière, considérée alors comme un bloc.

Ce qui ne signifie pas qu'il ne demeure pas en effet des échantillons de catégories ouvrières des époques révolues. Il existe certes encore des travailleurs professionnels qui sont maîtres de leur métier et dont la dignité d'homme est plus aisément défendue, face à une direction patronale, grâce à un capital de connaissances, à une somme d'expériences personnelles. Et quels que soient la complexité, le degré de technification, de rationalisation des grandes industries, cette catégorie de travailleurs hautement qualifiés demeurera nécessaire. Même pour les œuvres de construction modernes, dont on retient les grandes courbes de béton, l'extérieur métallique, d'acier, d'aluminium, les verrières colorées, il a fallu des compagnons charpentiers qui ont bâti de bois les supports initiaux, lancé les voûtes, fait se rencontrer les cintres. De même que dans les laboratoires les plus sophistiqués, il y a toujours place pour le mécanicien astucieux et fignoleur.

Cela dit, il faut reconnaître que ce type d'ouvrier n'est pas caractéristique des cohortes prolétariennes d'aujourd'hui. En passant de l'atelier à l'usine, puis à l'ensemble d'usines spécialisées, suivant les expériences de l'accès aux matières premières, de la recherche d'une main d'œuvre adéquate, des facilités de distribution des produits, l'industrie a provoqué un phénomène de hiérarchisation qui caractérise toute la pyramide sociale propre à un centre de production.

La conception du produit et de sa fabrication, la mise au point des procédés d'usinage sont réservés aux bureaux, aux ingénieurs, aux techniciens, aux chercheurs. Pour la mise en marche d'une nouvelle « ligne » de production, ce qui est recherché, c'est une prévision la plus précise, la plus minutieuse possible, de toutes les opérations, de l'assemblage logique et si possible harmonieux, des machines et moyens de transport ou de manutention nécessaires à une production déterminée. Il faut, pour servir ce plan, des travailleurs aptes, physiquement et professionnnellement, à remplir la tâche qui leur est assignée, mais non à faire preuve d'esprit d'initiative ou d'invention, ce qui ne pourrait que troubler, bousculer la programmation. Pour les accrocs et les difficultés de mise en marche, il existe des chefs d'atelier, des contremaîtres, des chefs d'équipe. Aux autres travailleurs, il est surtout demandé de ne pas soulever de problèmes et d'exécuter le plus exactement et fidèlement possible ce qui est prévu par des gens dont c'est le métier de prévoir.

Sans doute les opérations demandent-elles une habileté, un apprentissage, une formation différents. Il existe donc des ouvriers spécialisés, plus ou moins spécialisés, et des échelles assez nuancées de catégories, avec degrés de connaissances et salaires s'y rapportant.

Cette tendance marquante de l'industrie moderne entraîne évidemment des conséquences dans la mentalité des salariés. Si le travail est purement mécanique, si le travailleur se borne à servir une machine, s'il est lui-même pièce interchangeable de l'immense machine qu'est l'usine ou le complexe industriel, il se sait facilement remplaçable et cherche la sécurité, des garanties qui le protégeront. Comme il n'a en fin de compte que sa force de travail à offrir, il cherchera la sauvegarde des partis - qui votent des lois sociales -, ou des syndicats - qui sont des institutions avec lesquelles les patrons sont obligés de discuter.

Il cherchera aussi, de préférence, le type de travail qui le met à l'abri des fluctuations et bouleversements économiques, des récessions ou de la crise. Dans les administrations d'Etat, par exemple, ou dans les industries nationalisées ou protégées. C'est la garantie de l'emploi qui devient son premier souci. Même s'il sait que ce qu'il produit ou contribue à produire est inutile, dangereux, absurde, il s'efforcera d'obtenir que cette production

soit maintenue, entretenue, subventionnée. Son état de pièce de rechange, banale, parcellisée, lui enlève toute volonté de conquête, directe et responsable, et le pousse à « compter sur » des organisations qu'il ne contrôle pas, dont il ne détermine ni les méthodes ni les objectifs véritables.

Il se résigne et s'accommode à son standard de vie, ou cherche à « s'élever » par des cours suivis le soir, par l'accumulation d'heures supplémentaires, par une certaine diplomatie avec ses supérieurs. Mais il perd, s'il l'a jamais eue, la perspective d'un changement. Il peut encore et souvent faire confiance à un parti, à une direction syndicale, à un sauveur. Ce qui est perdu, c'est la confiance en ses capacités propres.

La différenciation de plus en plus nette entre travail manuel et travail intellectuel, entre porteurs de bleus et cols blancs, place le travailleur d'exécution dans une situation qui ne l'autorise plus à imaginer une société qu'il peut commencer à forger. Il n'entrevoit plus que des solutions qui le feraient sortir de sa classe, lui ou ses enfants, et non plus qui mettraient sa classe en mesure d'organiser la société.

L'indice le plus évident de cette chute de l'espérance révolutionnaire est l'effort consenti par les travailleurs pour « pousser » leurs enfants vers l'étude, ou plutôt vers les études, c'est-à-dire le diplôme, qui donne la possibilité d'échapper à la classe d'origine et de passer dans le monde des bureaux, de devenir mensuel, employé, fonctionnaire ou technicien. Le monde ouvrier est un monde dont il faut s'évader, sans avenir, maudit.

Car la raison première, parfois la seule, du soin et souvent des sacrifices qu'apportent les foyers ouvriers - y compris ceux des militants révolutionnaires - à orienter leur progéniture vers des carrières exigeant des titres universitaires, c'est la perspective d'une plus grande mobilité sociale, les possibilités d'une carrière plus facile et plus rémunératrice. Et non pas, ce qui serait dans la logique d'une classe ouvrière consciente, pour que les nouvelles générations soient mieux préparées au raisonnement, disposent de plus de connaissances, pour être à même de mener une action visant à des réformes profondes ou à des changements révolutionnaires.

De la tradition morale, propre au mouvement ouvrier européen, et respectée plus particulièrement dans les milieux de l'enseignement en France, celle du « refus de parvenir », il ne reste que peu de traces, sinon à l'échelon individuel. La règle collective est devenue discipline personnelle et de militant. Sans doute les rédacteurs du journal de la petite centrale anarcho-syndicaliste de Suède, la S.A.C. - Sveriges Arbetaren Centralorganisation - sont-ils encore payés au tarif de l'ouvrier qualifié, mais il serait difficile de faire admettre cette pratique ailleurs, même dans les milieux des journalistes d'extrême-gauche !

Bien au contraire, la hiérarchie dans les tâches et les fonctions se trouve au centre des préoccupations syndicales. Avantages corporatifs, éventail des salaires, statuts catégoriels transforment les structures internes des usines et des centres de production, en faisant apparaître des différences de classe. Cette fois au sein même de la masse des salariés.

Les formules aujourd'hui reprises par des partis de gauche ou d'extrême-gauche, par les porte-parole d'organisations syndicales, et qui se résument par la revendication au droit pour chacun d'être en mesure de bénéficier de « l'égalité des chances », ce qui revient à dire au droit de « courir sa chance », sont autant de slogans fondamentalement extérieurs et opposés au socialisme. Elles témoignent au contraire de la volonté d'une classe nouvelle de se servir du critère de la capacité, du mérite et de la fonction pour obtenir et institutionnaliser ses privilèges. Ce ne sera plus le possesseur de capitaux qui aura droit à faire travailler les autres et à jouir du pouvoir et de ses avantages, ce sera la « grosse tête » ou l'administrateur habile, déjà séparé de toute façon du vulgaire par une série de titres.

Au sein des entreprises, ce phénomène est d'ores et déjà visible, observable, criant. Au point qu'en France il existe une Confédération Générale des Cadres qui entend bien n'avoir rien de commun avec les centrales syndicales ouvrières. Et que dans chaque boite, le problème de la hiérarchie des salaires couvre souvent des formes de lutte de classe de nouveau style et, pourrait-on dire, annonciatrices des luttes dans la société de demain.

Les catégories sociales désireuses de conquérir ou de conserver des avantages, voire des statuts particuliers sont de plus en plus nombreuses. Etre considéré, être classé parmi les « cadres » est devenu important, tant pour le prestige social que pour les rémunérations. Simultanément, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise sont énergiquement sollicités par des organisations syndicales et politiques, soucieuses de capter ces forces catégorielles pour les insérer dans des ensembles, dans des courants de dimensions nationales.

En France, les négociations entre l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (UGICT), création de la C.G.T., et la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) témoignent à la fois de l'effort de conquête entrepris par la centrale syndicale dont Georges Séguy est le porte-parole et Krasučki le contrôleur, des limites de son pouvoir et de recrutement, et, du côté des traditionnels partisans de la « spécificité », de la tentation de sortir d'un relatif isolement, de velléités à s'articuler avec des mouvements capables de peser plus lourd qu'un secteur social important mais limité.

Depuis plusieurs années, la C.G.T. accorde une attention particulière à développer son influence au sein des cadres. Elle a créé une revue spéciale, diffusé un important matériel de propagande. Surtout, elle a remanié les structures syndicales, de façon à grouper à part le maximum de mensuels pouvant revendiquer des fonctions qui les placent à un certain niveau hiérarchique. Il n'est plus admis de voir cotiser à une même section syndicale, des manœuvres et des cadres. Ces derniers se regroupent obligatoirement dans une organisation distincte des manuels. Ce qui pouvait demeurer de la mentalité propre à la vieille Fédération des Techniciens des années 1936-1939, ouvrieriste et minoritaire, a été soigneusement éliminé. Une mentalité dénoncée comme démagogique, et dont la persistance en certains milieux de la C.F.D.T. est ouvertement combattue.

Côté C.G.C., la tradition, fondée sur une certaine conception élitaire, sur la défense d'un éventail des salaires largement ouvert, sur le caractère « raisonnable » des revendications, sur une sorte de **gentlemen agreement** tacite entre directions patronales et personnel d'encadrement technique, se maintient difficilement du fait que les structures d'entreprises et de complexes industriels se transforment rapidement. Elle a certes bénéficié de l'extension du secteur « cols blancs », mais la composition de ses grands syndicats a été modifiée : plus de petits cadres et moins de membres des hautes directions. Par ailleurs l'âge moyen a été abaissé, entraînant l'inévitable conflit générationnel. Et enfin la progressive élimination des patrons-propriétaires-animateurs individuels et leur remplacement par des équipes de directeurs interchangeables a rompu, ou en tout cas amoindri, l'ancienne solidarité envers le patronat privé.

Si l'on s'en tient au terrain choisi pour faire avancer les ententes revendicatives, c'est le commun besoin du maintien de la différenciation entre cadres et encadrés qui prime. Par delà les raisons propres à chaque partie pour chercher ou admettre un accord, il existe semble-t-il un réel sentiment de possible communauté d'intérêts entre cadres. Ce qui suppose une conscience d'un rôle social propre - qu'on le réduise à un esprit de catégorie ou qu'on l'élargisse à un sentiment de classe - qui dépasse singulièrement les raisonnements strictement revendicatifs.

On peut donc se demander si l'on n'assiste pas, sous des apparences infiniment variées et souvent contradictoires à première vue, au surgissement d'une force sociale qui chercherait à s'imposer comme puissance déterminante, non plus à partir de la force de travail, comme c'était le cas pour la classe ouvrière, ou de la propriété, comme pour la bourgeoisie, mais de la fonction organisatrice.

Un surgissement qui présente de multiples contradictions, ce qui donne un beau terrain pour la manœuvre. Car les multiples aspects d'un phénomène général autorisent nombre d'opérations politiques, lors même que ces opérations présentent un caractère syndical. Ce qui est décisif pour le destin des cadres, c'est qu'ils participent à un mouvement qui les transforme de simples instruments en éléments moteurs. Et cela, qu'ils cherchent à conquérir une certaine autonomie au sein des entreprises et des services, qu'ils songent à substituer leur pouvoir de connaissance et de gestion à celui des propriétaires légaux, ou qu'ils rallient une conception qui extrapole cette tendance à l'ensemble de l'économie - conception qui emprunte le vocabulaire et les procédés technocratiques, ou se sert d'idéologies révolutionnaires

Cette tendance est utilisée par les mouvements politiques, mais elle dépasse ces mouvements, car elle ne s'y rattache et n'y participe que dans la mesure où ceux-ci favorisent le changement, lent ou rapide, réformiste ou révolutionnaire, en ouvrant la porte à une mobilité qui, hier individuelle, intéresse des couches sociales nombreuses aujourd'hui.

Ce que les cadres attendent du syndicat ou du parti, c'est une garantie portant sur leur rôle particulier et les privilèges qui s'y rattachent. L'argumentation mise en avant par les centrales ou les formations politiques qui essaient de les rallier ne trompe pas. Ce n'est pas un recrutement fondé sur l'attirance de formules sentimentales ou généreuses qui est recherché, mais bien la mise en valeur d'un rôle particulier des cadres dans la société, que celle-ci doive évoluer pacifiquement ou qu'elle doive être restructurée.

C'est ainsi que les animateurs de « Socialisme et Entreprise », organisation qui s'est manifestée lors de la campagne en faveur de François Mitterand, candidat socialiste aux élections présidentielles, présentent la gauche aux cadres comme devant permettre « un aménagement du pouvoir au sein de l'entreprise ». Ce pourrait être une formule défendue par un candidat de droite. Le choix de la puissance sociale qui maintiendra ou renforcera les « cadres » dans leur « spécificité » est ouvert : classe ouvrière ou capitalisme de pointe, ou encore Etat-patron. Mais c'est là un choix qui porte sur les voies et les moyens, non sur le but.

Reste la question de savoir, s'il s'agit de socialisme, ce qu'en pensent les « encadrés », à la fois dans l'entreprise et dans les syndicats.

Suivant les chiffres de 1968, l'éventail des salaires était compris, en France, entre 1 et 10 - du manœuvre à l'ingénieur de haut rang-. Dans le domaine des administrations des entreprises, à savoir dans la hiérarchie du commandement, l'éventail allait de 1 à 15, du contremaître au directeur général.

Une sorte de pyramide peut être ainsi construite, quand on examine les données qui attribuent à chaque secteur social son revenu global. Des chiffres toujours discutables, mais dont le sens est caractéristique.

On s'aperçoit alors, à la lecture des statistiques de l'Institut National, toujours pour l'année 1968, que les salariés ouvriers du secteur privé représentent environ 64% de la masse des salariés et perçoivent 53% du total des salaires. Les employés constituent moins de 20% de la masse salariée et touchent 18% des salaires. Les cadres moyens - techniciens -, sont un peu plus de 11% des salariés et perçoivent 14% des salaires. Les cadres supérieurs sont un peu plus de 3% des salariés et touchent 15% du total.

On voit donc que les différences de salaires, relativement minimes entre les diverses catégories de salariés (entre le salaire d'un manœuvre et celui d'un professionnel qualifié), encore qu'importantes quand le manœuvre se trouve réduit au strict minimum, ont tendance à s'amplifier dès que l'on monte dans la hiérarchie.

Le système fonctionne à partir de la résignation, pour le plus grand nombre, et de la foire d'empoigne, pour ceux qui veulent entrer dans les zones supérieures.

Il est bien évident que le fonctionnement de ce système provoque autant de tensions et de luttes entre les diverses catégories de salariés qu'entre salariés et patrons, et que la recherche d'améliorations de la part de l'un ou l'autre secteur salarié conduit à un réaménagement des rapports dans la structure pyramidale, et non pas, ou rarement, à la remise en question du système dans sa totalité.

Ce qui est paradoxal, c'est que pour les types de travaux où la production est calculable - par nombre de pièces par exemple - les différences de rémunération sont relativement faibles, alors que pour les postes de commandement, où le rendement est difficilement évaluable, par manque d'éléments de comparaison, les différences dans l'échelle sont considérables, et le saut des échelons correspond à de véritables acrobaties.

La plupart des explications présentées pour justifier ce système sont boiteuses. Ainsi le nombre d'années d'apprentissage, ou d'études, souvent alléguées pour donner le pourquoi des différences de salaires et traitements, perdent grande partie de leur signification quand on sait que cet apprentissage et ces études sont payés par la collectivité. La valeur de la spécialisation et le degré d'élévation dans la hiérarchie sont étroitement dépendants d'un certain mode de production, et ne correspondent pas nécessairement à la valeur propre de l'individu salarié. Une valeur qui par ailleurs ne peut être estimée, ni mesurée de façon intrinsèque, puisqu'elle n'est pas et ne peut pas être ramenée à des termes de production.

Dans les pays fortement industrialisés, le système est pourtant admis et toléré par l'ensemble des salariés. Parce que le plus souvent, en-dessous de l'ouvrier, même manœuvre, existent des couches sociales plus mal loties que lui. C'est, dans certains cas, les chômeurs. En d'autres cas, des groupes ethniques marginaux. Plus fréquemment, l'existence d'une main d'œuvre immigrée qui entre dans la société par en bas, et ne peut revendiquer les droits de pleine citoyenneté. Pression du chômage en Italie, ou en Espagne, jusqu'à récemment ; au Portugal, encore aujourd'hui. Populations de Noirs, de Mexicains et de Porto-Ricains aux Etats-Unis. Grands mouvements migratoires vers l'Europe industrielle, à partir de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Noire, de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Turquie.

La pyramide croît par sa base, qui subit le poids total. Et ceux qui étaient en-dessous hier jugent leur situation améliorée dès lors qu'il se présente des exploités plus bas qu'eux. Avec une infinité de bonnes raisons pour se dire et se sentir solidaires de ceux d'en haut, et supérieurs - par naissance, par coutume, par religion, par culture, par langue, par race - par rapport à ceux d'en bas. Encore ces sentiments ne s'étalent-ils pas quand le travail

abonde, mais dès que la concurrence pour l'emploi intervient, les égoïsmes nationalistes ou racistes reprennent vigueur et férocité.

Bien entendu, cette coupe faite dans la hiérarchie des fonctions et des salaires n'est que rarement présentée par les partis de gauche. Pour la bonne raison que le plus grand nombre des dirigeants de ces partis appartiennent non pas à la classe ouvrière, mais au « tertiaire », aux couches sociales de niveau supérieur, même si elles sont salariées. Il suffit, pour s'en rendre compte, de constater le type de publicité qui s'étale dans les hebdomadaires dits d'avant-garde. Les produits de luxe et les automobiles sont plus fréquemment offerts que les brodequins ou le saucisson sec.

Les campagnes revendicatives, les actions visant ou prônant une société plus juste, s'efforcent, pour atteindre leur but, de grouper sous une même bannière, dans un même mouvement, des forces déjà contradictoires contre un ennemi de moins en moins visible et repérable. Elles ne s'en prennent que de plus en plus rarement au patronat directement, en face à face, mais exigent des interventions de l'Etat, et laissent entendre qu'un pouvoir d'Etat bien orienté réglerait sans difficulté l'essentiel des problèmes fondamentaux.

**Nous avons donc une classe ouvrière diversifiée, compartimentée, et dont le rôle** révolutionnaire est rendu improbable ou impossible par la « salarisation » de diverses couches sociales privilégiées, dont les intérêts sont en fait opposés, en tous cas distincts, des travailleurs de la production. Des intérêts qui dépendent de la bonne marche de la société concurrentielle issue du capitalisme. Les tentatives de créer des « majorités de gauche », des « Fronts Populaires », correspondent en fait à l'abandon des perspectives révolutionnaires propres à la classe des producteurs. Elles vont dans le sens de la systématisation d'une société dont les structures sont déjà en grande partie mises en place. A savoir une société pyramidale dont le sommet serait occupé par des technocrates et des bureaucrates, spécialistes du pouvoir et de la gestion.

Cette classe ouvrière des pays industrialisés, par rapport aux prolétariats naissants des autres régions du globe, se sent ou se laisse convaincre qu'elle est privilégiée, donc solidaire du système social qui la maintient dans sa condition. Alors que d'une part les travailleurs immigrés sont de plus en plus nombreux, et que d'autre part la poussée industrielle se manifeste dans les régions les plus reculées et provoque la formation d'une nouvelle classe ouvrière de plus en plus ample, la pratique internationaliste se fait pourtant fort difficile. En partie parce que les nouvelles couches de travailleurs ne possèdent aucune tradition internationaliste. Ils étaient hier encore paysans, fermiers, artisans, ou tout simplement partie d'une économie fermée, de type familial ou tribal. Ils naissent à la vie industrielle et la découvrent à son plus haut degré d'expansion, la rencontrent sous ses aspects les plus sales et les plus durs. Ils sont, avec des différences plus marquées encore, ce qu'étaient les chômeurs des Pouilles ou de Calabre montant vers Milan, ce qu'étaient les Bretons et les Limousins débarquant à Paris, ce qu'étaient les Murciens et les Andalus entrant à Barcelone. Ils ne trouvent pas ces associations ouvrières qui les adoptaient, les intégraient à leurs luttes, les conviaient à partager leur façon de penser et d'agir. C'étaient là les milieux où l'on apprenait le métier, et qui, en même temps, constituaient comme un embryon de société ouvrière. Du moins, pour les nouveaux arrivés d'aujourd'hui, il est difficile de rencontrer ces foyers d'internationalisme pratique, car les partis ont davantage besoin d'électeurs que de militants d'usines et les syndicats à quelques exceptions près, se préoccupent de préserver les avantages acquis par un prolétariat qui s'estime nanté, de préférence à élargir les rangs de l'Internationale.

Cette absence de politique ouvrière, parfois compensée, mais sur un terrain purement technique, par le rôle joué par divers secrétariats internationaux professionnels, conduit les nouvelles troupes prolétariennes d'Afrique et d'Asie à se croire elles aussi solidaires de leur Etat d'origine, alors qu'elles subissent le sort commun à tous les producteurs de-plus-value.

Le double mouvement de l'expansion de la classe ouvrière sur le plan mondial et de la création d'une hiérarchie de fonctions - avec les relatifs avantages qui en découlent - dans les classes ouvrières, constitue un phénomène de première importance et qui place les syndicalistes révolutionnaires dans un champ d'action neuf, lequel, s'il n'est pas foncièrement différent de ce que connurent certains militants ayant participé aux grandes mouvances migratoires, présente des dimensions et des complications inattendues.

Les vagues migratoires qui peuplèrent la côte Est de l'Amérique latine ou le territoire des Etats-Unis ne sont pas comparables à celles qui viennent échouer dans les centres industriels d'Europe. Les travailleurs de l'époque - fin du XIXe et début du XXe siècles - qui émigraient, créaient littéralement la classe ouvrière de ces pays neufs,

inventaient leurs syndicats ou leurs ligues, imaginaient des méthodes d'action. Ceux d'aujourd'hui viennent s'insérer - ou tenter de s'insérer - dans une société déjà structurée.

Et pourtant, parmi les difficultés qui se dressent devant le militant volontaire et non enrégimenté, se présentent aussi des situations qui paraissent plus encourageantes, ou qui du moins ouvrent de nouvelles perspectives.

C'est le cas de l'entrée de plus en plus massive des femmes dans la production. Elles s'intègrent sans nulle doute dans un système d'exploitation, dans le salariat. Mais elles se dégagent aussi, simultanément, du système d'exploitation familiale qui leur enlevait pratiquement toute indépendance. Une situation complexe naît de cette nouvelle servitude et de cette partielle libération. Du même coup, des montagnes de préjugés, dénoncés pendant des décennies par des militants qui payèrent de la prison leur goût de la vérité, se sont écroulées.

Avec des résultats eux aussi contradictoires : machines et produits viennent simplifier les travaux ménagers, mais c'est une mince compensation pour les huit heures de travail, plus les heures de transport, prix du droit - et pas toujours de l'usage - d'une certaine indépendance. Un résultat positif pourtant, en dehors des strictes considérations matérielles, celui de la possibilité pour la femme productrice de prendre, à l'égal du compagnon, ses responsabilités.

Dans son besoin de main-d'œuvre, la société de consommation-production sacrifie ce qui a fait la morale officielle pendant des siècles. La femme au foyer, la femme pondeuse, la femme balai.

Que ceux qui pendant des années, en prison ou dans l'illégalité, ont maintenu le combat pour le droit de la femme à l'avortement, celui de l'amour sans formalités juridiques ou religieuses, ne se vantent pourtant pas trop d'avoir enfin triomphé. Leurs efforts et leurs audaces ont sans nul doute contribué à faire avancer la solution du problème, mais c'est aussi et surtout les exigences de la production qui ont permis de jeter à la poubelle les règles sacrées de la bourgeoisie capitaliste.

# QUI DIRIGE LES SYNDICATS ?

N'y a-t-il pas contradiction entre le rôle que les syndicalistes révolutionnaires attribuent aux syndicats ou voudraient les voir jouer, et la réalité syndicale d'aujourd'hui ? Sans aucun doute nombre d'organisations syndicales, de par le monde, ne sont plus ces associations de travailleurs décidés à se défendre et à combattre pour une société de producteurs que certaines époques et certains pays ont connu, mais sont devenues des bureaucraties ou des institutions intégrées dans l'Etat.

Il est bien évident que quand les syndicalistes libertaires parlent de syndicats, ils conçoivent des organisations formées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes, sur le lieu de travail, de l'industrie et de la profession. Non pas cependant des syndicats idéaux, théoriques, mais de véritables groupements qui rassemblent tous ceux qui se montrent capables de s'intéresser à leur propre sort, de prendre leurs responsabilités par rapport à l'ensemble de la société, d'agir comme une force collective consciente, et de peser sur le destin des sociétés autant sinon plus que les classes privilégiées, celles d'aujourd'hui comme celles de demain.

Semblables syndicats, qui ont fonctionné dans nombre de pays européens ou américains, et qui aujourd'hui encore se forment de manière plus ou moins spontanée dans ce qu'il est convenu d'appeler les « pays neufs », c'est-à-dire là où se crée une classe ouvrière, ne sont pas un produit de l'imagination, mais bien au contraire la forme la plus naturelle que prend la volonté d'autodéfense des travailleurs.

Ce qui signifie aussi que ces organisations n'échappent pas aux influences des sociétés dans lesquelles elles sont nées et se sont développées et vivent. Si bien qu'elles peuvent se transformer en machines de parfait conformisme, en simples administrations dans lesquelles les syndiqués ne sont plus que des cotisants et à la rigueur les bénéficiaires de quelques services, comme ils pourraient l'être en tant qu'affiliés de n'importe quelle caisse publique.

L'étiquette syndicale ne suffit donc pas, et c'est le fonctionnement, la vie intérieure et l'action extérieure qui déterminent s'il s'agit vraiment d'une association ouvrière ou d'un ersatz plus ou moins manipulé.

Encore ne faut-il pas porter des jugements définitifs sur des fédérations ou des centrales, voire des syndicats qui ont subi une longue évolution et qui, partis d'une volonté de combat et de conquête, se sont transformés en de pesantes et souvent inefficaces monuments, en expliquant cette transformation par la trahison des dirigeants. Elle résulte le plus souvent d'une série de facteurs sociaux dont l'action est difficile à combattre et au fait que les travailleurs ne sont pas, par définition et automatiquement, des révolutionnaires.

Les périodes de croissance économique - quand les « affaires vont bien » - permettent aux possédants et au personnel politique de l'Etat, de céder devant les poussées revendicatives et de lâcher un certain nombre d'améliorations, soit sous forme de salaires, soit par la mise en place de systèmes de sécurité. Et dans la mesure où diverses revendications sont satisfaites, l'intégration de la classe ouvrière dans le régime, son acceptation des rapports de classe devient possible, car la vie quotidienne est devenue supportable. Non plus à coups de trique, mais à coups de petits avantages. La rupture révolutionnaire n'apparaît plus alors, pour un grand nombre, une nécessaire condition de l'amélioration du sort ouvrier, devenu matériellement acceptable.

C'est dans le précaire équilibre entre la recherche du profit par les chefs d'entreprise, la recherche d'un ordre par les autorités politiques qui serait basé sur le consentement, et la recherche d'un minimum de satisfactions matérielles par les salariés que s'établissent les conditions ou les préalables d'une institutionnalisation, d'une officialisation des organisations syndicales, avec, comme conséquence, la formation de fonctionnaires syndicaux de plus en plus spécialisés dans leurs tâches d'intermédiaires.

Que se produise une crise générale, ou que surgisse une situation qui rend à la réalité de la lutte de classe son visage contrasté, et le rôle des syndicats habitués à la négociation, détachés en partie de la réalité ouvrière, apparaît sous un jour révélateur. Ce rôle sera alors dénoncé, avec de solides arguments, par les travailleurs effectivement indignés par le comportement des « bonzes » de tous grades qui craignent de voir se rompre

leurs habitudes et d'avoir à se « recycler » en fonction d'une conjoncture sociale inattendue et par ce fait même condamnée. Mais l'indignation et la lucidité passagère ne sont pas suffisantes pour qu'un courant rénovateur transforme le syndicat, ou pour créer une organisation plus agile et plus proche des salariés, ni pour monter un comité ou un conseil ouvrier qui survivra à l'évènement.

Sous bien des aspects, l'existence, le poids, l'extrême prudence, l'accommodement progressif, et finalement la transformation des cadres syndicaux en catégorie sociale particulière, correspond à une classe ouvrière elle-même sans esprit de lutte et qui cherche dans le syndicat un organisme duquel on attend des avantages, que l'on considère comme un intermédiaire de type particulier, mais non pas un lieu de rencontre entre travailleurs cherchant à voir clair et désireux d'agir en conséquence.

Cela, pour les organisations syndicales relativement indépendantes, alors que bien des centrales ne sont plus que des succursales ou des prolongements de partis, les revendications ouvrières étant dans ce cas exaltées ou escamotées suivant des raisons de politique intérieure ou internationale.

C'est donc sans illusion que le militant révolutionnaire syndicaliste s'affilie à l'un ou l'autre syndicat. Ce qu'il cherchera aussitôt, c'est de rendre à sa section, à son syndicat, à sa fédération une vie intérieure intense. Ce sera en réalité un effort pour rendre le syndicat aux syndiqués, en exigeant des syndiqués un effort de connaissance, de participation et d'initiative.

Son seul allié sera la condition ouvrière elle-même, c'est-à-dire la situation sociale de ses compagnons de travail. Une condition à partir de laquelle, si l'intéressé la découvre, s'il en prend conscience, tout le régime d'exploitation peut être remis en question.

Ses ennemis seront nombreux. En premier lieu le patron, de type privé ou de type grand administrateur. Mais aussi les chefs et chefaillons d'une hiérarchie plus ou moins compliquée, mais dont la raison d'être est d'interdire toute rébellion, voire toute réflexion. Ce seront aussi les représentants syndicaux officiels, installés depuis longtemps aux postes de permanents, ou placés par le parti auquel ils appartiennent, qui tenteront d'empêcher que les problèmes fondamentaux soient reposés, et qui utiliseront tous les procédés, statutaires ou non, pour lui enlever son audience. Ce seront encore ses camarades de travail, pour qui la course aux heures supplémentaires, la préparation des paris pour les courses hippiques du dimanche suivant, la hantise des traites de fin de mois, les problèmes de week-ends motorisés composent une collection de soucis suffisamment importants, et qui ne tiennent à l'encombrer plus encore par des questions qui les arracheraient à leur ronronnement.

Encore s'agit-il de situations qui se présentent dans les pays connaissant une relative liberté démocratique - celle qui précisément permet de ne pas remettre en question l'injustice fondamentale -. Là, malgré la profonde sclérose des grandes administrations syndicales, il reste des possibilités d'agir. Ainsi, dans la Confédération Française Démocratique des Travailleurs - CFDT -, le travail des « minoritaires » est parvenu à transformer une confédération née sous le signe du confessionnalisme, de la jaunisse et du conformisme, en une centrale ouvrière où il est souvent possible à l'adhérent de s'exprimer et d'être plus qu'un cotisant. Il en va de même dans certaines sections de la métallurgie de l'énorme D.G.B. d'Allemagne Occidentale. Non qu'il y ait quelque espoir, car il serait illusoire, de voir ces centrales prendre des options révolutionnaires et évoluer naturellement vers leur transformation en contre-société de type ouvrier. Ce qui est important, c'est qu'au sein de ces organisations aucune voix ne soit étouffée, qu'elles tolèrent les expériences et les initiatives, si bien qu'en périodes de crise ou de grande tension sociale, alors que les choix décisifs s'imposent et se posent pratiquement devant les syndiqués et les travailleurs en général, il devienne possible que les décisions reflètent autant, sinon plus, le résultat des volontés et des désirs de base que les considérations propres aux bureaucraties installées ou en formation.

Les possibilités sont minces. Alors que l'originalité de la C.F.D.T. a été marquée par l'exploitation du vieux fonds syndicaliste-révolutionnaire et par l'attirance des traditions d'indépendance auprès des nouvelles générations ouvrières, il a suffi de la tentation - lors des élections présidentielles de 1974 - de jouer un rôle sur le champ de manœuvre politique pour s'écarter d'une volonté ouvrière propre. Sans doute n'a-t-elle jamais envisagé une politique de total « égoïsme ouvrier », car elle estime - c'est-à-dire ses militants les plus écoutés - que la classe ouvrière ne peut plus revendiquer à elle seule l'organisation de la société, et que le problème est de savoir avec quelles catégories sociales elle doit s'entendre, pour conserver confiance en des perspectives socialistes. Simultanément se présente le problème de l'alliance avec des forces et des organisations non ouvrières, c'est-à-dire avec des partis polyclassistes. La question des nécessaires rapports avec les partis politiques, sous forme de

fronts ou d'alliances, même à objectifs limités, revient à reconnaître l'incapacité présente des travailleurs à jouer pleinement, et seuls, le rôle révolutionnaire.

Dans cette voie, l'évolution est rapide, jusqu'à la chute. En quelques semaines, le secrétaire de la C.F.D.T., Edmond Maire, passera de déclarations de type anarcho-syndicaliste *« Nous ne voulons pas remplacer les P.D.G. capitalistes par des P.D.G. socialistes »* à un appel au soutien du candidat commun de la « gauche ». Laquelle voie signifierait qu' *« une perspective immédiate est déjà ouverte et son contenu clairement annoncé : une négociation centrale décidera des mesures les plus urgentes sur les salaires et les revenus les plus démunis, elle définira aussi l'extension des droits et des libertés des travailleurs »*. Il n'y manque même pas la dénonciation des « sirènes jusqu'auboutistes ». La confusion s'installe. Dans un autre texte, le secrétaire général de la C.F.D.T. énumère des revendications que le Président de « gauche » satisferait : *« suppression du travail au rendement, revalorisation du travail manuel peu qualifié, innovations technologiques pour améliorer les conditions de travail, remplacement des structures hiérarchiques par de nouveaux modes d'organisation faisant progresser vers l'autogestion »*. Revendications parfaitement acceptables et applicables par des chefs d'entreprise ou des technocrates modernes et intelligents. Et qui ne débouchent pas nécessairement sur l'autogestion, sinon sur l'intégration.

Dans les pays où les syndicats sont transformés en départements ministériels, servent de courroies de transmission pour les consignes économiques, existent comme organisations d'encadrement avec affiliation obligatoire, les formes de lutte et les méthodes d'influence sont autres. Elles ne sont nulle part codifiées ou codifiables. Elles sont choisies au gré des situations et en fonction des possibilités du militant ou du noyau de militants.

Que ce soit hier dans - ou en marge - du mouvement syndical espagnol franquiste, appelé « vertical » parce que les ordres viennent d'en haut, ou au sein des sections entièrement contrôlées des appareils syndicaux des pays de l'Est, ou encore dans les vastes bureaucraties officielles qui portent le nom de syndicats, au Brésil ou en Turquie, il ne peut y avoir d'autre règle que celle que le militant se donne. Anonyme dans la foule, il ne sera reconnu que par ceux qui cherchent à le connaître. Et s'il tombe, décelé par les services de répression, il laissera trace parmi ceux qui l'ont connu.

Aux périodes parfois longues de la propagande qui semble tomber dans le vide, de efforts qui ne semblent rien rendre, succèdent des explosions sociales à l'occasion desquelles le militant s'aperçoit que ses tracts, ses brochures, ses livres, ses dires, mais aussi et surtout son exemple n'ont pas été inutiles. Car le véritable et grand associé du militant syndicaliste révolutionnaire, ce sont les évènements qui tôt ou tard offrent la démonstration et la confirmation de ses prévisions ou de ses observations. Des évènements qui parfois font apparaître de façon naturelle, sans qu'il y ait eu propagande préalable, des prises de position dans la classe ouvrière, qui sont à la fois socialistes et libertaires. Cela s'est vérifié en Pologne, en Hongrie. Cela se vérifie dans des pays d'Afrique noire. Cela s'inscrit parfois aussi dans l'expérience qui demeure gravée dans les mémoires ouvrières, après des périodes d'euphorie et d'illusions, comme à Cuba. Cela se conserve, comme suprême recours quand surviennent les périodes de catastrophe, dans les pays apparemment les plus évolués et organisés, comme aux Etats-Unis ou dans les pays de l'Europe Occidentale.

Souvent accusé d'être théoricien, idéaliste ou utopiste, le syndicaliste libertaire est en réalité un militant qui vit intensément la vie ouvrière, les yeux ouverts, et qui ne se laisse pas saoûler par les phraséologies à la mode, qui couvrent des phénomènes d'une banalité répétée. Il continue d'incarner la seule philosophie ouvrière née de dures expériences, à partir de celles de la Première Internationale : *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*. Et cela sous n'importe quel régime, tout en tenant compte des possibilités et des obstacles que présente chacun de ces régimes.

S'il est un type de militant ayant le sens du concret, c'est bien l'anarcho-syndicaliste qui ne se laisse pas embarquer dans n'importe quelle aventure électorale à courte vue, qui exige de voir les mots correspondre à la réalité, et qui ne confond pas une nouvelle classe dirigeante techno-bureaucratique avec le socialisme. Non plus qu'il n'accepte l'escroquerie de la démocratie bourgeoise se limitant aux mots et aux échanges oratoires, pour masquer un système économique privé ou d'Etat où le travailleur n'existe en aucune façon comme partenaire d'une démocratie industrielle, alors qu'il devrait en être l'élément de base.

C'est donc par rapport aux situations de fait, par rapport au jeu des pouvoirs économiques et politiques, qu'il cherchera la meilleure forme d'organisation pour donner à la classe ouvrière la possibilité d'agir en puissance

lucide. Il entrera dans n'importe quel syndicat pourvu qu'il y trouve pleine liberté de s'exprimer, au même titre que n'importe quel autre syndiqué. Il ne créera pas de syndicat qui ne serait que le reflet de son influence, pas plus qu'il n'acceptera de syndicats fabriqués à la mesure et mis à la disposition d'un parti, d'une idéologie ou d'un Etat. Mais il pourra tout aussi bien, si les circonstances s'y prêtent ou l'exigent, revenir à l'essentiel, c'est-à-dire à la création d'un groupement de travailleurs désireux d'unir les efforts et d'agir en hommes libres, et qui ne trouvent pas dans les organisations bureaucratisées un milieu de camarades mais des bureaux à guichets.

Toutes les discussions sur les avantages et inconvénients des syndicats tels qu'ils fonctionnent, de l'intérêt à y entrer, ou de les combattre s'ils sont attrape-nigauds au service du patronat ou d'un parti, ou d'un gouvernement, tous les examens portant sur la tactique et la méthode sont de droit en milieux ouvriers. De même que les diverses formes d'organisation, comme les conseils ouvriers ou les formes spontanées de comités à tâches limitées, ne peuvent être thèmes pour discussions théoriques, mais doivent correspondre à une recherche responsable du meilleur moyen de lutte, de défense et de construction.

C'est quand le débat se prolonge par des considérations de chapelle ou de secte qu'il devient inutile et dangereux, car l'essentiel est alors perdu de vue, à savoir que l'association ouvrière correspond à des fins immédiates et à des objectifs généraux, qu'elle est instrument et non but en soi, qu'elle prépare une société ouverte et ne peut donc être elle-même une société fermée, qu'elle est embryon de société et qu'il faut donc qu'il s'y pratique effectivement les qualités que l'on espère voir fleurir dans une société de libres producteurs.

Le seul et effectif problème de l'organisation syndicale est celui de la démocratie intérieure, unique garantie de sa capacité d'adaptation et d'évolution. Le syndicat doit appartenir aux syndiqués. Lesquels peuvent se tromper, mais à leurs frais et suivant leurs propres décisions.

Les terrassiers de la région parisienne, dans les années d'avant-guerre, avaient, en cas de litige portant sur les résolutions prises dans des assemblées ou des comités syndicaux antérieurs, recours, pour trancher le débat, à ce qu'ils appelaient « le juge de paix ». C'était l'énorme livre que devaient porter deux compagnons, et dans lequel étaient inscrites toutes les décisions importantes, avec le nom de ceux qui les avaient proposées ou combattues. Car les assemblées générales étaient effectivement souveraines.

Et quand les travailleurs du port de Gdansk, en 1971, décident tout à coup de ne plus tenir compte des rouages compliqués et des manœuvres constantes des organisations d'Etat polonais, pour se réunir entre eux et décider ce qu'ils veulent pour choisir ensuite la manière de l'obtenir, ils en viennent, ou en reviennent, à l'essentiel, qui est de diriger eux-mêmes leurs affaires.

Quand, en juillet 1936, face aux problèmes que pose l'effondrement de l'Etat républicain et le soulèvement de l'armée, appuyée par tous les secteurs de la réaction, les ouvriers agricoles, parfois illettrés, des villages andalous ou aragonais s'assemblent et prennent des décisions pour assurer le travail aux champs, répartir les biens et l'outillage, créer des équipes pour les tâches collectives, installer des magasins, assurer les moyens de transport, établir la liaison avec les villes, ils sont dans la droite ligne de la gestion réfléchie de leurs affaires.

C'est cela, en des situations combien différentes, la continuité, la réinvention permanente des formes d'organisation des travailleurs. Ce n'est pas autre chose que proposent, suggèrent, réalisent en permanence les syndicalistes révolutionnaires.

# CO-GESTION, AUTOGESTION

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, époque où les économies européennes étaient en ruines ou en cendres, les conceptions révolutionnaires relatives à la gestion ouvrière, ou à la participation ouvrière à la gestion, ressurgirent. Un grand nombre de propriétés industrielles étaient par ailleurs tombées en déshérence, n'appartenaient plus à personne, du point de vue légal. Dans bien des cas, il s'agissait de propriétaires « collaborateurs », en fuite ou frappés « d'incivisme ».

En général, ces entreprises passèrent entre les mains de l'Etat, et ce fut le cas en France, notamment pour les imprimeries de presse. Le transfert de ces moyens de production aux personnels ne fut pas envisagée. Non pas que des revendications et des efforts ne tendirent pas à obtenir ce transfert et cette forme de gestion, mais parce qu'à l'époque les centrales syndicales, plus attentives au jeu des grandes puissances que soucieuses de rechercher les moyens d'une émancipation véritable, ne voulurent pas s'engager. Influencées par les partis faisant assaut de patriotisme verbal et de conformisme pratique, rien de sérieux ne fut tenté. A partir des décombres, les industries furent reconstruites, grâce à l'effort des travailleurs, grâce à un autofinancement rapide des entreprises, grâce aux dépenses publiques en faveur des grands travaux d'infrastructure - comme les barrages, les ports, les routes - et cela avec les encouragements et la participation des partis qui se réclamaient de la gauche. Le Parti Communiste s'en tenait aux consignes de l'Union Soviétique : affaiblir l'influence nord-américaine à n'importe quel prix, y compris celui de la renaissance d'une bourgeoisie française et d'un nationalisme vieux jeu. Le Parti Socialiste ne concevait le socialisme qu'à partir d'une économie florissante, laquelle serait obtenue à partir d'un Etat et d'un capitalisme ancien style.

Les « batailles pour la production » furent encouragées, imposées par des organisations qui se disaient porte-parole de la classe ouvrière. Ces batailles donnaient le pouvoir aux classes dirigeantes anciennes et nouvelles - celles de l'argent et celles de la technique gestionnaire et planificatrice - mais n'ouvraient aucune perspective de transformation sociale aux travailleurs. Côté allemand occidental, mines et sidérurgie furent placées sous la forme de la « **Mitbestimmung** », c'est-à-dire de la co-gestion. Les personnels pouvaient élire des représentants dans les conseils d'administration et désigner un directeur du travail. En France, les initiatives vinrent du côté patronal, favorisant la participation ouvrière… à la productivité, ou l'actionnariat ouvrier.

Il en resulta essentiellement la formation d'une nouvelle catégorie de représentants ouvriers, de délégués plus ou moins fonctionnarisés, de spécialistes syndicaux. catégorie qui s'intégra sans difficulté dans les cadres moyens dirigeants, servant de tampon lors des heurts sociaux. Ce qui était logique, car le retour à la tradition capitaliste étant admis, et la force nouvelle la concurrençant et la contrebalançant étant celle des grandes bureaucraties techniciennes, d'administrations publiques, d'Etat ou d'organismes supranationaux, toute initiative ouvrière se trouvait bloquée. Dans la mesure où le capitalisme d'ancienne formule devait céder ou reculer, c'était au bénéfice d'une classe dirigeante nouvelle, celle de la techno-bureaucratie, et non en faveur d'une classe de travailleurs qui avait manqué l'occasion d'imposer ses propres solutions.

Le fait qu'il y avait des représentants syndicaux siégeant dans les conseils d'administration d'entreprises plus ou moins contrôlées par l'Etat ne changeait rien à la condition ouvrière. Pour celui qui allait travailler chez Renault, à la mine, aux chemins de fer, le sentiment de participer effectivement à l'organisation du travail n'existait pas plus qu'avant, au temps où usines et services relevaient du secteur privé. Reconnaître que diverses conditions de travail furent améliorées, ne signifie pas qu'elles constituaient pour autant un pas vers un régime de démocratie industrielle, mais bien une adaptation meilleure au système d'exploitation et de frustration des travailleurs, système demeuré inchangé.

L'idée lancée en diverses régions, proposant que les travailleurs seraient considérés comme co-propriétaires de l'entreprise à mesure que celle-ci s'autofinancerait (les bénéfices recueillis grâce au travail du personnel et servant à l'achat de machines et d'outillage) et grandirait ne retint pas l'attention des centrales ouvrières. Une

négligence, un refus ou une opposition qui persistèrent même après que les diverses scissions eussent placé les confédérations soit sous le contrôle direct du Parti Communiste, soit sous celui de tendances moins soumises aux disciplines politiques, mais sans audace ni imagination.

Ce qui triomphait, c'était l'idée de la participation ouvrière - ou plutôt bureaucratico-syndicale - à l'organisation du marché du travail, à l'expansion de l'économie concurrentielle, et non pas la conception d'une classe ouvrière allant à la bataille et cherchant à mettre à profit heurts et conflits pour occuper des positions, améliorer sa puissance, en vue de nouveaux combats, jusqu'à l'emporter.

En reprenant les expériences qui se rattachent à l'idée d'autogestion, on se rend compte que les tentatives, ou la renaissance de l'idée, surgissent presque toujours en périodes de crise grave, en des circonstances où la société voit ses structures remises en cause, quand le problème de l'élimination d'une classe dirigeante est posé dans la pratique.

C'est le cas pour les occupations d'usines en Italie, et plus spécialement dans les régions industrielles du Piémont. Le pays vient de sortir de la guerre, et la poussée ouvrière comme la vague paysanne démontrent que la vieille Italie ne peut plus se survivre. Au sein du mouvement ouvrier des formes d'organisation et d'action puvelles sont recherchées, pour échapper à une certaine bureaucratisation et à la politique confuse des partis. Il s'agit d'une période où les vieilles structures craquent, où les paysans s'emparent des terres, où la bourgeoisie découvre que ses habituels moyens de pression, d'information, de gouvernement ne suffisent plus pour faire face au mécontentement général, pour détourner les sympathies que rencontrent les partisans de la révolution sociale. Une période insurrectionnelle semble s'ouvrir.

Les grèves d'abord, le lock-out patronal ensuite paralysent les centres industriels de Turin, et les travailleurs répondent à la fermeture décidée par le patronat par l'occupation des usines. Une double tâche attend les comités, celle de faire tourner les ateliers - à Gènes les ouvriers de la construction navale lanceront un navire -, celle de défendre l'usine occupée par les armes.

La position prise par le Parti socialiste et la centrale syndicale qu'il contrôlait - la Confédération Générale du Travail - cassa le mouvement en ce sens qu'elle en empêcha la généralisation. La peur ressentie par les couches privilégiées d'Italie allait conduire le pays au fascisme, régime dont la raison d'être était qualifiée justement par un des révolutionnaires libertaires de l'époque « une contre-révolution préventive ».

L'expérience espagnole, beaucoup plus longue et riche d'enseignements, naît aussi d'une situation révolutionnaire, quand les forces réactionnaires de l'Espagne traditionnelle, celles de la grande propriété foncière, celles de l'Armée et de l'Eglise, veulent récupérer par la force un pouvoir politique qu'elles avaient perdu électoralement. Au coup d'Etat militaire répond le soulèvement ouvrier. A l'effondrement des appareils patronaux et d'Etat répond l'organisation immédiate des travailleurs, ceux des villes et ceux des champs. Dans les complexes conditions de la guerre civile, transformée bientôt en guerre internationale par l'intervention germano-italienne d'une part, celle de l'Union Soviétique d'autre part, et en dépit de l'assaut mené par les couches sociales conservatrices dans le camp républicain, malgré la pusillanimité des libéraux bourgeois, les réticences des socialistes, la politique résolument contre-révolutionnaire et terroriste des organisations et services communistes contrôlés par les polices politiques russes, une grande partie de l'économie sera rétablie et gérée par les organisations syndicales, par les communes locales, par une grande variété d'associations de base, et notamment par les communautés paysannes.

L'Algérie connaîtra elle aussi une période durant laquelle la notion et la pratique de l'autogestion seront mises au premier plan. La victoire de l'insurrection anti-colonialiste et le retrait des troupes françaises, laissent le pays sans appareil de gouvernement économique, avec seulement un pouvoir mi-civil, mi-militaire issu du Front National de Libération. Des grands domaines, des centaines d'entreprises grandes et petites sont sans propriétaires. On assiste alors à de très nombreuses expériences où les ouvriers agricoles, les petits propriétaires, les artisans, les travailleurs imaginent des formes d'organisation et d'administration. Avec, on s'en doute, des succès divers, mais apportant fréquemment la démonstration des capacités et de l'esprit d'invention de la part de travailleurs qui ne pouvaient se référer à aucune tradition, ni ne connaissaient, à de rares exceptions près, aucune des idéologies favorables à l'autogestion. Ces expériences furent progressivement liquidées par les organismes d'Etat qui se multiplièrent, se développèrent et devinrent prépondérants. Les autogestionnaires redevinrent bientôt de simples salariés, et souvent des salariés d'Etat.

Sans entrer dans l'étude systématique de ces expériences, il faut noter qu'elles surgirent à l'occasion de circonstances où le pouvoir patronal, la main-mise du propriétaire, la protection de l'Etat disposant de tous les moyens de coercition avaient été brisés par les évènements eux-mêmes. Dans le cas italien, c'est une tentative ouvrière de s'imposer et de disputer le pouvoir à un Etat et à un patronat en crise. En Espagne, c'est l'organisation ouvrière qui tente de se substituer à la machine d'exploitation et de briser les fusils qui la protègent. En Algérie, c'est la faiblesse de l'Etat naissant qui permet l'initiative de « ceux d'en bas ».

Assez différente est l'origine de l'autogestion yougoslave, où c'est l'incapacité de la bureaucratie de parti à faire correctement tourner les entreprises qui semble conduire le pouvoir politique à chercher des formules, à risquer une expérience limitée. Une certaine décentralisation contrôlée, un certain fédéralisme, une plus grande responsabilité accordée aux membres du personnel sont essayés. Evidemment dans le cadre d'une économie planifiée par en haut, dans les limites financières dictées par les organismes d'Etat et les contrôles de crédits. A cheval en quelque sorte entre l'autogestion ouvrière qui, se propageant à tous les niveaux et gagnant l'ensemble de l'économie, mettrait en cause - et en péril - l'appareil de Parti Unique, et l'application « libre », par les travailleurs de chaque entreprise, des programmes de production définis par les services d'Etat.

Il ne s'agit donc pas, quand il est question de donner un sens concret au mot « autogestion », de mettre en discussion le principe de la capacité du travailleur à organiser son travail, ni d'attendre qu'une crise apocalyptique vienne frapper la société capitaliste, post-industrielle ou techno-bureaucratique, pour accorder à ce mot une valeur de circonstance.

Ce qui est important, ce sont les possibilités, les limites et les dangers de la volonté d'autogestion cherchant à se manifester dans les situations actuelles et immédiates. La mode actuelle ne signifie pas nécessairement qu'elle naît d'un espoir ou d'un désir ouvrier. Bien plus nombreux sont aujourd'hui ses propagandistes intellectuels. Ce qui nous oblige à y regarder plutôt deux fois qu'une. Et à éviter de confondre le sens que donnent les ouvriers à cette notion avec celui que sont tentés de lui accorder les manipulateurs politiques.

Les grands soulèvements de Hongrie, en 1956, au cours desquels, de façon spontanée et pour répondre à des problèmes de vie quotidienne, les travailleurs reprirent en main l'organisation des centres de production, se firent, ne l'oublions pas, contre la nouvelle classe privilégiée, camouflée en Parti communiste dirigeant et en bureaucratie de fonction. Les comités et les sections syndicales du Grand Budapest qui assuraient la production le faisaient en dehors, malgré et contre le pouvoir des « révolutionnaires qualifiés et patentés » du régime.

Pour bien des partisans tardifs de l'autogestion, il ne s'agit souvent que de se trouver une caution ouvrière pour leur conquête et leur dessein de refonte du pouvoir d'Etat, de trouver une formule imprécise qui favoriserait l'intérêt ouvrier en faveur d'une nouvelle forme de propriété - d'Etat - dont les travailleurs n'auraient en fin de compte pas le contrôle. C'est pourquoi il est important, sans pour autant provoquer aucune illusion quant à la facilité ou à la simplicité des essais, de tenter ici et maintenant des expériences. Utiles au moins dans le sens qu'elles permettent de connaître les limites, les possibilités, les dangers, les obstacles, jusqu'à trouver une pratique efficace, ou du moins une meilleure connaissance du problème.

Par rapport aux phénomènes de changement dans la société moderne, et dans la mesure où tout changement ne conduit pas nécessairement au remplacement du patron ancienne manière par un collectif fraternel et solidaire, mais ouvre une série de possibilités pour des formes d'exploitation nouvelle, il est prudent de ne pas se laisser griser par une conception excellente en soi dont on vérifierait pas le contenu réel, à chaque démarche, à chaque pas.

Signalons par exemple qu'en Argentine, où l'expression « autogestion » a pris une actualité inattendue, dans l'ambiance du néo-péronisme (alors que l'ancien mouvement ouvrier argentin fondait son existence et ses espérances sur l'appropriation de toutes les sources et moyens de production par des associations de travailleurs), la qualité des propagandistes - dirigeants syndicaux formés par le péronisme, techniciens des grandes entreprises d'Etat - laisse entendre que le but poursuivi, ou la signification nouvelle qui lui est accordée, correspond à une politique de conquête de la part des cadres, ceux de la production comme ceux des administrations syndicales ou des bureaucraties d'Etat. Autogestion des entreprises équivaut pour ces cadres à la main-mise sur l'entreprise, ou du moins au partage du pouvoir avec les propriétaires légaux. Dans toute l'argumentation avancée, sous couvert d'autogestion, fort peu de place pour les travailleurs manuels ou les employés de base, ceux-ci étant « naturellement » représentés par les fonctionnaires des syndicats officiels.

Alors que la plupart des propagandes se réclamant du socialisme offrent des programmes dont la réalisation dépend d'un changement d'équipe à la tête de l'Etat, de transfert des secteurs industriels privés à la propriété nationale, de remplacement des anciennes hiérarchies soumises au patronat par de nouvelles hiérarchies qui seront « au service du peuple », toutes « révolutions » qui demandent l'acquiescement des travailleurs mais non leur participation responsable et qui signifient en fait la mise en place d'une nouvelle classe dirigeante, le syndicaliste révolutionnaire s'intéresse davantage, comme point de départ à toute reconstruction sociale, au lieu de travail.

C'est là où l'ouvrier produit, ou participe à l'une ou l'autre opération qui contribue à la production, que se trouve en effet l'école du socialisme. Le meilleur des projets qui ne modifierait pas la condition ouvrière sur le lieu même où elle s'exerce, est à écarter. Si le travailleur quelle que soit sa tâche, sa place dans l'atelier, son degré de capacité professionnelle, ne se sent pas à la fois libre et responsable, libre parce que responsable, là où il œuvre pour lui-même et pour la collectivité, alors toutes les formules qui ne concourent pas ou n'aboutissent à cette libération ne sont que trompe-l'œil.

Ce n'est pas une fois tous les quatre ans, quand il va voter, ou dans les concentrations où il va manifester, ou dans les meetings où il va applaudir, ou par la lecture de publications révolutionnaires que le travailleur se libère. Ce sont là, bons ou mauvais, des moyens, efficaces ou inutiles, pour atteindre un but, et non pas pour lui faire oublier sa condition, sa dépendance, ses frustrations. En ce sens, Simone Weil avait raison de dire que la Révolution est l'opium du prolétariat. Mais le syndicaliste révolutionnaire ne se contente pas de cette évasion. Il veut, il cherche sa libération là où elle est essentielle, celle qui conditionne la plupart des autres, là où le travailleur comprend qu'il pourrait, par son travail, être un homme à part entière.

C'est à partir de son lieu de travail qu'il peut comprendre les mécanismes de son exploitation, le jeu des hiérarchies, le poids des autorités, la puissance de l'argent, l'immense gaspillage des sociétés bourgeoises ou, sous une autre forme, des économies planifiées. Et aussi, les reflets, les influences de ces forces et de ces mécanismes sur la classe ouvrière elle-même, cela non seulement dans ses activités productrices, mais pour tous les aspects de son existence.

Connaître le fonctionnement de l'entreprise, ses ressorts intérieurs, les forces auxquelles elle est soumise, ses liaisons avec les secteurs industriels voisins, c'est déjà un pas vers la prise de conscience. S'ingénier à trouver des formes d'organisation du travail qui permettent d'échapper à la monotonie, de sortir de l'anonymat, de s'extraire du climat de caserne, de rendre inutiles petits et grands chefs, c'est l'apprentissage de la gestion, et cela à partir du niveau le plus simple.

Cette connaissance, cette volonté de participation - mais non dans le sens que lui donnent tant de « trucs » patronaux concernant l'actionnariat ou les primes à la productivité - élimine le sentiment, chez le travailleur, d'être objet interchangeable. Il devient combattant qui organise son terrain. Il est militant qui contribue à transformer l'esprit de son milieu et aide ses compagnons à retrouver une dignité, non pas en dehors du travail mais là où il s'accomplit. Ce qui donne un sens profond à chaque revendication, ce qui apporte une signification à toute opportunité saisie pour expérimenter ou prévoir des formes de cogestion.

Voilà un effort bien limité pour un problème de vastes dimensions, dira-t-on. Qu'on ne s'y trompe pas. Ce maigre effort demande au militant d'être sur le qui-vive en permanence et de ne pas se comporter en fonction d'une gestion totale, espérée, possible, provoquée. Il débouche sur la formation indispensable de noyaux de travailleurs conscients qui ne seront pas facilement manipulables par les dirigeants bureaucratisés, anciens, présents ou futurs. Des équipes qui seront, quelles que soient les formes de nouvelle propriété, de précieux contreponds aux autorités contraignantes. Ils seront la réalité de la volonté ouvrière, là où se joue quotidiennement l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aucune illusion cependant, quant à la possibilité de voir cet effort de connaissance et d'intervention modifier par miracle les systèmes d'exploitation et les hiérarchies. Il s'agit moins d'une méthode permettant de modifier ou de précipiter de façon bénéfique les évènements, que de former et d'entraîner des travailleurs conscients et volontaires, de maintenir présente l'idée de la relève ouvrière.

Car outre que les sociétés en compétition, qu'elles soient néo-capitalistes ou socialistes d'Etat, n'ont qu'une seule perspective, celle de produire toujours plus, pour dépasser, battre et éliminer l'adversaire, sans se soucier des besoins de leur main-d'œuvre, sinon pour leur assurer les conditions de son maintien et de son renouvellement,

il faut prendre conscience que les modèles que poursuivent le plus grand nombre d'écoles socialistes sont, toute littérature mise à part, ceux de ces mêmes sociétés concurrentielles, armées pour la guerre permanente.

Il serait absurde de croire que le degré de technicité atteinte par ces sociétés sera nécessairement un élément favorable à l'avènement d'une société authentiquement socialiste, c'est-à-dire sous le contrôle des hommes qui la forment. Il est plus logique de croire que le socialisme, tel que le conçoivent les syndicalistes libertaires, et qui est celui pour lequel tant de générations de militants ont combattu, ne sortira pas comme le produit naturel et ultime d'une société fonçant aveuglément vers un avenir conditionné par la lutte pour l'hégémonie mondiale. Il n'est pas inscrit comme étape finale d'une marche triomphale de l'Histoire.. Il ne peut résulter que du difficile, du douloureux effort des hommes qui veulent faire de leur travail non un châtiment mais une joie.

# L'AVENIR AU PRESENT

A résumer les pages précédentes, il apparaîtrait que le syndicaliste révolutionnaire ne peut se présenter comme un mouvement dont l'avenir est assuré et dont les défenseurs peuvent tranquillement affirmer « demain nous appartient ».

En cela, il se distingue de la plupart des partis, réformistes ou révolutionnaires, qui affirment se trouver dans le sens de l'Histoire et dont les projets socialistes se trouveraient garantis, quels que soient leurs erreurs ou leurs échecs, par une sorte de progrès mécanique des sociétés.

Et ce n'est évidemment pas parce que les militants anarcho-syndicalistes peuvent revendiquer un rôle important ou décisif dans les luttes et expériences ouvrières ou qu'ils sont par tradition classés parmi les précurseurs ou avant-gardistes qu'ils auront raison demain dans les faits.

De plus, il est d'indispensable honnêteté de ne pas méconnaître une série de facteurs qui s'opposent à la marche vers une société socialiste. En premier lieu le gigantisme des unités économiques qui interdisent au travailleur de parvenir à une vue d'ensemble, et le rend dépendant, ou victime, des catégories nouvelles de techniciens de l'organisation, de l'informatique, du plan. C'est aussi le caractère international et financier que prend l'initiative et que revêt le pouvoir des possédants, devenus anonymes, invisibles, insaisissables.

C'est l'évolution des classes ouvrières qui se compartimentent en catégories égoïstes, ou qui bénéficient, ou croient bénéficier, des différences de niveau entre pays développés et pays sous-développés. C'est encore le fait que l'émancipation ouvrière n'est plus conçue par le plus grand nombre comme devant résulter d'un effort collectif de la classe, mais plutôt d'une évasion individuelle de la condition ouvrière.

C'est également la substitution, dans de nombreux pays par voie autoritaire, dans d'autres pays comme terme d'une évolution constante, des associations exprimant les espoirs et les volontés des bases, par des organismes syndicaux à caractère bureaucratique, « du militant au fonctionnaire ».

C'est, en plus, la tendance à remplacer les clairs objectifs socialistes-libertaires du mouvement ouvrier à ses origines, par des modèles où la hiérarchie interdit la fraternité, la volonté de puissance, la solidarité, le goût de l'efficience dans la compétition celui de la liberté. On en arrive à mesurer, ou à faire dépendre, le degré de socialisme par les niveaux de production.

Devant un tel panorama, il y a matière à désespoir. D'où une certaine tendance à ne vouloir conserver de la conception d'une société libertaire qu'une vague et lointaine perspective, comme un rêve d'adolescent. Ou encore de remplacer la difficile, toujours recommencée, lutte d'organisation par des actions d'affirmation individuelle. Et pourtant, aujourd'hui comme hier, et aujourd'hui préparant et créant l'avenir, ou mieux le demain immédiat, il n'existe pas que des sujets d'amertume ou des perspectives sombres. La première preuve en est que de par le monde, dans le monde tel qu'il est, des militants mènent leur combat, sans aide, sans Etat derrière eux, sans même la fausse illusion de la certitude.

Il en est d'autres. C'est que chaque jour, malgré l'hypocrisie des lois, les masques de la propagande, les distributions de promesses, fait découvrir des pans de réalité aux travailleurs. A la fois sur le lieu de la production et dans leurs rapports avec tout ce qui dispose d'une parcelle d'autorité, dans leurs relations avec les institutions d'Etat. Ou encore à l'occasion d'affrontements sociaux ou lors des crises qui secouent partiellement ou totalement la société apparemment prospère ou stable dans laquelle ils vivent.

Les hommes, que l'économie centralisée et planifiée souhaite voir se comporter en robots, prennent conscience de l'immense gaspillage que couvrent les programmations d'allure scientifique, et cela dans la pratique quotidienne du travail. Ils s'aperçoivent que la culture ou le sport qui leur sont offerts après le travail (ce qui rappelle le *dopolavoro* du fascisme italien) ne sont que drogues, et non complément, prolongement, d'une journée ou d'une vie pleinement vécue, provoquant l'épanouissement individuel et l'équilibre de la vie collective. Ou encore

ils deviennent combien l'intérêt manifesté envers eux par les gouvernements, les partis, les multiples organismes sociaux ne reflète en fin de compte qu'une volonté extérieure de les utiliser et de les manipuler.

Le caractère colossal des grandes sociétés, imbriquées les unes dans les autres, étroitement interdépendantes, entraîne simultanément leur vulnérabilité. Il suffit de l'arrêt d'une source d'énergie, de la paralysie d'un seul secteur de fabrication, d'une immobilisation dans les transports pour que toute la machine soit bloquée. A chaque fois que se manifeste un mouvement parmi ceux qui pourtant ne comptent que dans les colonnes de statistiques : les manœuvres, les ouvriers sans qualification que l'on appelle pourtant spécialisés, l'ensemble des productions se trouve stoppé. Curieuse et significative démonstration, pas toujours entendue comme elle le mériterait, de la vanité des hiérarchies et de l'importance relative des organisateurs et des exécutants. Démonstration d'une solidarité dans les faits, bien plus visible que celle qui devrait et pourrait se manifester entre les hommes.

D'autre part, la puissance des cartels financiers, des grands groupes d'investisseurs, dégagés des contrôles comme du soutien des Etats, ne peut se manifester qu'en période de croissance, d'euphorie économique. Pour peu que le développement général se ralentisse dans le monde, et que l'inflation cesse de nourrir l'expansion pour devenir insupportable et incontrôlable, et l'on voit les mastodontes courir d'un bout de la planète à l'autre pour conserver à leurs paquets de devises une valeur minimale, pousser les Etats à la ruine, mais aussi voir ces Etats se mettre à mordre.

Autant de contradictions qui laissent à l'action ouvrière un nombre non négligeable d'opportunités et de moyens d'action. Tant sur le plan local que dans le domaine des relations internationales, ou la solidarité n'est que trop rarement organisée et pratiquée.

En grande partie, l'évolution, l'embourgeoisement - dans le sens d'une adaptation à la société bourgeoise et du conformisme mental -, l'intégration des classes ouvrières dépendent de la capacité de la société capitaliste, ou techno-bureaucratique, à maintenir un certain rythme de développement. Mais outre que le passage de la société industrielle de caractère bourgeois à la société post-industrielle de type techno-bureaucratique suscite des crises et dégage la possibilité d'autres solutions, il reste que les groupes de salariés qui s'estimaient bénéficier d'une situation privilégiée découvrent à l'expérience qu'ils continuent à être dépendants, et créent leurs îlots de résistance au sein même des régimes neufs. Des catégories nombreuses de techniciens, d'ingénieurs découvrent qu'eux aussi sont des manœuvres du cerveau et voués à la médiocrité de l'ouvrier spécialisé, à un échelon près. Sans compter que la frénésie de la concurrence condamne à mort, sans distinguo hiérarchique, des entreprises entières, dont les personnels se retrouvent solidaires dans la chute.

Non pas de façon mécanique, mais à condition de passer par la réflexion, nombre de travailleurs intellectuels se rendent compte que leur relative supériorité - par rapport aux manuels - est un leurre et que c'est le système dans son ensemble qui organise une hiérarchie. La mobilité espérée, les possibilités d'ascension sociale, toujours mises en avant pour faire admettre le système dans son principe, ressemblent alors aux carottes qui font trotter les ânes.

Ces leçons et ces expériences n'auraient aucun effet positif si elles ne contribuaient pas à éliminer l'illusion tenace, et entretenue, concernant la facilité suivant laquelle le type de société basée sur la recherche du profit, sur la compétition sous toutes ses formes, sur le pouvoir des minorités privilégiées par le capital ou la fonction, peut être transformée radicalement et heureusement par un simple changement des équipes maîtresses de l'appareil d'Etat.

Alors que c'est la rupture totale avec le système d'expansion industrielle, impulsé par la guerre économique - forme de la guerre tout court -, qui conditionne la possibilité, dure et ingrate, d'une construction sociale à caractère humain. Et cela à partir des éléments qui, dans les sociétés d'aujourd'hui, maintiennent leur capacité et leur volonté de bâtir semblable société.

Les illusions constituent une marchandise de vente facile, et c'est pourquoi tant de partis qui se disent favorables à la protection, à la défense, à l'émancipation ouvrière ont pu exploiter la réserve sans cesse renouvelée des bonnes volontés et des espoirs ouvriers. Les syndicalistes révolutionnaires n'ont jamais offert semblables recettes de facilité. Ils ne présentent que des incitations à réfléchir et à s'organiser, des appels aux travailleurs pour qu'ils assurent eux-mêmes leur dignité de producteurs, pour que les meilleures formes d'organisation soient sans cesse recherchées, tant pour répondre aux problèmes immédiats que pour ébaucher, expérimenter les structures d'une société nouvelle. En fait, l'esquisse d'une contre-société mobile, agile, méfiante envers le danger

de sclérose bureaucratique. Et cela non pas en marge de la société dans laquelle ils vivent, mais à l'intérieur de celle-ci, la pressionnant sans cesse, jusqu'à l'éclatement quand les circonstances s'y prêtent, et pratiquant l'usage, jusqu'à l'habitude, des embryons organisationnels qui peuvent préfigurer la société de remplacement.

Méthode qui permet de créer et de faire intervenir dès à présent les contreponds et les freins s'opposant à la marche accélérée des sociétés vers le centralisme politique et économique, vers la mobilisation des ressources et des recours en vue de la lutte pour l'hégémonie. Méthode qui place le volontarisme, c'est-à-dire la lucidité et la responsabilité, dans des situations concrètes et en fonction d'un futur prévisible.

Méthode et pratique qui peuvent faire sourire les socialistes « scientifiques », experts en analyses de textes sacrés ou rompus à la rédaction de thèses aussi fréquentes que contradictoires, mais toujours définitives. Mais à ce sourire le syndicaliste libertaire pourrait répondre par un bon rire en examinant ce que les partisans du socialisme d'Etat offrent comme modèles.

Sans vouloir rappeler ce qui est connu - à savoir les millions de cadavres et les millions de concentrationnaires sur lesquels s'est construite la puissance stalinienne, dont les admirateurs d'hier sont les conseillers d'aujourd'hui - ni la militarisation totale du peuple chinois, ni l'expansionnisme des deux grands régimes dits communistes, concurrençant et se heurtant à celui des Etats-Unis, le Tibet répondant aux Caraïbes, et Prague à Saint-Domingue. Remarquons encore que dans le meilleur des cas, les sociétés dites démocratiques n'offrent comme perspectives que la création et l'entretien de troupeaux ouvriers de bœufs gras.

Les syndicalistes-libertaires ne croient donc pas que le socialisme se trouve au bout du développement économique, de l'expansion à l'infini, ni qu'il s'instaurera grâce à l'installation d'un pouvoir de fonction remplaçant le pouvoir de capital. Cela signifie-t-il qu'ils adoptent une attitude réactionnaire et qu'ils placent leurs espoirs dans un retour à la vie bucolique et à l'artisanat individuel ? Ce serait caricaturer leur volonté. Ce qui est vrai, c'est qu'ils sont convaincus que le socialisme vrai, celui pour lequel tant de militants connus ou obscurs ont combattu, celui qui hante ou berce les collectivités laborieuses et enrégimentées, n'est possible que si les hommes reprennent le contrôle de l'économie, au lieu d'être à sa disposition. Une dépendance qui permette que l'Etat soit instrument d'une classe dominante ou devienne cette classe.

Comme le dit l'anthropologue Pierre Clastres, tirant les conclusions de ses études sur les sociétés primitives (*La société contre l'Etat*, Paris 1974) : « *La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique du pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est un dérivé du politique, l'émergence de l'Etat détermine l'apparition des classes* ».

# V. GRIFFUELHES LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

## CE QU'EST LE SYNDICALISME

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier ; il affirme que cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur.

A la confiance dans le Dieu du prêtre, à la confiance dans le Pouvoir des politiciens inculquées au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi, à l'action étiquettée tutélaire de Dieu et du Pouvoir, il substitue l'action directe - orientée dans le sens d'une révolution sociale - des intéressés, c'est-à-dire des salariés.

Par conséquent, le syndicalisme proclame le devoir pour l'ouvrier d'agir lui-même, de lutter lui-même, de combattre lui-même, seules conditions susceptibles de lui permettre de réaliser sa totale libération. De même que le paysan ne récolte le grain qu'au prix de son travail fait de luttes personnelles, le prolétaire ne jouira de droits qu'au prix de son travail fait d'efforts personnels.

Comme on voit, le syndicalisme s'oppose à l'idée de Dieu et à la valeur libératrice du Pouvoir. Au premier, il nie toute raison d'être, car l'Etre suprême ne pourrait être que le pivot et le moteur des actions humaines, l'homme n'étant plus qu'une machine incapable de penser et de créer ; au second, le syndicalisme nie la possibilité réformatrice que le Pouvoir s'attribue, qui en ferait le facteur essentiel du progrès humain et grâce à laquelle il serait à même de donner au peuple, qu'il veut guider et conduire, tout le bonheur terrestre. De ce bonheur, le Pouvoir n'en peut disposer, car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre ; il est au-dessus de lui. Le bonheur se réalise et se conquiert, il ne se donne pas.

Au nom du Dieu des hommes et de l'Eglise, le prêtre dit au travailleur que le bonheur n'est pas de ce monde ; au nom du Pouvoir et de l'Etat, le politicien dit à l'ouvrier que seul le Pouvoir peut lui donner une part de bonheur ; l'un et l'autre font donc du prolétaire la source du travail, moyennant une rétribution dans l'autre monde, dit le prêtre, moyennant une protection bienveillante donnée et garantie par la Loi, dit le politicien. Le salarié, pour eux, est l'être inférieur incapable de discerner et auquel Dieu et la Loi servent de tuteur et de mentor.

Ainsi, l'un et l'autre essaient de justifier une autorité et un pouvoir usurpés pour maintenir l'ouvrier dans une situation inférieure.

Mais si le syndicalisme repousse tout mysticisme et toute intervention surnaturelle, tout abandon du salarié s'en remettant à ses gouvernants du soin de réaliser sa part de bonheur, il ne repousse pas les travailleurs imbus d'idées religieuses ou confiants dans la valeur réformatrice des dirigeants.

S'il les repoussait, il serait la confusion de facteurs différents : mouvement, action d'une part, classe ouvrière d'autre part. Le syndicalisme, répétons-le, est le mouvement, l'action de la classe ouvrière ; il n'est pas la classe ouvrière elle-même. C'est-à-dire que le producteur, en s'organisant avec des producteurs comme lui en vue de lutter contre un ennemi commun : le patronat, en combattant par le syndicat et dans le syndicat pour la conquête d'améliorations, crée l'action et forme le mouvement ouvrier.

De sorte que le travailleur, serviteur volontaire de la religion ou de l'État, poussé par ses intérêts essentiels et directs, entrant en opposition avec son exploiteur afin d'obtenir des avantages et des garanties, est invinciblement amené à produire une action dont l'esprit, les manifestations sont d'un ordre tel qu'il éloigne de lui toute idée de surnaturel et toute confiance dans l'intervention des dirigeants.

## LE SILLON

Si le syndicalisme n'imposait pas à l'ouvrier de telles conséquences, il ne serait plus le mouvement de la classe ouvrière aboutissant à son émancipation, il ne serait qu'une partie de ce mouvement, il coopérerait à une besogne sous l'inspiration et sous l'égide ou de la puissance divine comme le proclame Le Sillon, ou des partis politiques comme le proclame le Parti Socialiste, ou du gouvernement comme le proclament les politiciens de tous les partis, également avides du Pouvoir à l'effet de gouverner et de diriger la classe ouvrière.

Le Sillon recommande au prolétaire l'organisation évoluant sous l'œil paternel et bienveillant de l'Eglise. Il est guidé par le désir de ramener, dans le giron romain, les travailleurs éclairés sur le rôle de l'Eglise, qui n'exerça jamais son pouvoir que pour la sauvegarde et la protection des puissants de la terre. Le Sillon veut conserver et fortifier une autorité finissante. Et pour mieux parvenir à ses fins, il prend un langage où se mêlent les conseils à l'organisation et l'invocation du Christ et du pape ; il prend un visage prolétarien et démocratique et fait ainsi illusion auprès de quelques travailleurs.

N'insistons pas cependant ! Le Sillon constitue une tentative qui, venue à une autre heure, eût pu donner des résultats ; aujourd'hui elle vient tard, trop tard.

## LE PARTI SOCIALISTE

Le Parti socialiste réclame la paternité de l'action syndicale, alors qu'il n'en est que le filleul ; on serait en droit de dire qu'il en fut le falsificateur. S'il réclame cette paternité, c'est en vue de l'inspirer et de la diriger ; s'il contribue parfois à son développement, c'est pour des fins à lui.

L'action syndicale pour le Parti Socialiste devrait être la semence qui ferait pousser adhérents et électeurs, sans lesquels il ne peut exister ; le syndicalisme devrait être le recruteur de forces que son effort personnel est impuissant à lui procurer. Le mouvement ouvrier est le mineur, l'adolescent ; le Parti est le majeur, l'adulte ; celui-ci aurait pour rôle d'apprendre au syndicalisme à se mouvoir, guidant ses pas, surveillant, protégeant sa marche. C'est à ses yeux le travailleur inhabile, inexpérimenté, incapable, ne pouvant parvenir à donner à ses luttes la portée nécessaire que, par une mise en valeur, en relief que seul le Parti peut lui assurer et lui garantir.

Le Syndicat est l'organe qui balbutie les aspirations des ouvriers, c'est le Parti qui les formule, les traduit et les défend. Car pour le Parti, la vie économique et sociale se concentre dans le Parlement ; c'est vers lui que tout doit converger, c'est de lui que tout doit partir. Le Parlement, le Pouvoir législatif et le Pouvoir gouvernemental sont à ses yeux le grand propulseur, le grand régulateur ; sans eux les sources se tariraient et les grains ne germeraient pas. Et si le Parti admet - rarement - une action populaire, c'est afin de renforcer son effort législatif jusque-là stérile, ou pour rechercher des félicitations ou des adeptes.

En un mot, les travailleurs, étant dans l'impossibilité de défendre et de sauvegarder utilement leurs intérêts, devraient s'en remettre, pour une telle besogne, à nos aspirants députés et nos aspirants ministres, et le Parti serait ainsi l'organe qui s'interpose pour régler les différends entre les deux facteurs de la production et pour intercéder ou intervenir auprès de l'Etat, dont la fonction est, pour nos socialistes, de tout contrôler, de tout régenter.

## LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement est un chargé d'affaires se donnant pour mission d'intervenir dans tous les actes, tous les évènements intéressant les hommes. Il veut être l'inspirateur et le bénéficiaire des manifestations qui nous agitent et nous font mouvoir. Au nom de l'Etat qu'il gère, il tend à se substituer à notre volonté, s'attribuant le pouvoir d'administrateur des besoins et des charges qui sont notre lot. Son action consiste à s'emparer des progrès provenant de modifications, de transformations, d'innovations introduites dans notre existence. Mais s'il s'en empare, ce n'est pas pour les compléter et les fortifier, c'est pour les réduire, les comprimer ou les châtrer. L'Etat, le gouvernement n'ont jamais été, et ils ne peuvent être, des facteurs de progrès dans l'ordre économique et social. S'il leur arrive - rarement - d'intervenir pour consolider l'un de ces progrès, ils ne le font que sous

l'effort persévérant et tenace des futurs intéressés. S'il s'agit des lois dites de protection à l'égard du prolétaire, l'Etat sait prendre des dispositions afin d'en atténuer les effets. Ajoutons que si, malgré leur insuffisance, ces lois reçoivent une légère application, c'est par suite de la bonne volonté du patron ou de la pression exercée sur lui par l'organisation ouvrière.

La loi sur les accidents dans le travail ne reçoit jamais son application du bon vouloir du juge ; l'accidenté, s'il n'a pas auprès de lui un défenseur consciencieux, connaissant bien les dispositions de la loi, sera lésé. Mais que les Compagnies d'assurances se dispensent de recourir à un conseiller, le magistrat en fera fonction en s'efforçant de juger dans le sens favorable à la Compagnie.

S'il s'agit des lois dites de liberté, l'Etat intervient pour réduire, en le réglementant l'usage de la liberté.

S'agit-il de l'obligation qui pèse sur l'ouvrier exploité de se révolter par la grève en vue de restreindre cette exploitation et pour étendre ses garanties, l'Etat intervient pour édicter des règles qui sont autant d'obstacles à l'exercice du droit naturel de grève ; il établit des pénalités uniquement dirigées contre le producteur. Celui-ci doit respecter, sous peine de prison, le « droit » du patron de faire travailler qui bon lui semble, et comme il l'entend, mais le patron n'a aucun « devoir » légal à remplir vis-à-vis de son ouvrier.

S'il s'agit de droit de parler et d'écrire, l'Etat intervient pour limiter, réduire ce droit. Il est interdit de penser contrairement à la volonté de l'Etat ; il est interdit d'écrire contrairement à la loi de l'Etat. Toute manifestation désapprouvée ou interdite par lui est réprimée et châtiée. Car le salarié doit avoir foi dans les préceptes de l'Etat ; il doit admirer, respecter les institutions sur lesquelles l'Etat repose : armée, magistrature, police, etc. Et de même que l'Eglise dit que l'homme doit croire en Dieu et en elle, le gouvernement dit qu'il faut croire en l'Etat et en ses institutions ; il est donc interdit de parler et d'écrire contre lui et contre elles.

S'agit-il du droit d'association, c'est-à-dire du droit humain qu'ont les individus de s'entendre et de se concerter, l'Etat intervient encore… toujours… pour réglementer ce droit, en fixant les attributions qu'il choisit lui-même, en limitant les conditions de recrutement, en déterminant les pouvoirs de l'association : attributions, conditions, pouvoirs, que le groupement doit respecter.

Tout ce qui dans le domaine social, de par les conditions de travail et de vie imposées à l'ouvrier, fait un devoir à celui-ci de réagir, de lutter pour sa propre sauvegarde, est saisi, réglementé, réduit, limité, morcelé par l'Etat. De sorte que l'ouvrier doit penser, agir, lutter, travailler selon les règles restrictives de l'Etat.

Il n'y a pas une règle édictée par l'Etat qui ne viole le droit qu'a l'ouvrier de travailler à son affranchissement et qui n'ait pour but de ramener à l'Etat les prérogatives, les garanties, les libertés que se donne le producteur. Pourquoi ? Parce qu'il faut pour la vie, la sécurité de l'Etat, que le salarié soit dans tous les instants le sujet, le gouverné de cet Etat.

Non ! Quoi qu'on dise, l'Etat est un facteur d'oppression ; et toutes les attitudes à allure libérale qu'il prend sont autant de manœuvres faites pour abuser, tromper, afin de mieux triompher.

Et les paroles prononcées devant le Sénat le 17 novembre 1903 par M. Clémenceau sont toujours vraies : « L'Etat a une longue histoire toute de meurtre et de sang. Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde, les massacres, les guerres, les manquements à la foi jurée, les bûchers, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison d'Etat. L'Etat a une longue histoire, elle est toute de sang. »

M. Clémenceau aurait pu ajouter : « Aujourd'hui, l'histoire de l'Etat se résume dans ces mots : répression, corruption, l'une et l'autre employées tour à tour ou simultanément. La répression qui abat les hommes en révolte pour la conquête de nouveaux droits ; la corruption qui asservit les consciences, ravale les idées pour faire des hommes des valets du pouvoir, des agents serviles de l'Etat. Devant l'Etat, tout s'incline et se courbe, le salarié étant fait pour l'Etat et non l'Etat pour le salarié. »

## ACTION DIRECTE

En présence de toute usurpation de droits, qui est le propre du patronat, se dresse le syndicalisme qui proclame pour le prolétaire le droit absolu de travailler par tous les moyens en son pouvoir, à l'effet de réduire l'autorité patronale, de diminuer les privilèges patronaux, d'assainir l'atmosphère de l'usine, de conquérir de nouveaux droits et de nouvelles garanties, considérés comme autant d'étapes franchies le rapprochant de sa

totale libération. En présence de toute usurpation de droits, qui est le propre de l'Etat, se dresse le syndicalisme qui proclame pour le prolétaire le droit absolu de penser, d'agir, de lutter selon les règles établies par lui, et de ne tenir compte de celles édictées par l'Etat que dans la mesure où ces règles légales le favorisent et l'aident.

Donc, affirme le syndicalisme, pour le travailleur, rien à attendre du patronat. Ce dernier ne peut, sans porter une atteinte directe à ses intérêts, réduire son autorité et ses profits.

Donc, affirme le syndicalisme, pour le travailleur, rien à attendre de l'Etat qui ne peut, d'une façon désintéressée, se donner pour tâche de fortifier l'action ouvrière ou d'accroître les libertés nécessaires au prolétaire pour la lutte de chaque jour. De là, l'opposition existant entre : syndicalisme, d'une part ; patronat, Etat, de l'autre. De cette opposition résulte la lutte ; le travailleur, ne devant compter que sur lui-même, agit pour exiger de l'un des avantages, de l'autre des libertés. Semblable résultat ne peut s'obtenir et durer que si l'ouvrier, fortement groupé, entraîné pour l'action, formule ses propres aspirations, fixe les moyens de les imposer, détermine les conditions de la lutte et arrête la nature de ses efforts.

Ainsi le salarié, maître à toute heure et à toute minute de son action, l'exerçant à l'heure jugée bonne par lui, l'intensifiant ou la réduisant au gré de sa volonté, ou sous l'influence de ses ressources et de ses moyens, n'abandonnant jamais à quiconque le droit de décider à sa place et pour lui, gardant comme un bien inestimable la possibilité et la faculté de dire à tout moment le mot qui active ou celui qui clôture, s'inspire de cette conception si ancienne et si décrite dénommée : action directe ; cette action directe qui n'est que la forme d'agir et de combattre propre au syndicalisme.

En effet, puisque le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière ; puisque la classe ouvrière pour créer ce mouvement doit être organisée en tant que classe, c'est-à-dire que les groupements issus d'elle ne peuvent comprendre que des salariés ; puisque ces groupements ainsi compris matérialisent organiquement l'opposition, qui rend adversaire l'ouvrier du patron ; puisque, de ce fait, ces groupements excluent les individus jouissant d'une situation économique différente de celle du travailleur, il faut, en toute logique, que le groupement, ayant ses origines dans la classe ouvrière, n'attende que de celle-ci le mot d'ordre et l'impulsion.

C'est-à-dire que de même qu'une maison de commerce pour se développer et pour grandir doit se lancer dans des affaires dont elle est toujours maîtresse, que de même que les hommes qui la font fonctionner doivent se dépenser dans un effort continu et permanent pour diriger les affaires, les consolider et les rendre fructueuses, il est indispensable que le mouvement de la classe ouvrière pour se fortifier et s'accroître reste toujours la propriété de la classe ouvrière, et que les hommes qui créent ce mouvement l'alimentent en lui communiquant leur élan et en lui imprimant leur propre esprit. Quoi de plus naturel que d'affirmer que le prolétariat se se libérera que sous l'influence de son action propre, directe, action que l'expérience acquise dans la lutte quotidienne renforce et augmente ! N'est-elle pas d'un usage courant, cette vérité : que l'homme ne devient forgeron qu'en forgeant ! Le syndicalisme a donc raison de dire : que le travailleur sera apte à faire sa révolution le jour où, rendu fort par la série de luttes soutenues, il aura appris à agir et à combattre. Et sa force d'offensive et de conquête, en même temps que de résistance, s'accroîtra d'autant plus qu'il saura lutter parce qu'il aura appris.

## MOYENS DE LUTTE DIRECTE

Il ne suffit pas de reconnaître l'urgence pour les producteurs de s'organiser et d'agir, il faut également qu'ils aient à leur portée des moyens d'action dont seuls ils ont l'emploi, dont la mise en pratique soit inévitablement dirigée dans un sens favorable à la classe ouvrière. Ces moyens existent près de nous, en nous ; ils surgissent du milieu, des condtions que nous vivons ; le syndicalisme, ou plutôt le mouvement de la classe ouvrière, les porte en lui, - nous dirons à l'état brut, inconsistant. Que faut-il faire pour utiliser ces moyens et les rendre efficaces ?

Que fait le carrier ou l'extracteur de minerai ? Il va chercher dans la nature la pierre ou le minerai à l'état brut, et ces divers produits n'acquièrent une valeur d'usage que par les manipulations faites dans le but de les purifier, de les séparer de tout corps inutile ou nuisible et de les rendre aptes pour une préparation plus complète. Selon ces manipulations, la pierre et le fer « rendent » de l'usage, disons du profit. De même, le salarié cherche, utilise les formes d'action que porte le mouvement ; il les extrait, les extériorise et, de cet usage, il tire profit. Mais ce profit est subordonné à la façon dont les moyens ont été extraits, employés. Mal extraits, mal employés,

ils ne donnent que la défaite. C'est donc à apprendre leur « extraction » et leur emploi que doit s'attacher la classe ouvrière. Savoir tirer parti des armes mises à notre disposition constitue la grande valeur du groupement.

Reconnaissons-le ! Si le prolétaire est, même malgré lui, contraint d'avoir recours à ces armes, il le fait d'une main malhabile. Il ne sait pas ! Il n'a pas appris ou n'a pas retenu. Aussi ne sommes-nous pas étonnés des insuccès qui jalonnent notre route ! Nous luttons poussés par les nécessités, mais nous luttons mal.

Le seul moyen d'apprendre à se servir d'une arme ou d'un outil, c'est de ne pas avoir peur ni de l'arme ni de l'outil. Que diriez-vous du conquérant qui, appelé à faire usage du canon, aurait peur du bruit qu'il produit ? Que diriez-vous de l'aviateur luttant pour conquérir l'espace, qui aurait peur de l'aéroplane et du dirigeable ?

L'un et l'autre ont toute confiance, l'un dans son engin meurtrier, l'autre dans son outil de progrès. L'ouvrier doit comme eux avoir confiance dans ses armes, et comme ils l'ont acquise en se servant de leur outil, l'ouvrier l'acquerra en faisant de même. Et comme l'aviateur, pour faire son apprentissage, choisit son jour et son heure ainsi que les conditions de ses tentatives, l'ouvrier doit faire choix de son jour et de son heure et des conditions présidant à sa lutte.

Aussi disons-nous d'abord que la grève, le sabotage, la grève générale, qui sont les moyens de pratiquer l'action directe, sont des formes de lutte tirées du mouvement ouvrier lui-même. Puis qu'avec l'une et l'autre, c'est le travailleur, et seulement le travailleur qui agit ; ensuite, que pour rendre ces formes d'action puissantes et efficaces, il faut avoir confiance en elles et apprendre à s'en servir.

Imitant le démocrate qui déclare que le peuple doit apprendre la pratique de la liberté, le maniement du suffrage universel afin de goûter les bienfaits de l'une et la valeur de l'autre, le syndicalisme déclare : Pour s'émanciper, le prolétariat doit acquérir la pratique de la lutte.

## LA GREVE

La grève est pour nous l'arme par excellence que la société présente met entre les mains de la classe ouvrière. Astreinte à vendre son travail, cette classe est contrainte de se servir de sa force-travail pour obtenir dans l'atelier des améliorations, il la vend ou la refuse selon les conditions déterminées dans le groupement syndical. Par la grève, dans l'usine où le travailleur passe son existence, il est sur son terrain, sur son champ de manœuvre ; par elle il frappe directement son patron auquel il a demandé des améliorations, il lui porte préjudice en arrêtant la rentrée de profits escomptés. Par la grève, l'ouvrier lutte, agit, fait effort, car il ne peut, s'il veut vaincre, laisser à quelques-uns la charge d'agir pour lui. Pour faire grève, le salarié doit d'abord se vaincre lui-même, en surmontant ses habitudes de soumission et de passivité ; la colère soigneusement cachée que suscitent en lui les dures exigences de l'atelier, et qui créent dans son esprit une rupture, une négation théorique : rupture dans l'harmonie des rapports entre lui et le patron, négation de l'autorité et du droit patronal contre lesquels il s'élève, se matérialise, et dès ce jour il y a invinciblement une transformation qui s'opère dans le prolétaire. De ce moment, l'ouvrier ne reconnaît plus l'autorité patronale, elle n'est plus pour lui intangible, il va s'efforcer de la diminuer jusqu'à disparition complète. Or, la force du patronat réside dans la confiance qu'a en lui le travailleur ; celui-ci, convaincu que la forme du patronat est nécessaire pour la société, croit dans le patron, et s'il croit il lui est interdit de lutter contre son exploiteur.

La propagande syndicale a pour objet de chasser cette croyance faite de respect et de soumission ; la propagande prend corps par le groupement et la lutte. Répétons-le, la grève est la forme de lutte par excellence. Elle est l'arme par excellence parce qu'elle est le moyen pour le salarié de démontrer sa force, c'est-à-dire la valeur du travail sans lequel une société ne peut vivre, parce qu'elle est le moyen matériel d'atteindre le patron et parce qu'elle constitue la rupture par laquelle le prolétaire « ose » défendre ses droits et ses intérêts.

La grève est donc pour nous nécessaire, parce qu'elle frappe l'adversaire, stimule l'ouvrier, l'éduque, l'aguerrit, le rend fort par l'effort donné et soutenu, lui apprend la pratique de solidarité et le prépare à des mouvements généraux devant englober tout ou partie de la classe ouvrière.

La grève, puisqu'elle est une arme, un outil mis à la disposition du producteur, ne peut aboutir que si ce producteur sait se servir de l'outil. Que vaut, en effet, une machine perfectionnée mise dans les mains d'un ignorant et d'un incapable ? Rien. Que peut la grève, outil excellent, si l'ouvrier ne sait pas la manier ? Rien.

Entre des mains habiles, la machine est puissante et produit ; utilisée par des producteurs conscients et forts des combats soutenus, la grève est efficace et réussit.

Nous savons que pareil raisonnement n'a pas toujours été tenu. Longtemps, trop longtemps, on a dit au travailleur que la grève était une arme dangereuse, stérile, impuissante ; on lui a montré une prétendue inutilité de la grève pour l'en détourner et pour mieux le diriger vers l'usage de moyens politiques dont le moins qu'on peut dire, c'est qu'ils sont incapables de créer et de produire.

Et, malgré les condamnations et les excommunications, les grèves se sont multipliées, accrues, étendues ! C'est que la grève est au-dessus de nous, elle nous dépasse, nous sommes ses serviteurs. Aussi que valent ces condamnations et ces excommunications ? Rien. La vie les méprise et les rejette, elle n'en a cure. Et c'est justice.

De ce qui précède, il résulte que la grève est une arme naturelle de lutte, qui n'a pas été inventée par l'homme, mais que la société porte en elle et impose aux déshérités. Ces derniers, pour en tirer profit, doivent apprendre à la manier et ils doivent la considérer non comme une arme nuisible par elle-même, mais d'un fonctionnement délicat, exigeant de bons manœuvriers. Pour être bon manœuvrier, il faut avoir confiance dans son outil et dans son arme. Là est, et pas ailleurs, le secret de la grève. Il faut donc à nos yeux organiser la grève, la déclarer quand les circonstances sont favorables ou le paraissent, il faut s'entourer de garanties, il faut en un mot la faire à propos et non hors de propos.

C'est à une méconnaissance des exigences de la grève que sont dues les défaites. Mais cette méconnaissance s'atténue, s'amoindrit, c'est à la faire disparaître que pour notre part nous besognons. La classe ouvrière parviendra-t-elle à pratiquer la grève dans des conditions meilleures ? Oui. Elle y parviendra, lentement peut-être, difficilement c'est certain, et elle y parviendra d'autant plus vite que, souvent et utilement maniée, elle fortifiera les hommes, les rendra plus hardis et plus confiants.

Langage subversif, grossier, légitimant la lutte, le heurt, le choc, les passions et les haines, dira-t-on ! Nous répondrons : la grève n'est pas une distraction, ni un amusement, ni un passe-temps, elle est une nécessité - un mal nécessaire - elle nous prend, nous entraîne, nous emporte, souvent malgré nous, et puisqu'elle est cela, nous ajoutons qu'il est préférable, ayant appris à la connaître, que nous en proclamions la valeur et l'urgence.

La preuve qu'elle s'impose se trouve dans ce fait : que le premier acte d'un ouvrier atteint ou non atteint par la propagande est de faire grève dès qu'il veut protester. C'est que la grève est là à sa portée, à l'état sauvage peut-être, mais état modifiable et perfectible.

Que sont la plupart des produits de la terre ? Des produits sauvages que l'homme par ses soins a transformés, modifiés, améliorés. Qu'est la grève produite par la société ? Une manifestation brutale que l'homme, par son expérience, peut transformer, modifier, améliorer.

## LE SABOTAGE

Qu'est-ce que c'est que le sabotage ? Une forme de lutte ouvrière qui est le contraire de la grève. Celle-ci est la lutte ouvrière menée en dehors du travail qu'elle suspend ; le sabotage est la lutte s'exerçant dans le travail. Il consiste pour le salarié à exécuter la besogne de telle manière que le patron ne retire qu'un petit profit. Un patron récalcitrant est saboté par son personnel, un patron donnant de maigres salaires est également saboté ; dans un cas comme dans l'autre, l'ouvrier ne pouvant ou ne voulant pas recourir à la grève, continue de travailler soit en œuvrant mal ou trop bien, ou trop lentement.

Les moyens de sabotage sont nombreux et variés ; nombreux parce que chaque mode de production comporte des conditions différentes, variés parce que les conditions changent de forme, de caractère, dans l'application.

En effet, il n'y a application que lorsqu'un ouvrier, une partie ou une totalité du personnel décide, en présence d'un refus du patron d'accorder telle ou telle revendication ou d'une aggravation des conditions de travail, de ne plus **travailler comme hier** tant que le refus persistera. Les cas d'un pareil sabotage sont fort peu nombreux ; nous en connaissons peu. La raison est dans la difficulté de l'appliquer, car le sabotage exige de la part de l'ouvrier une conscience développée, une ténacité extrême et une persévérance calculée ; ce n'est pas comme la grève la manifestation d'un geste de colère, spontané, enthousiaste, c'est l'oppression d'une volonté réfléchie, qui délibérément, arrête la marche d'une besogne, se tient à cette marche guidé par le seul souci de créer au patron une situation difficile, au bout de laquelle c'est la capitulation ou la …

Et il n'y a vraiment sabotage, c'est-à-dire préjudice, que lorsqu'après décision il y a changement dans la façon d'exécuter le travail. En effet, le terrassier, par exemple, qui prend l'habitude d'extraire peu de terre, d'en transporter peu, de charger le tombereau lentement, et qui le fait constamment, ne fait pas du sabotage ; il travaille en paresseux, non en lutteur, car les patrons, en présence de cette pratique lente de travail incorporée au mode de production, en tiennent compte en établissant leurs devis, de sorte que seul le client paye. Or, le sabotage n'a pas pour objet de frapper le client, mais le patron. Mais si ce terrassier décide que tant que l'entrepreneur ne cèdera pas, il besognera lentement, il fait du sabotage ; il va de soi que le patron ayant cédé, le terrassier reprend sa marche normale. Ainsi pratiqué, comme le témoignent plusieurs cas, le sabotage est une arme ouvrière. Il ne l'est pas dans ce cas.

Ils sont peu nombreux les ouvriers qui ne travaillent pas en indifférents. Ceux-là exercent leur imagination à inventer des « trucs » pour cacher une absence de besogne, et ils subissent à tout instant les effets d'une réflexion comme celles-ci : « J'en fais assez pour l'argent que je touche ; le patron gagne suffisamment ». Ces effets sont ressentis par tous ; ils nous influencent à l'état d'inconscience et de paresse, que nous appartenions à telle corporation ou à telle autre. Nul ne leur échappe. Il est donc ridicule d'affecter une indignation devant quiconque constate que le sabotage est inhérent à notre société, puisque celle-ci le crée, le développe et que dans son sein il n'est permis d'acquérir la fortune dans le commerce et l'industrie qu'au prix d'un sabotage pratiqué au détriment du consommateur et du client. Contre ce sabotage qui est la caractéristique de la production, nulle colère ne s'ameute, la loi le protège, le recommande ; à ses bénéficiaires : les honneurs et la richesse !

Les quelques cas de sabotage consciemment appliqués sont peu nombreux, avons-nous dit ? C'est pourquoi il nous est permis d'en noter quelques-uns.

Chez le boulanger, on sait que l'ouvrier, en pesant la pâte du pain de fantaisie, ne donne jamais le poids. Il met 450 grammes environ de pâte à la livre, jamais plus ; cet ouvrier sabote s'il met 500 ou 520 grammes à la livre. S'il s'agit du pain vendu au poids, cet ouvrier sabote également si, laissant se poursuivre la cuisson, la pâte perdant du poids, le pain devient léger et de ce fait assure au client une marchandise saine et de quantité normale.

L'employeur vendeur dans un magasin à qui le patron impose la règle d'un métrage « spécial », en donnant au client l'exacte mesure, sabote. Chacun sait en effet, que le vendeur bien noté est celui qui, d'une main agile, preste, fait glisser entre ses doigts la marchandise présentée au mètre et ne vous en donne que 90 ou 95 centimètres au mètre.

L'ouvrier qui « fignoie » un travail, le rend parfait, passe ainsi beaucoup de temps à remplir une certaine tâche, sabote. Chez les maçons, il y a eu des ouvriers qui, ne tenant pas compte des rabais consentis par l'entrepreneur pratiquant habituellement des malfaçons, accomplissaient la besogne de façon parfaite, allongeant ainsi la durée des travaux et réduisant d'autant les gains patronaux.

Répétons-le, pour terminer sur ce point. Le sabotage ouvrier est peu appliqué. Que la bourgeoisie se rassure donc ! Le client souffre plus du sabotage patronal que le patron du sabotage ouvrier.

Le syndicalisme tend à organiser le sabotage, à le rendre conscient, en faisant du système de paresse et d'indifférence qu'il est le plus souvent une application raisonnée d'une façon de travailler. Il y parvient rarement. Et pour avoir un exemple de sabotage intelligemment appliqué, il faut aller chez nos magistrats.

Voyez comme la loi qui limite les droits des évêques et des prêtres est appliquée avec mansuétude. Par suite d'un accord tacite, les juges « punissent » d'une façon engourageante les « délits » commis. C'est que la loi leur déplaît. Ils l'appliquent mal d'une façon générale. Ils la dénaturent, parce qu'ils veulent en corriger les effets de façon délibérée, voulue, calculée. Quand la classe ouvrière apportera un pareil état d'esprit dans sa lutte, rien ne pourra lui résister. Quand le fera-t-elle ?…

## LA GREVE GENERALE

La grève, nous l'avons vu, est une arme spécifiquement ouvrière ; produite par la société, imposée aux travailleurs, elle devient une arme par excellence lorsqu'elle est maniée par des mains expertes. Elle met en opposition le patron et ses ouvriers pour la conquête d'améliorations qui nous préparent pour des conquêtes plus grandes ; elle fortifie le travailleur et le rend apte à participer à des mouvements étendus et généralisés ; elle

est en un mot l'arme de lutte sur un terrain limité : atelier, usine, chantier, pour un objet limité et concret, mais susceptible d'amplification dans sa forme et dans son objet.

L'usage qui est fait de la grève se modifie au fur et à mesure que se font sentir ses manifestations ; la grève se modifie pour s'élargir, se compléter et pour réunir un nombre toujours croissant de travailleurs. C'est que la solidarité, la lutte font éclater la connexité des intérêts de nous tous. De cette connexité résulte normalement pour nous une appréciation plus complète des évènements et des choses, et une vue plus haute du rôle du syndicalisme.

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui besogne chaque jour pour améliorer la vie quotidienne en ayant pour guide l'affranchissement du travail, terme final. A la besogne quotidienne poursuivie par les prolétaires pour des fins ouvrières, il attribue comme arme la grève, le sabotage, qui excluent l'une et l'autre intervention directe du non-producteur : l'adversaire ; à la besogne d'affranchissement intégral, il attribue comme arme le soulèvement de la classe ouvrière. Parvenue à un degré de maturité, à un niveau de développement, à un état de croissance, ayant acquis par l'entraînement des combats de chaque jour le coup d'œil, l'assurance, la confiance, l'élan, la ténacité, la classe ouvrière réalisera sa libération par la grève générale.

La grève générale est l'arrêt de la production sociale ; par elle le prolétaire affirme sa volonté de conquête totale, il frappe de stérilité et d'impuissance la société actuelle, il en montre la fragilité et atteste la valeur du travail humain, point de départ et d'arrivée de tout mouvement et de toute vie. Elle est appelée à être la fin du rideau d'une scène vieille de nombreux siècles et la levée d'une autre s'ouvrant sur un champ plus vaste et plus fertile.

Est-elle une utopie, un rêve ? Bien fou qui l'affirmerait encore en présence des nombreux mouvements qui partout se produisent. L'insuccès de ces mouvements n'est pas un argument, ni la justification d'une opposition quelconque. Seuls peuvent être, parmi nous, attardés dans une opposition ceux-là qui, poursuivant des fins autres, ou animés de préoccupations spéciales, cherchent davantage leur propre satisfaction d'amour-propre, d'orgueil ou d'appétit que le bien-être général.

Un insuccès n'est pas une condamnation. Les tentatives avortées d'hier pour la conquête de l'air ont préparé les succès partiels d'aujourd'hui et les succès totaux de demain. De même les mouvements de grève générale d'hier ont préparé les tentatives améliorées d'aujourd'hui, ouvert la route aux conquêtes de demain, préfaces d'une réalisation plus grande.

Nous estimons, au contraire, partant de ce principe que la vie se traduit par le mouvement et l'action, que les progrès, les transformations qu'elle subit sont le produit de tout mouvement et de toute action, que les insuccès passés et présents étaient nécessaires. Nous allons plus loin, car nous disons que, pour le succès final, il faut encore des insuccès. Mais ces insuccès ne seront profitables que si nous en retirons plus de confiance en nous, en notre force et en la valeur des luttes qui les ont provoqués.

Cela est-il possible ? Oui. Une condition première est indispensable : c'est la liberté entière d'appréciation et d'observation. Juger la vie telle qu'elle se déroule et se poursuit, l'utiliser en la transformant, ou la transformer en l'utilisant est la règle qu'il nous faut imposer dans tous nos actes. A ce prix là, nous resterons à la hauteur des événements, les plus imprévus comme les mieux annoncés, et les dominant de notre force, accumulation de tous nos efforts personnels et directs, nous les orienterons vers des fins entrevues et désirées par nous.

Oui ! la Révolution Sociale, c'est-à-dire la mainmise sur le travail et sur le profit sera l'aboutissant d'un mouvement total de la classe ouvrière se produisant sur le terrain de la production et mettant en présence, dans un effort final, exploiteur d'une part, exploité d'une autre. Mais il n'y aura le triomphe que si nous savons agir et lutter. Et comme il n'y a que le mouvement de la classe ouvrière placé sur le terrain prolétarien qui apprend à agir et à lutter, le syndicalisme affirme ainsi sa supériorité, supériorité qui, certes, n'apparaît pas toujours avec éclat et vigueur ! Supériorité, cependant, car il est la vie elle-même, faite de chocs, de combats et de luttes.

Comme on voit, nous nous séparons des premiers adeptes de l'idée de grève générale. Ceux-là étaient mystiques, romantiques ; nous ne voulons pas l'être. Les premiers adeptes désiraient la grève générale ; ils croyaient en elle comme certains croient en Dieu ; ils lui attribuaient une vertu propre qu'elle ne peut posséder ; sa réalisation apparaissait comme prochaine ; sa venue était attendue comme l'heure marquée par l'horloge. La cadence de l'horloge était, à leurs yeux, accélérée ; il fallait donc se tenir prêt. Ainsi, ces adeptes qui eurent le grand mérite fort appréciable de lancer une idée dont les faits ont proclamé la valeur et dégagé la force de

création, étaient opposé à la grève tout court. La grève pour des fins quotidiennes était, pour eux, nuisible, gaspilleuse des forces et des instants de la classe ouvrière. Lutter dans une grève c'était s'amoindrir, s'affaiblir. De sorte que la grande grève était, pour ces hommes, un mouvement surgissant, éclatant soudain, la foudre tombant tout à coup et, pour elle, il était nécessaire de se préparer [1].

Pitoyable conception du mouvement ouvrier tout de même ! Les insuccès lui sont dus. L'explosion de vie ouvrière de ces dernières années a rejeté la grève générale en tant qu'idée ; elle l'enregistre comme un fait social se mêlant à nous, nous prenant, nous étreignant pour mieux nous entraîner.

Qu'importe que les politiciens de tous pays réprouvent la grève générale, qui leur apparaît être un mouvement trop absorbant puisqu'il détache notre esprit de toute croyance en des supériorités divines ou terrestres et qu'il oppose l'action directe du prolétariat à la prétendue valeur révolutionnaire qu'ils attribuent à l'Etat et au Pouvoir qu'ils convoitent. Il ne faudra pas être surpris de les entendre clamer contre tout mouvement de grève générale, le jour même où la classe ouvrière y aura recours et son objet atteint. Nos politiciens excommunicateurs sont de ces momies figées sous un abri, insensibles au vent et à la tempête. Passons !

Le nombre croissant des grèves, leur forme, leur caractère, leur étendue, leur connexité, ont donné au mouvement ouvrier une vigueur insoupçonnée. D'où une extension de vie syndicale dont les progrès sont incessants malgré leurs fluctuations. Et ce sont ces progrès qui font éclater la force créatrice de la grève générale et font entrevoir son explosion comme un aboutissant de nos luttes et de nos actions.

## ACTION CONTRE INACTION

De ces trop longues explications, il se dégage cette conception de lutte : c'est que la classe ouvrière ne devant attendre rien de ses dirigeants et de ses maîtres, niant leur droit de gouverner, poursuivant la fin de leur règne et de leur domination, s'organise, se groupe, se donne des associations, fixe les conditions de leur développement et, par elles, étudie, réfléchit, travaille à préparer et à établir la somme des garanties et des droits à conquérir, puis arrête les moyens d'assurer cette conquête en les empruntant au milieu social, en utilisant les modes d'activités que ce milieu social porte en lui, en rejetant tout ce qui tend à faire du travailleur un asservi et un gouverné, en restant toujours le maître de ses actes et de ses actions et l'arbitre de ses destinées.

Cette conception tirée de la pratique et de la vie faisait du prolétaire le gouvernant et le gouverné puisque chaque jour il doit être appelé à délibérer et à agir ; chaque manifestation de sa pensée doit être le fruit de son effort pour devenir une unité vivante et agissante de l'humanité. Dans chaque homme un penseur et un lutteur, dit le syndicalisme !

Que nous sommes loin dans notre pratique présente de cette conception, direz-vous ! A qui la faute ? Pas aux syndicalistes révolutionnaires en tout cas ! S'ils s'efforcent de marquer les événements de la vie syndicale de cette notion de la lutte, ils ne se dissimulent pas les difficultés et les obstacles. Ils savent par expérience — étant des prolétaires — qu'il est bien plus facile d'attendre au coin du feu la venue du Messie : Dieu, Etat, politicien, qui doit apporter, en les répandant sur les hommes, les bienfaits terrestres : il est plus facile de laisser quelques militants travailler pour soi, il est plus doux de rester au repos durant que d'autres combattent ; il est plus malaisé d'agir soi-même, d'encourir des responsabilités soi-même, d'aller au devant des coups qui meurtrissent. Le producteur est tellement accoutumé à tout attendre de ses maîtres, qu'il rompt lentement avec des habitudes, des préjugés ; il gémit, se lamente et… laisse faire.

## VALEUR DU SYNDICALISME

Eh bien ! dans cette période de décomposition morale, au milieu et au-dessus des bassesses humaines, des appétits et des lâchetés, se dresse le syndicalisme. Contre toutes les forces de l'Etat, contre les corruptions politiciennes, contre l'exploitation capitaliste, il convie les travailleurs à la lutte, les appelle à l'action et se montre comme puissance capable de régénérer le monde. Il est aujourd'hui le grand instrument de combat, il

1. Parmi ces hommes brillaient, à la première place, MM. Briand et Guérard.

sera demain le grand rénovateur. C'est ce rôle d'amélioration et de transformation qui suscite au syndicalisme tant d'opposition, c'est ce rôle qui soulève tant de haines ; c'est pourquoi nulle manifestation sociale d'esprit syndicaliste ne passe inaperçue ; pesée, mesurée, elle est toujours l'objet de la critique et de la colère.

Là est peut-être sa force. Il a réalisé sur le terrain de la lutte l'opposition existant dans l'atelier entre l'ouvrier et le patron, contre lui les divisions bourgeoises s'effacent. Pour lui résister et lui faire face, le bloc capitaliste se forme comme un témoignage de la valeur du syndicalisme. Nous ne nous en plaignons pas, quels que soient les coups reçus et les misères enregistrées !

Pouvons-nous indiquer en détail la tâche d'aujourd'hui et l'œuvre de transformation. Non. Pas plus que les penseurs, les écrivains et les philosophes du dix-septième siècle n'ont dégagé les formes exactes de la Révolution qui s'annonçait et dont ils préparaient la venue, il ne nous est pas possible de faire œuvre de prophète. Comme ils s'apèrent le régime féodal, nous sapons le régime présent : ils travaillèrent à l'établissement d'un monde différent, nous travaillons de même. Ils préparèrent une Révolution, nous faisons de même. Ils furent impuissants à tracer à l'avance le cadre de la société bourgeoise, nous le sommes également pour dégager les formes d'une société libre. Ce que nous savons, c'est que notre force de création correspondra à la force acquise par l'action de chaque jour. Et nous n'oublions pas, malgré la grandeur du rôle du syndicalisme, que cette force ne s'acquerra qu'au prix de contradictions et d'incohérences.

La route à suivre est accidentée, pleine de retours et de précipices. Pour la parcourir, nous accomplissons et nous accomplirons encore bien des faux pas, des maladresses ; nous ne nous inspirerons pas toujours exactement de notre conception de la lutte ouvrière, parce que la besogne est grande, la puissance de l'adversaire redoutable, les influences pernicieuses nombreuses. Que l'on songe que nous sommes une force qui monte et qui, en montant, doit lutter contre une force installée sur un sommet ! Que l'on songe qu'il nous faut faire un effort sur nous-mêmes et faire effort contre les adversaires ! Double besogne pénible, difficile, pleine de faiblesses momentanées, passagères. Le syndicalisme ne suit pas une ligne droite, régulière ; sa ligne monte, descend, tourne, retourne pour remonter et redescendre, tout en opérant une ascension continue. Telle est l'image de la vie ouvrière.

En suivant cette ligne, nous sèmerons des nôtres, arrêtées par un sourire bienveillant et tutélaire du Pouvoir ou du Patronat, nous sèmerons des nôtres abattus et découragés, nous en laisserons d'autres accablés par les coups de l'adversaire. Et malgré cela, la classe ouvrière poursuivra son chemin, d'autant plus sûrement que, n'ayant confiance qu'en elle, elle s'habituera à pratiquer toujours davantage l'Action directe du Syndicalisme Révolutionnaire.

# AVANT-PROPOS DE 1909

En ce temps, où le syndicalisme se galvaude dans tous les coins et poussé par des forces déprimantes et corrompues, il n'est pas sans intérêt de préciser à nouveau ce qu'est pour un révolutionnaire le syndicalisme.

Jamais le syndicalisme n'avait été ravalé, promené dans les salons, les boudoirs, les antichambres corruptrices, les officines gouvernementales comme il l'est aujourd'hui ; c'est dire par conséquent que l'ère des véritables difficultés a commencé.

En effet, au fur et à mesure que le syndicalisme a conquis un droit de cité, qu'il tendait à devenir le pivot de la vie économique du pays, il a vu surgir autour de lui des caricatures d'actions syndicales en vue de le diminuer et de l'affaiblir.

Puis, au fur et à mesure que son influence s'est exercée, il a vu s'accroître ses responsabilités et s'il est parvenu à surmonter des situations difficiles, c'est grâce à sa souplesse naturelle, à son autonomie vis-à-vis les partis politiques et le Pouvoir lui permettant de tirer lui-même les moyens d'agir et de résister.

Mais par suite d'une insuffisante adaptation des militants aux exigences de la lutte les difficultés se sont accrues ; les uns séduits par l'espérance d'une réalisation prochaine du cataclysme final, puis effrayés des conséquences de leur attitude irréfléchie ont été vite déçus, de là un retour en arrière, un reniement de toute leur pratique et de leur vie, les autres ne sachant pas mesurer toute la valeur de leurs actes, enclins, de ce fait à tout embellir, ont passé au milieu des événements les plus simples comme les plus compliqués sans rien appendre, sans rien retenir.

D'où pour le mouvement ouvrier une situation faite de contradictions et de sursauts : le milieu social, l'organisation précédant dans leur évolution la mentalité des hommes. Il en est ainsi parce que les militants n'observent pas, n'apprécient pas, de sorte que la vie les dépasse pour les emporter dans un ballotement sans fin.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



H. Mercier-Vega, V. Griffuelhes
L'Anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire
1978

https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34616027n.public

**fr.anarchistlibraries.net**